

Directeur :
KRIEDEL-VALRIMONT

Rédacteur en chef :
P. COURTADE

Comité directeur :
VALRIMONT, LEDUC,
JOINVILLE, P. HERVE,
P. COURTADE,
N. FOUCHE.

action

HEBDOMADAIRE
DE
L'INDEPENDANCE
FRANÇAISE

Mobilisation pour la victoire

par KRIEDEL-VALRIMONT.

« L'Assemblée consultative considère que dans la situation actuelle l'effort immédiat du pays et du gouvernement doit être de rassembler toutes les forces pour l'achèvement rapide de la guerre par l'écrasement de l'Allemagne hitlérienne, ce qui conditionne la renaissance de la France. »

C'est ainsi que débute l'ordre du jour adopté par l'Assemblée consultative après le débat à huis clos au cours duquel elle a examiné la politique de guerre et entendu les trois ministres de la Défense nationale.

Dans la lutte que mènent tous les peuples libres et alliés contre l'entreprise de rapine et de domination de l'Allemagne, la France ne veut pas être absente. L'Angleterre a plus de 21 millions d'hommes et de femmes mobilisés dans son industrie et son armée. L'U.R.S.S., qui a mis fin au mythe de l'invincibilité de la Wehrmacht, a, en 1944, une production de guerre quatre fois supérieure à celle de 1941. L'Amérique, dans la seule année 1944, a fait sortir de ses usines 70.000 tanks et 2.800.000 canons.

Le peuple français a fait preuve dans la résistance de sa volonté de laver notre honneur de la souillure de la trahison. Mais comme le marque l'ordre du jour de l'Assemblée consultative, il est nécessaire d'intensifier notre production avec priorité absolue pour les fabrications de guerre en brisant la routine bureaucratique et le sabotage des agents de l'ennemi.

La cinquième colonne se manifeste encore avec insolence. Il faut la détruire vite et impitoyablement avec l'appui de tout le peuple patriote et en particulier avec les Gardes civiques et républicaines, qui ont déjà rendu d'appréciables services pour la défense de la vie et des biens des Français. Nos alliés ont été bien inspirés d'appeler toute la population à pourchasser les traîtres de la cinquième colonne et les agents de l'ennemi.

Pour finir rapidement la guerre tous les Français doivent et veulent y participer. C'est pourquoi il est nécessaire de mobiliser, d'instruire les jeunes Français dans le maniement des armes. Par ces mesures, les combattants sentiront que le pays tout entier est engagé dans la lutte. Il sera possible de relever les formations engagées depuis longtemps et les classes anciennes mobilisées en Corse et en Afrique du Nord.

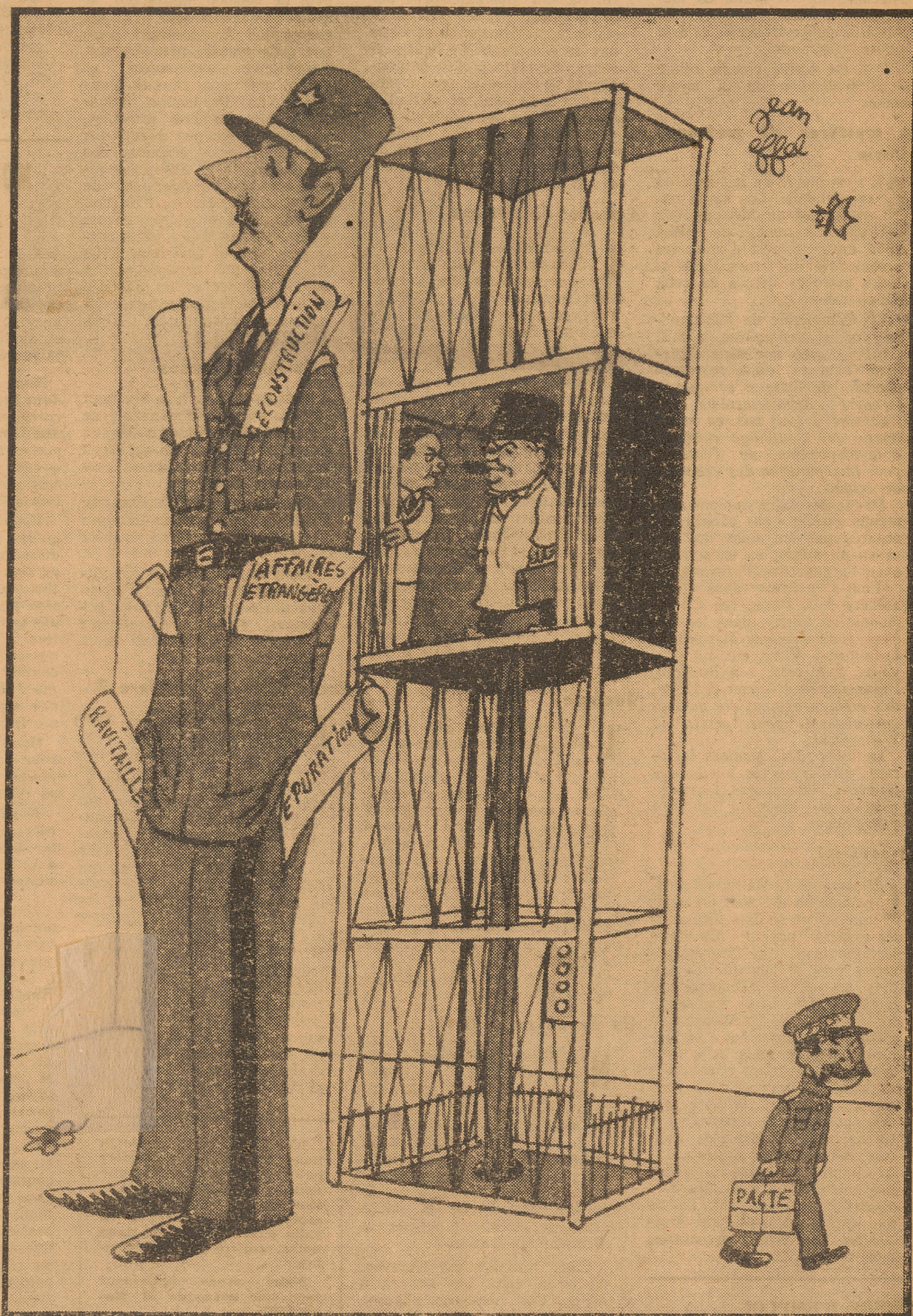
Dans l'effort actuel la France reconstruira une grande armée unifiée dans laquelle se retrouveront toutes les formations qui, au dehors et au dedans, ont répondu à l'appel au combat. Dans cette armée on donnera la place qu'ils méritent à tous les volontaires et à tous les cadres, en prenant en considération exclusivement leur patriotisme et leurs aptitudes. Cette armée, liée à la nation, exclura ceux qui ont trahi, elle le fera sans faiblesse. Pour diriger notre effort de guerre, il est nécessaire de créer un commandement unique, conscient de ses responsabilités devant la nation. Si le gouvernement réalise ces vœux exprimés par l'Assemblée le débat qui vient de se dérouler aura contribué utilement à rétablir la France dans sa grandeur.

DANS CE NUMERO

Trois poèmes inédits d'ARAGON
Un grand article de J.-P. SARTRE

16 PAGES
5 francs
VENDREDI
29 DECEMBRE 1944
N° 17

Un reportage :
LYON RÉSISTE



— DEUXIEME ETAGE ! PACTES, ALLIANCES, TRAITES... PERSONNE POUR LE DEUXIEME ?

REDACTION ET ADMINISTRATION : 3, RUE DES PYRAMIDES. TEL. : OPE. 86-21. L'ADMINIST.-GERANT : M. CUVILLON. C. C. P. PARIS 4195.47. ABONNEMENTS : UN AN, 220 FR. ; 6 MOIS, 125 FR. ; 3 MOIS, 65 FR.

ECHOS

Dans le Métro

On rouvre des stations au public. On oublie de supprimer les affiches de l'occupation.

Station « Sentier », par exemple (réouverture le 20 novembre), on peut voir s'étaler, sur les murs, la publicité somptueuse de Radio-Paris, Je suis partout, etc., sans parler d'autres seigneurs de moindre importance...

(Suite au précédent)

Le 26 février 1941, M. Opalczyk, de nationalité polonaise, qui lacérait une affiche allemande dans un couloir du métro, est pris par des membres du service de surveillance spéciale, dit « mafia du métro ». Il est successivement remis à la police française et à la police allemande.

Il a été fusillé comme otage le 16 septembre de la même année.

Les mystères du métropolitain

Ce n'est pas là un fait isolé ou exceptionnel. Les hauts responsables du Métropolitain de Paris ont travaillé de 1940 à 1944 en plein accord avec les « Autorités du Gross Paris ». Voici quelques détails de cette collaboration :

La Compagnie du Métropolitain, ou, si l'on préfère, la S.T.C.R.P. a créé une série d'ateliers annexes où le personnel français de cette « compagnie fermière départementale de transport » était mis, en même temps que l'outillage employé, à la disposition de l'ennemi, pour la réparation des véhicules de celui-ci.

Des tanks et des camions allemands étaient par conséquent réparés par les soins des annexes du métro, et, en somme, avec l'argent des Parisiens.

Faut-il préciser dans quels ateliers ? A Paris, rue Champignonnet ; à Clichy, dans les anciens établissements Matford ; à Levallois, à Vitry, etc. En province, à Auxerre, à Bourges, Besançon, Saint-Dizier, à Dijon, des ateliers avaient été ouverts spécialement pour servir la Wehrmacht.

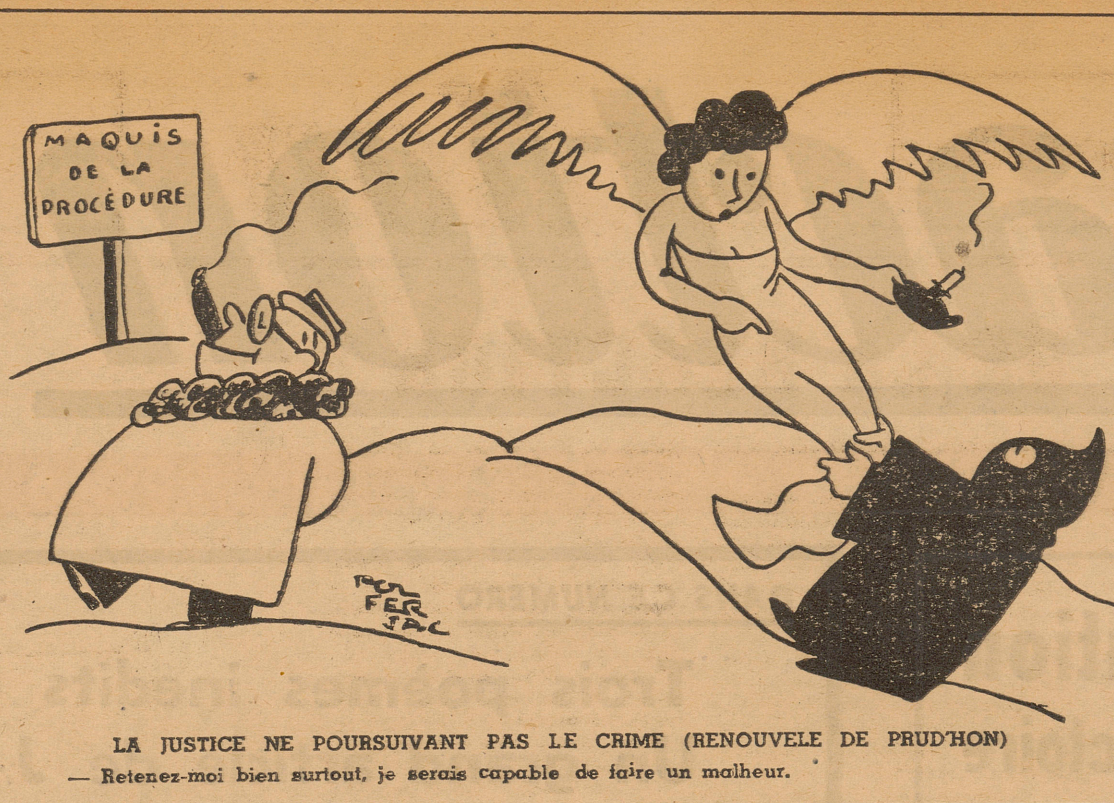
Le total des sommes facturées aux autorités allemandes s'élève à 580 millions. L'argent, n'est-ce pas, mark ou franc, n'a pas d'odeur.

Au sous-sol

Les usagers du Métropolitain, comme on dit, sont prévenus que, si les soldats de toutes les armées payent désormais leur parcours, il ne faudrait pas croire pour si peu que les soldats (et civils) allemands ne payaient pas, eux. En effet, les membres de la Wehrmacht n'étaient pas astreints à se munir de tickets, mais leurs frais de transport étaient remboursés selon un dénombrement « basé sur un comptage effectif par des agents de la Compagnie » (ce qui est d'un drôle de français). Chacun sait du reste que la Compagnie du métro n'était pas à vingt sous près, dès qu'il s'agissait de l'occupant. Tandis que les Français, Anglais, Américains, militaires ou autres, n'est-ce pas !...

OFFRE D'EMPLOI

Cherche jeune homme actif et commerçant, 25 à 30 ans. Envoyer références BERAUD, 147, boulevard Montparnasse, Paris.



Les mystères du métro- Le scandale du feldgrau litain (fin)

L'OUVERTURE de l'atelier de Levallois, en particulier, est justifiée par une note de la direction, en date du 27 août 1941, adressée au responsable dudit atelier : « Devant l'urgence des travaux, j'ai cru devoir immédiatement donner satisfaction à cette demande », demande d'on devine qui. Nous reviendrons prochainement sur cette affaire, et en particulier sur le plan d'évacuation de Paris par les Allemands. Le haut personnel du métro prêtait naturellement la main à ce repli élastique de l'occupant, et mettait à sa disposition les « autobus retransformés ». Et l'on voudrait surseoir à l'expropriation du trust Empain et à la nationalisation du métro ?

A propos de chiffons

LES industriels de la région de Mazamet avaient demandé au mois d'octobre qu'on leur donnât des chiffons. L'O.C.R.P.I. leur avait répondu qu'il n'y avait pas de chiffons. Après enquête du 4^e Bureau de la direction F.F.I. de Toulouse, 1.200 tonnes de chiffons ont été découvertes : on avait simplement oublié de faire le tour des détaillants. L'Office de contrôle de la Répartition industrielle déclarait également qu'elle ne pouvait disposer d'un gramme de coton. Comment se fait-il donc que l'on ait découvert ces jours-ci, à Villefranche-sur-Saône, 150 tonnes de coton et nous ne savons combien de milliers de mètres de tissu de coton ? Ces marchandises attendaient simplement qu'on s'occupât d'elles. Elles étaient en souffrance depuis quatre ans. Il y a des coups de hache qui se perdent.

Racisme

Le docteur Montandon, professeur d'antisémitisme à la Faculté des Sciences de l'Université de Paris, fut chargé, en 1942, ou 43, de fixer le degré d'« arianisme » de deux jeunes gens qui avaient des « ascendants suspects », selon la terminologie de l'époque. Le certificat délivré par l'illustre professeur portait que l'un de ces jeunes gens était de race aryenne, et que son frère, qui avait été circoncis pour raison d'hygiène, était de race juive. Qu'on juge du sérieux de notre science d' alors !

Un évadé nous écrit

NOUS apprenons qu'un de nos vieux camarades, ancien prisonnier de guerre, ancien détenu politique, résistant éprouvé, qui s'est évadé cinq fois d'Allemagne et trois fois d'une prison française, qui est le seul prisonnier qui ait réussi à fausser compagnie aux gardiens sinistres du sinistre Alcazar de la milice lyonnaise, s'est vu refuser la Médaille des évadés.

Cette médaille est réservée, dit-on, à ceux qui ont rallié Alger. Car personne n'ignore qu'il était plus dangereux de prendre l'avion vers l'Afrique du Nord que de rester dans un pays qui vous mettait quatre ou cinq policiers aux trousses.

La justice ne poursuivant pas le crime (Renouveau de Prud'hon)

Retenez-moi bien surtout, je serais capable de faire un malheur.

L'ON sait que les Allemands avaient laissé en France certaines quantités de tissus destinés à leurs troupes. Dès la libération, il avait été entendu que ce tissu serait mis à la disposition de la France. Il s'agissait de 500.000 mètres déjà tissés, à Lille, dont 150.000 ont été teints en kaki depuis. Il s'agissait à Sedan de 200.000 mètres, à Elbeuf de 200.000 mètres. Or, la Production industrielle n'a pas encore fait le nécessaire pour que cette matière première soit transformée entièrement et puisse aller aux troupes françaises. La Production industrielle, aux dernières nouvelles, serait très occupée à répartir, c'est-à-dire à élaborer des plans annuels et des plans régionaux qui décideraient de l'éventualité, etc. L'on voit que nos F.F.I. attendront encore quelque temps d'être vêtus convenablement et chaudement. Ils attendront que certaines parties de l'intendance et du contrôle de la production soient convaincus du fait suivant : LA GUERRE CONTINUE !

Inscriptions diverses

QUAI de la Tournelle, l'on peut lire sur une maison qui ne paie pas de mine : Maison française autorisée, ce qui ferait croire qu'il faut écrire ailleurs bien autre chose.

Sur les grands boulevards, Milk Bar, en grosses lettres : Drink more milk. Nous, on veut bien !

Dans la cour du Tribunal correctionnel de la Seine : Perception des amendes, et, juste au-dessous, en énormes lettres : « Souscrivez à l'Emprunt de la Libération nationale. »

Voulez-vous de la sciure ?

EVIDEMMENT oui, car vous pourriez vous chauffer avec. Malheureusement pour vous, la sciure est bloquée chez les producteurs et ne peut être livrée qu'à des négociants qui doivent la revendre aux boulangers afin que ceux-ci puissent se livrer à une opération dans la fabrication du pain et qui s'appelle le fleurage. Or, toute la sciure ne va pas chez les mitrons... Certains négociants qui l'achètent de 100 à 150 fr. la tonne aux producteurs en fournissent bien un peu aux particuliers, pour leurs poêles. Ça rend service. Mais ça coûte cher ! de 110 à 120 francs le sac de 35 kilos. Ces négociants ne s'embêtent pas, et on voudrait bien savoir ce qu'en pense M. Faure, de l'O.C.R.P.I.

L'abondance des matières nous empêche de publier ce texte semaine une lettre que nous a adressée M. Paul-Boncour, membre de l'Assemblée consultative, à la suite d'un écho publié dans notre numéro du 1^{er} décembre.

Nous avons également reçu une lettre de M. Roland Pié.

Nous publierons le texte de ces deux lettres dans notre prochain numéro.

Réponse à une « saleté »

Je viens de lire l'article que M. Quilici a consacré à Hervé dans la Bataille de jeudi.

Je tiens à préciser tout de suite que toute la partie de cet article qui veut être une réponse au « Courage, on les aura, les poches », paru en manchette dans notre journal, est sans objet. Ce slogan ne s'appliquait pas à M. Quilici. Il s'agissait des mesures que se propose de prendre M. Plevin pour faire rendre gorge aux profiteurs de guerre et la manchette était à la louange du ministre. Il faut que M. Quilici ait l'esprit vraiment mal fait pour être allé se reconnaître là-dedans.

« MONDES NOUVEAUX »

nous écrit :

A la suite de l'écho que nous avons publié dans notre numéro précédent, nous avons reçu du capitaine J.-P. Martet, directeur général de Mondes Nouveaux, et du lieutenant Riquet, secrétaire général, la lettre suivante :

Nous avons lu avec surprise, dans le dernier numéro d'Action, certaines appréciations sur Mondes Nouveaux. Nous voulons croire bien intentionné l'auteur qui les porta ; mais vous admettez que ces appréciations sont loin de la vérité.

Vous connaissez le travail qu'ont fait vos camarades de la direction de Mondes Nouveaux, au temps où il n'était pas question de demander une autorisation pour propager nos idées et diffuser nos journaux clandestins. N'est-ce pas, avec ceux des nôtres tombés dans l'obscur combat, des garanties suffisantes ? Faut-il dresser la liste de nos martyrs et exploiter nos morts ?...

Quant à M. Mistler, est-il besoin d'ajouter que nous n'avons jamais connu même le son de sa voix.

Nous faisons confiance à votre souci d'équité pour apporter dans le prochain numéro d'Action la mise au point qui s'impose.

Nous regrettons vivement que notre écho ait mis en cause des camarades dont nous savons quelle part éminente ils ont prise à l'action dans la Résistance clandestine.

Nous leur donnons volontiers acte que leur journal n'est en aucune manière une résurrection de Présent pour le compte de M. Jean Mistler.

Cela dit, nous continuons de penser qu'il est infiniment regrettable que M. Kléber Hagedens, qui fut pendant des mois, au café « Chez Fol », à Lyon, le commensal du traître Henri Béraud, et qui le défendit publiquement lorsque certains de nos camarades voulurent lui infliger une correction, se serve des noms de résistants authentiques pour continuer son activité journalistique dans un hebdomadaire honnête mais qui a le tort de vouloir séduire le public par une ressemblance typographique, fâcheuse, avec un hebdomadaire vichyssois.

LU AILLEURS

Ne dramatisons point.

La famine règne à Athènes. Des barricades ont surgi de toute part.

Des hommes de l'E.L.A.S. sont tombés journellement sous les balles du général Scobie.

Mais M. Wladimir d'Ormesson est optimiste : « La situation paraît avoir pris un tour aigu », écrit-il dans Le Figaro du 27 décembre. Et il ajoute entre parenthèses : « de loin, l'on dramatise volontiers ».

Une jolie photo.

L'Aurore du 21 décembre nous a donné quelques informations photographiques sur les personnalités marquantes du Congrès radical.

C'est ainsi qu'on a pu admirer en page 3 les superbes « bacchantes » de M. de Chamard, sénateur de la Corrèze.

Or, le lendemain, l'Aurore nous apprenait que M. de Chamard figurait au nombre des parlementaires radicaux-socialistes suspendus pour quatre ans par la commission d'épuration du parti.

C'est une délicate attention que d'avoir ainsi laissé aux lecteurs un petit souvenir de ce malheureux.

Un esprit taquin.

Carrefour a ouvert une enquête sur la démocratie.

Un courageux anonyme « d'esprit taquin » lui en a adressé la définition suivante : « La démocratie est le régime qui, en permettant de consulter le plus tard possible la volonté du peuple, dispose, en attendant et sous le contrôle d'une minorité armée et d'organismes irresponsables qui se sont désignés eux-mêmes, de la vie, de l'honneur, de la liberté, des biens des citoyens » !

On devine sans peine le sens de cette fielleuse attaque et l'on eût aimé que son auteur fût vertement remis à sa place. Il n'en est malheureusement rien et Carrefour passe généreusement l'éponge sur ce qu'il appelle « les fantaisies » d'un Monsieur « de mauvaise humeur ».

Les titres sensationnels.

La situation militaire est sérieuse.

Les Allemands ont remporté des succès offensifs certains.

La presse a le devoir d'informer aussi exactement que possible le public sur les opérations en cours. Mais elle n'a pas le droit d'affoler une population dont les nerfs ont été mis, pendant quatre ans, à une rude épreuve.

Il est donc déplorable que durant cette dernière semaine certains journaux aient cru devoir, pour augmenter leur vente, étaler des titres « sensationnels » susceptibles de créer le trouble dans le public.

France-soir s'est dépassé dans ce domaine. Le 20, il annonce sur six colonnes que « l'offensive d'Hitler se développe de point en point sur 80 kilomètres », et que « Londres fait appel à la mobilisation totale des énergies ». Le 24, il titre sur cinq colonnes « La poussée allemande n'est pas encore éodiée », et nous en passons.

Libération-soir du 23 publie en caractères de placards que « les Allemands ont coupé la grande route Liège-Luxembourg », Paris-Presse proclame de même que « les blindés allemands ont progressé en Belgique vers Spa et Bastogne ».

Sur toute la largeur de la page, on pouvait lire dans Libération du 22 « La pression allemande croît en violence » et L'Aube du 26 imprimait en gras « les Allemands progressent dans le secteur central », en ajoutant, il est vrai, mais dans une typographie beaucoup plus réduite, qu'ils étaient contenus sur leur droite et contre-attaqués à leur gauche.

Nous regrettons que des équipes de résistants se transforment en marchands de papier.

L'HEURE DE LA RÉACTION ?

En replaçant la France dans la direction internationale dont l'abandon de fait depuis le traité de Brest-Litovsk fut une des causes déterminantes de la catastrophe, et en restituant d'une façon éclatante son rang de grande puissance à notre pays, la signature à Moscou du Pacte d'alliance franco-soviétique est incontestablement un triomphe personnel pour le président du Gouvernement provisoire de la République française, le général de Gaulle, qui, dès les heures les plus sombres, poursuivit avec entêtement une politique d'égalité des droits pour la France asservie, mais non point battue.

Personne, cependant, ne peut songer à se contenter d'une reconstruction dans l'abstrait de notre souveraineté nationale, qui ne se définit pas uniquement par des considérations internationales.

Il existe, par exemple, une différence fondamentale entre une politique de revanche (ou de vengeance) et d'annexionnisme (ou de démembrement), c'est-à-dire une politique de domination militaire perpétuelle, poursuivie à l'égard de l'Allemagne, et une politique de sécurité collective, pouvant sans doute, dans l'immédiat, comporter des caractéristiques militaires identiques, mais ayant pour but l'édification de grandes ententes internationales avec, à plus ou moins longue échéance, intégration du peuple allemand.

Est-il besoin de conclure que ces différences sont, en dernière analyse, des différences de politique intérieure et que l'indépendance nationale, affirmée bien haut sur le plan international, suppose, à l'intérieur, la reconstruction et la définition de cette indépendance ?

Les événements des cinq dernières années ont du moins eu l'avantage de faire comprendre à tous les Français que liberté des peuples et liberté de l'homme sont d'une seule et même essence. Cette double liberté est garantie par la reconnaissance extérieure et intérieure de notre Gouvernement provisoire de la République, lui-même appuyé sur une légalité insurrectionnelle.

Dans sa lutte contre l'ennemi intérieur et extérieur, la Résistance française a substitué à l'illégalité de Vichy une légalité républicaine insurrectionnelle dont les organes sont les Comités départementaux de la Libération et le Conseil national de la Résistance. Celle-ci a sans doute avec le régime antérieur à 1940 des liens idéologiques directs, mais elle ne veut connaître aucune des servitudes de l'héritage. Et c'est bien en tant que représentants de cette nouvelle légalité insurrectionnelle que les Comités présidés par le général de Gaulle, successivement à Londres et à Alger, ont été reconnus par la Résistance française comme le seul gouvernement légitime de la France et c'est à la demande du C.N.R. que le Comité français de la Libération nationale, avant même son installation à Paris, a pris le titre de Gouvernement provisoire de la République française.

Il n'est pas surprenant, dans ces conditions, que les locutions telles que « l'ordre républicain » ou la « légalité républicaine » suscitent quelque méfiance dans l'esprit des survivants, témoins du sacrifice de ces milliers de patriotes qui ont donné leur liberté ou leur vie pour créer, dans la clandestinité et à travers toute la France, les organismes d'un autre ordre et d'une autre légalité. On se demande en vérité comment, à défaut de cette construction clandestine, le G.P.R.F. aurait pu échapper à l'humiliation de devoir rechercher une légitimation auprès de cette même Assemblée nationale qui, en juillet 1940, assassinait la République, mais qui après tout restait dépositaire de

cette légalité républicaine dont certains parlent tant.

Non seulement les ennemis traditionnels de la République, mais encore tous ceux qui préférèrent à un gouvernement véritablement populaire cette démocratie imparfaite et bourgeoise de l'entre-deux-guerres ou enfin plus simplement tous les partisans, plus nombreux encore, de l'immobilité, portent, consciemment ou inconsciemment, leurs efforts de division sur le point exact où s'établit la liaison entre le Gouvernement provisoire de la République et la Résistance française.

Cette action est tout naturellement menée au nom de l'« union sacrée ». Entre cette formule et celle de l'union des Français, il existe cette différence que l'« union sacrée » s'aligne par définition sur la fraction la plus privilégiée et la plus conservatrice de la nation : toute revendication sociale doit être différée comme contraire à l'unanimité nationale. A proprement parler, l'« union sacrée », c'est la « pause » : la pause avant l'action.

L'aboutissement de ces manœuvres de dissociation est voisin de la malhonnêteté politique : poussés dans des directions différentes, sinon opposées, le Gouvernement et la Résistance ne se conforment plus, ni l'un ni l'autre, aux engagements pris dans le combat et scellés du sang de tant de Français. Le jeu subtil et trompeur de l'« union sacrée » enferme nécessairement le Gouvernement dans le modérantisme et il divise la Résistance, c'est-à-dire qu'il la supprime ou bien il la repousse dans un radicalisme opposé.

Situation de la Résistance

Pour poursuivre cette analyse avec un maximum d'objectivité, il importe de dire ici que si la manœuvre de division ainsi définie a jusqu'à présent réussi dans une large mesure, c'est que certaines couches de plus en plus étendues de la population sont, pour dire les choses brutalement, « gaullistes » et « anti-Résistance ». On entend couramment développer cette opinion que le Gouvernement, et particulièrement la personne du général de Gaulle, représente valablement toute la France, mais que la Résistance, elle, reste une petite minorité aux mérites de laquelle, le plus souvent, on rend encore hommage mais dont, en tant que telle, sur le plan politique, on n'attend plus rien.

Analisons la valeur de ce raisonnement.

Si on écarte les facteurs affectifs, osons dire qu'il est assez douteux que la nation puisse politiquement se reconnaître dans la composition du Gouvernement provisoire de la République. On trouve, dans ce Gouvernement, des radicaux, des socialistes, des communistes, mais on y trouve surtout des représentants de la tendance catholique dite démocratique populaire, en nombre plus élevé proportionnellement qu'il n'y avait de députés de ce parti à la Chambre de 1936. On dira que ces ministres ne sont pas là pour représenter la fraction de la nation qui, normalement, aurait dû les élire, mais bien en tant que « résistants » éminents. Et certes, ils sortent de la Résistance ; nous demanderons seulement si, en vérité, ils n'en sont pas bien « sortis ». La Résistance est composée de tendances diverses et ne saurait être valablement représentée par une majorité tendancieuse. De plus, d'après nos bienveillants critiques, le Gouvernement n'est pas et ne doit pas être l'expression de la minorité résistante ; il doit représenter toute la popu-

lation et il le fait en effet : à preuve, les manifestations à caractère plébiscitaire qui accueillent le général partout où il se montre.

En 1940, et même en 1941, le maréchal Pétain, lui aussi, a représenté, sans doute moins unanimement, mais a représenté tout de même la population française. Bien entendu, personne, à commencer par l'intéressé lui-même, ne songera à évaluer les chances d'un pouvoir personnel. Il est donc important de ne pas oublier que le prestige mérité du général de Gaulle est une chose et que la valeur représentative de son Gouvernement en est une autre. Ce n'est pas, en effet, le général de Gaulle qui dirige ce pays, mais le Gouvernement provisoire de la République.

Si on ne veut pas admettre que la Résistance soit, dans la période actuelle, le creuset de l'unanimité nationale et si, d'autre part, on repousse toute forme personnelle de pouvoir, il n'existe aucune autre méthode dans une démocratie pour constituer un gouvernement d'union totale que d'établir un dosage aussi fidèle que possible entre

par

Pascal COPEAU

l'ensemble des tendances politiques existant dans le pays. Et si cela n'est pas fait, un tel gouvernement cesse d'avoir une existence démocratique parce que l'autorité exercée en fait par une majorité ne pourrait être légitimée que par une consultation populaire.

Inversement, si l'unanimité qui doit se reconnaître dans le Gouvernement ne se retrouve plus dans sa Résistance qui, en définitive, a sauvé l'indépendance du pays et avec elle son honneur, que signifie-t-elle d'autre qu'une reconnaissance passive d'une libération apportée par l'étranger, qu'est-elle de plus que la démission d'un peuple tout entier ?

Après avoir organisé et mené l'insurrection nationale qui fut, sur les plans intérieur et extérieur, un succès dépassant toutes les espérances, la Résistance se trouve maintenant « vacante » et donne quelques signes inquiétants de neurasthénie. Nous ne craignons même pas d'avouer, puisque nous sommes en veine de sincérité, qu'il existe trop souvent un écart visible entre les prétentions de la Résistance et ses réalisations quotidiennes. Et quand nous entendons un ancien parlementaire connu répandre ce bon mot : « Sous la troisième, il y avait l'assiette au beurre ; la quatrième a le plat de résistance », nous savons que ce plaisantin travaille contre le pays, mais nous craignons qu'il n'ait que trop d'exemples à apporter à l'appui de sa calomnie.

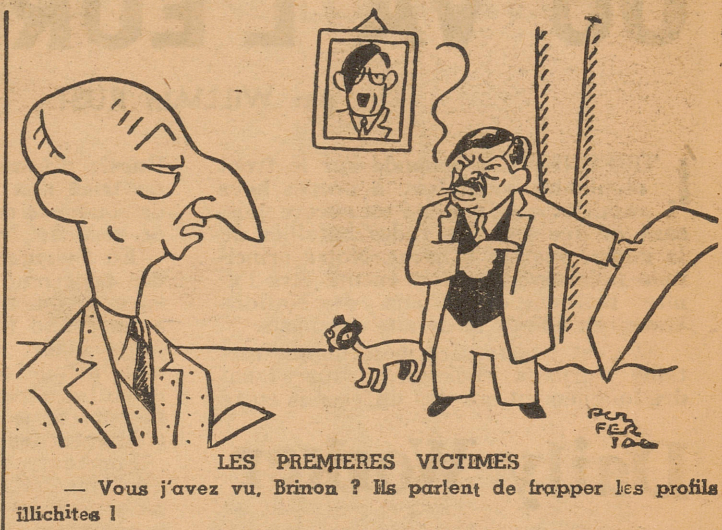
Il y a une crise de la Résistance, dont les sots se réjouissent.

On peut trouver à cette crise deux raisons profondes, qui sont congénitales à la structure même de la Résistance telle qu'elle s'est constituée depuis 1940 :

1° l'axe politique de la Résistance, qui dit être et qui veut être le rassemblement de tous les Français, est placé très sensiblement plus à gauche que ne l'est l'opinion moyenne dans le pays ;

2° la Résistance française manque d'homogénéité, non pas parce que des hommes d'opinions différentes ou contraires s'y rencontrent, mais parce qu'elle est formée d'une part d'organisations de Résistance multiples et d'autre part de partis politiques.

Si le Conseil national de la Résistance représente bien l'accen-



ciel complet des nuances politiques françaises, à l'exclusion, bien entendu, des partis de la trahison, il n'en demeure pas moins que les têtes de chapitres contenues dans le programme d'action du C.N.R. forment en gros un programme de réforme socialiste et que les adhésions à ce programme des différents membres du C.N.R. ont entre elles des différences en valeur absolue très notables. C'est un fait que, dans l'illégalité, ce sont les forces de gauche ou « gauchistes » qui ont entraîné les Français à la Résistance, mais ce fait comporte, dans la légalité, un danger de coupure avec les masses simplement modérées ou conservatrices, et nous pensons plus particulièrement ici à la quasi totalité de la classe paysanne.

La seconde difficulté est celle de l'intégration dans la vie publique française des nouvelles formations créées pendant et pour la lutte clandestine. Cette difficulté s'aggrave de la prétention, conçue et proclamée pendant l'illégalité, d'une rénovation, d'un rajeunissement et même d'un « éclatement » et d'un regroupement des « vieux » partis politiques sous la direction des mouvements de la Résistance. La confusion est enfin à son comble lorsqu'on ajoute, ce qui vient largement contrecarrer la position précédente, que la tendance du mouvement patriotique, dans la mesure où il n'a pas perdu sa vitalité, va incontestablement vers l'unité, c'est-à-dire vers la création d'un rassemblement unique.

En résumé, la Résistance doit savoir choisir sans plus hésiter entre la continuation et le renforcement de la politique de rassemblement et le reclassement par groupes ou à titre individuel dans des catégories politiques qui « rajeunissent » ou non, demeurent les vieilles tendances traditionnelles de la politique française.

Immobilisme ou révolution

Il faut constater, hélas ! que sur certains des militants les plus éprouvés de la Résistance, la proximité des élections agit davantage que la proximité de l'ennemi, même lorsqu'il réussit à mettre les Alliés en échec. Cette attraction des partis, ou plutôt cette attirance exercée par la politique de parti, n'agit pas du tout dans le sens — escompté par de naïfs utopistes — d'un éclatement des vieux partis, mais fait au contraire la partie belle aux « anciens » qui triomphent à bon compte à la tribune de l'Assemblée consultative provisoire.

L'alliance entre les organisations nouvelles — les mouvements — et les organisations anciennes — les partis — parfaitement réalisée au sein du C.N.R. et plus ou moins parfaitement au sein des Comités de Libération, permettait un équilibre salutaire entre la force centrifuge des partis que la vie oppose nécessairement les uns aux autres et la force centripète des mouvements dont l'existence même est liée à un impératif d'union

dicté par les circonstances. Le Parti communiste français a parfaitement compris cette vérité lorsqu'il a créé une sorte d'au-tarcie politique, liant l'un à l'autre le parti lui-même et le mouvement de résistance Front national.

Cet équilibre cependant est fragile et il se trouve irrémédiablement compromis dès qu'à l'intérieur des organisations de la Résistance le besoin de reclassement ou de classification, c'est-à-dire de différenciation, l'emporte sur le besoin d'union ou d'unité. Alors, la Résistance cesse d'exister.

Ceci est tellement vrai que la critique la plus dangereuse que l'on puisse faire à la Résistance, c'est de l'accuser d'être partisane, d'être « classée » tendancieusement. En clair, on accuse la Résistance dans son ensemble d'être manœuvrée et noyautée par les communistes.

Il faut s'expliquer franchement sur ce point. S'il s'est créé entre le général de Gaulle et la Résistance un certain éloignement, si le Gouvernement a pris certaines mesures qui ont paru être dirigées contre la Résistance, c'est que l'opinion existe au sein même du Conseil des ministres que le Parti communiste dispose secrètement de tous les fils de la plupart des organisations patriotiques ; et c'est pour la même raison qu'on rencontre rarement des délégués du Parti socialiste parmi les défenseurs sincères des organismes essentiels de direction de la Résistance.

Sans doute, à l'encontre même des instructions centrales, beaucoup de militants communistes se sont laissés entraîner à exploiter des succès si chèrement acquis au delà des limites qu'il eût été sage de ne pas dépasser pour ne pas donner des armes à la réaction. Nous avons vu, en effet, trop souvent des tentatives variées faites pour acquiescer artificiellement des majorités communistes ou communistes dans tel ou tel comité et nous connaissons trop d'exécutants du P.C. qui ne voient dans le Front National qu'une sphère d'influence utilitaire à exploiter pour le bien unique du Parti. Tant il est vrai que, si l'anti-communisme a été l'instrument de notre asservissement, l'extension artificielle d'une frange du Parti communiste sans rapport réel avec le poids concret de ce parti doit nécessairement déterminer une réaction dont le Parti Communiste serait, avec la Résistance tout entière, la première victime.

Pour nous permettre maintenant de conclure cette analyse, nous demanderons au lecteur d'admettre que la France balance entre la révolution, ce quelque chose de « nouveau » pour lequel tant des nôtres sont morts, et le retour pur et simple aux commodités et aux tares de la troisième République et nous lui demanderons aussi de croire que la Résistance est — nous ne disons pas encore : était — la seule chance de faire cette révolution du peuple, ne serait-ce que pour éviter plus tard une révolution de classes.

OU VA L'EUROPE ?

par WILLIAM RUST

L'OFFENSIVE allemande sur le front occidental vient fort à propos nous rappeler que l'ennemi est encore puissant et que les plus rudes batailles de la guerre restent à livrer. Notre principale préoccupation doit encore être l'unité politique et militaire des Nations Unies, en vue de la défaite des nazis.

Et c'est pourtant ce moment que certains journaux choisissent pour s'étendre longuement sur des différends entre

Daily Worker

les Alliés ; des feuilles telles que le « Daily Mail », le « Sunday Dispatch » et l'« American and Navy Journal » reprennent leur campagne antisoviétique, tandis que la politique du gouvernement en Grèce provoque un profond malaise dans le public britannique.

Il est évident qu'il existe certaines divergences de vues dans le camp des Nations Unies. Mais l'opinion de gauche ferait une faute grave si elle s'en exagère l'importance et se laissait influencer par les réactionnaires qui voudraient profiter du trouble qui règne dans les esprits pour empêcher tout règlement. Ce serait faire le jeu de l'ennemi qui a conscience de son déclin militaire et met tout son espoir dans une fissure de la coalition démocratique mondiale qui lui permettrait d'obtenir une paix de compromis...

Si les négociations pour la formation d'un gouvernement démocratique polonais, en territoire polonais, ont échoué ; si M. Churchill a eu recours à l'intervention armée contre le peuple grec, par contre d'importants succès ont été remportés :

1. En Hongrie, l'armée rouge a avancé vers Vienne et le voisinage de l'Allemagne méridionale ;

2. La France et l'Union soviétique ont conclu un traité d'alliance et d'assistance mutuelle ;

3. Tito et Subasich sont parvenus à un accord en vue de la formation d'un gouvernement yougoslave uni dont Tito serait le premier ministre ;

4. En Italie, la crise gouvernementale s'est dénouée et le dirigeant communiste Togliatti a été nommé à la vice-présidence.

Le rapide retour de la France au rang de grande puissance jouissant d'un haut prestige international et, maintenant, étroitement liée à l'Union soviétique et à la Grande-Bretagne domine la scène politique européenne. La France a encore beaucoup de problèmes à résoudre, mais elle est sur le chemin du succès, précisément parce qu'elle a écrasé l'esprit Darlan, s'est libérée des Vichyssois et s'est donné un gouvernement débarrassé de l'ancienne bande de 1939 et qui puise sa force dans la Résistance et le peuple travailleur.

Il est infiniment regrettable que la leçon de la France soit perdue pour M. Churchill...

L'intervention armée contre le peuple grec, par laquelle le gouvernement britannique tente de soutenir une clique réactionnaire qui comprend des fascistes, des Quislings et un monarque parjure, a provoqué la surprise et l'indignation de nos ouvriers et de nos combattants ; on commence à craindre que les buts de guerre de la Grande-Bretagne ne soient en péril.

Ceux qui prétendent que le peuple grec a, avant tout, besoin de nourriture et de vêtements font la grave erreur d'oublier que l'amour de la liberté est profondément enraciné dans le cœur du peuple, et que la liberté doit toujours être le premier mot d'ordre de la démocratie...

Si les problèmes de la Pologne, de la Grèce et de la Belgique avaient été traités et résolus sur des bases démocratiques, la force militaire et politique des Nations Unies en aurait été considérablement accrue. M. Churchill l'a bien reconnu dans le cas de la Pologne, en déclarant aux Communes que, si M. Mikolajczyk, au lieu d'être écarté, avait pu mettre à exécution le projet élaboré à Moscou, un gouvernement polonais présidé par M. Mikolajczyk lui-même et reconnu par toutes les Nations Unies serait maintenant installé en territoire polonais. Combien de temps encore laissera-t-on une clique fanatique d'émigrés s'opposer à un règlement dont le besoin est urgent, qui aurait l'agrément des gouvernements de Grande-Bretagne, de

Russie, d'Amérique et de France, et permettrait aux puissances démocratiques de souder le dernier anneau de la chaîne de sécurité ?

En Belgique, où les troupes allemandes pénètrent de nouveau, on peut mesurer ce qui a été perdu. Le peuple belge a un grand rôle à jouer dans la résistance alliée, mais on l'a considérablement affaibli en désarmant la Résistance et en lui imposant un gouvernement qui ne représente rien et ne jouit pas de la confiance des masses.

Pourtant, aucune de ces questions n'est insoluble... La démocratie britannique est assez forte pour contraindre le cabinet de guerre à reconnaître que la question primordiale dans les pays libérés est de nettoyer la vie politique en prenant des mesures énergiques contre les collaborateurs, en écartant des postes de commande tous les fascistes et partisans d'une politique de conciliation, et en les remplaçant par les représentants de ceux qui ont mené héroïquement la lutte pendant les sombres années de l'occupation nazie et de la terreur de la Gestapo.



К Р О К О Д А М А

Crocodile. --- Moscou

— Nous sommes polis, nous autres, nous frappons avant d'entrer !

LE FRONT OCCIDENTAL

EN août dernier, alors que les armées

alliées balayaient la France et la Belgique et libéraient des territoires à la cadence d'un kilomètre à la minute, l'homme de la rue n'était pas seul à dire : « Tout sera fini pour Noël. » Les chefs d'états-majors se prononçaient dans le même sens. Plus tard, après Aix-la-Chapelle, on se borna à annoncer « le Rhin à Noël ». Mais Noël est venu et la ligne alliée, dans le secteur crucial, reste toujours bien à l'ouest du fleuve. En Alsace seulement les armées ont retrouvé l'élan des premières batailles. En bordure de la vallée du Rhin, on se dispute chaque mètre de terrain dans une région où la densité de la population est considérable.

Ce dernier fait explique en partie l'efficacité de la défense des Allemands ; mais ce qui ressort le plus nettement de leur résistance, c'est que les nazis ont réussi à surmonter la grave crise politique de cet été.

Malgré d'importantes pertes en tués, blessés et prisonniers, il n'est pas impossible que, grâce aux appels sous les drapeaux de l'été dernier, à la mobilisation de tous les civils et à la jeune classe de cette année, les Allemands puissent encore disposer d'autant d'hommes qu'au moment de l'attaque contre la Russie, quoique moins bien équipés. Ceci n'a été rendu possible qu'en consacrant la totalité des ressources à la guerre sans laisser de marge pour les civils ; mais

l'exemple de la Russie montre que la vie peut être longtemps supportée dans ces conditions. Les moissons ont fourni des rations suffisantes ; il y a encore assez de charbon, de minerai de fer, de pétrole et de métaux légers pour maintenir l'industrie et la machine de guerre en

The Economist
Londres

état de marche. Si le front actuel peut être tenu, un effacement politique ou économique est peu probable.

Mais ce front actuel est crucial. Il défend les deux donjons de l'effort allemand : l'ensemble Rhin-Ruhr et la Silésie. Que l'un ou l'autre tombe, toute défense militaire sérieuse et de grande envergure deviendra très vite impossible.

Une victoire rapide dépend d'une trouée alliée à l'Ouest et à l'Est, qui séparerait le cœur et le cerveau économiques de l'Allemagne de son corps titannique. Les deux autres fronts, le front britannique d'Italie et le front russe d'Europe centrale, sont secondaires, car ni l'un ni l'autre n'amènera les Alliés au cœur du Reich industriel...

Les Allemands ont beaucoup gagné à consacrer des hommes et du matériel aux ports de la Manche. L'énorme différence de production entre l'Allemagne et les Alliés s'est quotidiennement accrue au détriment de l'Allemagne, mais le manque de ports et le mauvais état des communications en Europe occidentale ont empêché la supériorité matérielle de se manifester sur le terrain.

Il se peut aussi que l'organisation même du commandement militaire allié ait eu un effet retardateur. Depuis que le maréchal Montgomery a abandonné le commandement suprême des forces de terre en Europe occidentale, aucun chef n'a une vue d'ensemble immédiate d'un front où cinq ou six armées sont maintenant engagées. Un profane ne peut guère se prononcer sur de telles questions, mais il n'est peut-être pas indiscret de demander si le plan des dernières batailles — attaque frontale sur chaque secteur séparément — ne serait

pas en partie imposé par la division des commandements. Jusqu'ici toutes les pensées décisives de la guerre ont été réalisées grâce à la synchronisation d'une feinte sur un point du front, suivie d'une poussée ailleurs.

La victoire, à l'Est comme à l'Ouest, ne fait pas de doute. La supériorité écrasante des Alliés en puissance matérielle suffit pour repousser l'ennemi, pas à pas s'il le faut, et si acharnée que soit sa défense. Mais la perspective de tels combats à travers les régions surpeuplées d'Allemagne est effrayante...

Qu'on nous permette de demander, bien que la question ait été si souvent posée depuis le début de la guerre, si l'absence totale d'action politique n'est pas en partie responsable de la ténacité allemande.

Aujourd'hui, alors qu'une partie du territoire est déjà occupée, l'Allemand ordinaire n'a pas le moindre soupçon du sort que lui réservent les Alliés après la défaite de son pays. Qui pis est, ceux qui pourraient se trouver dans une situation permettant de renouveler la conspiration des généraux ne sont pas certains que, d'une part, la coalition de la Russie et de l'Ouest ne se rompra pas à temps pour permettre une paix de compromis, ou que, d'autre part, une paix imposée sera autre chose que la terreur de Himmler prolongée indéfiniment.

Ceux qui insistent encore pour qu'on fasse clairement connaître les conditions qui seront imposées à l'Allemagne ont fini par perdre courage. Et cependant, étant donné la situation militaire actuelle, a-t-on le droit de négliger aucun élément susceptible de raccourcir la durée de la guerre, ne serait-ce que d'un jour ?

LE PARACHUTE A AILETTES

LES services compétents d'Amérique viennent de lancer un nouvel appareil destiné à remplacer le parachute léger employé jusqu'ici pour ravitailler en matériel les forces de terre.

Cet appareil consiste en une aile rota-

The Manchester Guardian

tive, ayant la forme générale d'une graine d'érable. Comme une graine à ailettes, elle tourne en descendant quand on la lâche d'un avion. Une poche faite de matière plastique est fixée à l'aile ; on peut y mettre jusqu'à 30 kilos de matériel.

La vitesse de la chute est un peu plus grande que pour le parachute, mais le nouvel appareil est beaucoup plus précis, spécialement lorsqu'il est lâché à haute altitude, car le vent a très peu de prise sur lui. Jusqu'ici la chute du matériel à des endroits fort éloignés des points visés a été un grand inconvénient, tant pour les Alliés que pour l'ennemi, surtout dans les secteurs de combat peu étendus.

Des S. S. acteurs d'un film sur la résistance belge

ASSIS dans un café d'Anvers, riant et chantant, des soldats allemands et des S.S. virent le directeur d'un studio de Bruxelles et ses cameramen les tourner et ils pensèrent qu'il s'agissait

Sunday Pictorial
Londres

de prises de vue pour un film collaborateur belge à la gloire des conquérants nazis.

La Gestapo avait délivré aux opérateurs une autorisation spéciale pour un film sur les bas-fonds d'Anvers.

Ce film est maintenant projeté à Bruxelles, mais il ne montre pas les bas-fonds : il montre le mouvement clandestin de la Résistance belge.

Il a pour titre : « L'Armée sans uniformes », et ne comprend pas seulement les états de service complets de la Résistance, et les traitements infligés aux Belges par les nazis, mais il montre encore comment la R.A.F. avait organisé, au profit des Belges, des services réguliers avec l'Angleterre.

Pour pouvoir réaliser ce film, les trois patriotes qui en avaient eu l'idée avaient soumis aux autorités allemandes un scénario complet, mais entièrement truqué.



a lu pour vous dans toute la presse étrangère

DANS LE SUD DE LA HONGRIE

Le nouveau le Danube est derrière nous. Ce n'est pas la première fois que son cours sinueux a barré la route de nos armées mais, chaque fois, le saut qu'elles ont fait par delà ce fleuve puisant a témoigné de leur audace et de leur maîtrise militaire.

Nos fantassins infatigables marchent sur une route noire, gorgée de boue.

— Ah ! quel temps ! — grogne un jeune soldat au calot planté derrière l'oreille. — On est en décembre, et il y

Воскресная Коммунистическая Партия (больш.)

ПРАВДА

Орган Центрального Комитета и МК ВКП(б)

a de la pluie tant qu'on veut et de la boue jusqu'aux genoux. C'est pas comme chez nous, sur la Volga !

— Ça c'est rien, vieux frère, — répond en riant son voisin, un grand gaillard à larges épaules, — au printemps, quand nous avons attaqué à Odessa, là-bas la boue était plus grasse. C'est vrai que là-bas c'est une autre terre, elle est plus riche que par ici. Chez nous la terre est bonne !

Et les conversations peu pressées des soldats se poursuivent en chemin. On parle du Kolkhoze du pays, des lieux chers au cœur, de l'hiver russe avec ses neiges bleuâtres et ses claires aurores.

— A droite ! dit derrière une voix de commandement.

Sur la route, doublant la colonne et faisant gicler la boue, passent des camions lourdement chargés : ils remorquent des canons dont le col s'incline régulièrement comme s'ils saluaient l'infanterie.

Ces troupes continuent à avancer, là-bas où monte le grondement d'une nouvelle bataille. Ces unités germano-hongroises essaient de couvrir les voies d'accès de l'intérieur de la Hongrie, de gagner du temps pour installer une nouvelle ligne de défense pour amener des réserves fraîches. Des combats acharnés et sanglants se poursuivent pour les routes, pour des hauteurs, pour des villages. Les Allemands et les Hongrois contre-attaquent furieusement, laissent des bouclions, organisent des embuscades. Assénant des coups puissants, nos unités brisent la résistance de l'ennemi et, recourant à d'audacieuses manœuvres d'enveloppement, ils lui imposent de nouveaux échecs.

L'ennemi a de lourdes pertes. Un prisonnier allemand, le lieutenant Hans von Bittenau rapporte qu'après cinq jours de combat il ne restait plus que cinq à dix hommes par bataillon dans la 44^e division impériale de grenadiers. Les officiers subalternes avaient presque tous été mis hors de combat, la plus grande partie de l'artillerie et du train automobile était perdue.

— Nous avons longtemps combattu en Italie — dit Hans von Bittenau — là-bas il n'y a jamais rien eu de pareil à ce que nous avons éprouvé ici. Les Russes brisent notre ligne de défense, puis foncent en avant. Nous installons des bouchons pour arrêter ceux qui ont pénétré dans la brèche, mais ils contournent le bouchon par des chemins inconnus et ils attaquent par derrière. Quand nos soldats sont dans le « chaudron » ils comprennent clairement que la résistance est insensée. Il n'y a rien à faire, il faut se rendre.

Sur la rive droite du Danube, il y a déjà plusieurs milliers de soldats et d'officiers germano-hongrois, et de l'Ouest, le long des routes détrempées par la pluie, de nouvelles colonnes de prisonniers affluent sans cesse. Partout, on voit des autos ennemies et des fourgons abandonnés, démolis. Dans les champs errent encore des chevaux qui traînent leur harnachement arraché.

A chaque pas, des scènes de destruction, de retraite désordonnée. Au bord de la route, quatre pièces d'une batterie allemande. Elle a essayé de s'installer, mais elle n'a pas eu le temps. Sur un affût, le cadavre d'un artilleur allemand, puis, à côté, un deuxième, un troisième. Ils avaient essayé de résister. Les autres cheminent maintenant vers l'Est, dans une colonne de prisonniers.

Après s'être emparées d'une série de routes importantes, nos armées avancent impétueusement vers le Nord et vers l'Ouest. C'est une terre étrangère, hostile. Des fermes et des maisons opulentes, qui appartiennent aux grands propriétaires et aux industriels hongrois et allemands, de misérables maisons d'ouvriers agricoles serbes, habillés de pauvres haillons. Voilà une grande ferme et sa cour, entourée d'un réseau de fil de fer.

Du bétail et de la volaille grasse en abondance. Près de la porte s'avance, en traînant la jambe, un vieux chaussé de sabots de bois. Il porte un haut bonnet de peau de mouton, une veste déchirée et des culottes bouffantes plissées. Ce vieux nous a expliqué que la ferme appartenait à un colon allemand, dont les deux fils ont combattu sur le front russe où ils sont morts tous les deux.

— J'étais ouvrier chez lui — dit le vieux. Il y avait encore deux prisonniers russes. Mais dès qu'on a entendu que vous arriviez par ici, ils sont partis à votre rencontre. Le patron en est devenu fou de fureur, il menaçait tout le temps de les retrouver et de les pendre. En attendant, c'est lui qui a juste eu le temps de s'enfuir ; c'est que vous allez vraiment vite.

— Alors, c'est bon ou c'est mauvais, grand-père, qu'on soit venu vite ? demande un jeune fantassin.

— C'est bon, c'est bon, dit le vieux avec chaleur. Que Dieu vous paie en retour, pour vous et pour nous. Pensez donc, ce serpent vivait là — et le vieux nous montre la grosse maison de pierre — c'est là que vivait l'Allemand maudit, et, comme une araignée, il suçait le sang et la sueur des Serbes. Et ça ne lui suffisait pas. Ses fils, au début de la guerre, lui envoyaient des paquets et des paquets de tout ce qu'ils ramassaient en Russie. Ces paquets étaient lourds...

Nous arrivâmes à la maison. Les portes n'étaient pas fermées. Dans les chambres régnait le désordre, les tiroirs des commodes arrachés, les garde-robes grandes ouvertes et sur le plancher, des actes, des contrats, des carnets. Dans les coffres à grain, il restait beaucoup de blé et dans la cave des tonneaux de vin.

Rien, prononça entre ses dents notre sergent quand ses hommes eurent fini de visiter la maison et les bâtiments. Toute la couvée est partie. Ça ne fait rien, nous les rattrapons tous, ceux-ci et les autres !

Cette confiance profonde, propre à tous nos soldats et officiers, se renforce avec le progrès de l'offensive. Ces unités en mouvement chassent l'ennemi de ses positions et s'emparent toujours de nouvelles villes, de villages, de nœuds de voies ferrées ou de routes. Quand elles se sont emparées d'une route, elles se déploient en éventail, contournent les points d'appui de l'ennemi, puis elles se regroupent et c'est comme un poing qui écrase les lignes fortifiées de l'ennemi.

De jour en jour les armées du 3^e front ukrainien s'enfoncent de plus en plus loin dans le sud de la Hongrie.

D. AKOULCHINE, V. KOUPRINE.
correspondants de guerre
Pravda, 4 décembre.

PRODUCTION de GUERRE EUROPEENNE

AUX Etats-Unis, l'opinion publique ne compte plus guère sur une victoire à brève échéance.

Il se peut, et beaucoup l'espèrent, que ce nouveau sens de la difficulté de la tâche à accomplir ait pour conséquence une plus grande unité, un plus grand rendement de

The Times Londres

l'effort de guerre à l'intérieur du pays. Toutefois, il n'y a eu jusqu'ici aucun changement notable à ce point de vue. Les usines de guerre fabriquant des fournitures prioritaires ont bien récupéré quelques ouvriers ; mais le Congrès n'y est pour rien ; ce résultat est dû à des expédients de caractère fragmentaire, tels que l'ordre du directeur de la mobilisation de guerre : « A l'usine ou au front », en vertu duquel tout ouvrier quittant une usine de guerre pour une usine travaillant pour la production de paix est reclassé parmi les hommes mobilisables. Selon le président du Bureau de la production de guerre, cette mesure a « réveillé l'enthousiasme » des hommes qui, en raison de leur âge, se trouvaient visés, et la production de fournitures prioritaires telles que l'artillerie lourde, les munitions, les camions, les pneus, les fortresses géantes et les grands avions de transport, s'est accrue...

Mais il faudra encore d'autres perfectionnements dans les méthodes ou une nouvelle augmentation du nombre des ouvriers travaillant dans les usines de guerre — peut-être les deux mesures combinées — pour réaliser le programme prévu pour les six à douze mois prochains.

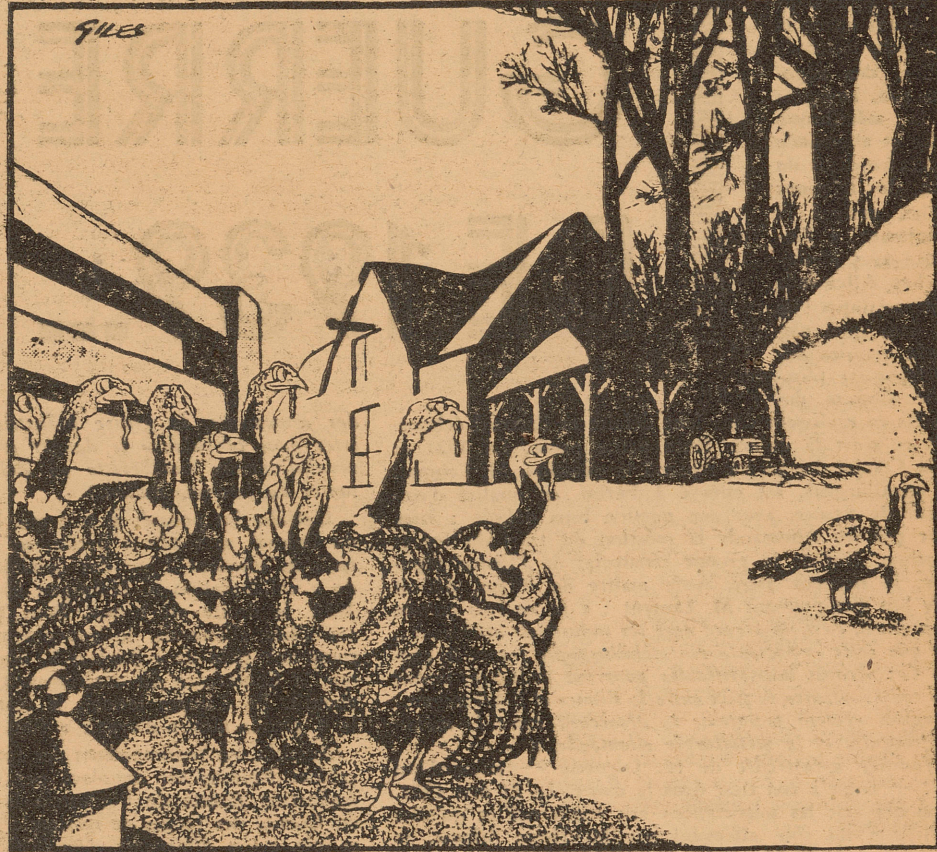
L'HUMOUR ANGLO-SAXON

Collier's U.S.A.



« M'sieu ! Pour deux francs, j'vous dis où sont les Allemands ! »

Daily Express, Angleterre.



— Je comprends qu'elle soit triste, la pauvre vieille, elle va être vendue au prix de la taxe.

American U.S.A.



« Ecoutez, sergent — épousez-la, ou alors, oubliez-la... »

LES ORIGINES DE LA "COLLABORATION"

III

ALEXANDRE ULAR mort assassiné au Maroc, son œuvre pourchassée et détruite, le complot « collaborationniste », la trahison des maîtres de forges continuent de plus belle. Leur souci permanent, quotidien, peut-on dire, c'est la création, coûte que coûte, de ce fameux consortium franco-allemand du fer et du charbon, que Caillaux avait fait échouer au lendemain d'Agadir. En pleine guerre de 1914 même, ce souci ne les quitte jamais.

La preuve, elle se trouve dans les archives du Sénat. En effet, le 28 octobre 1915, alors que la France luttait pour le retour de l'Alsace et de la Lorraine, M. Robert Pionon, secrétaire général du Comité des forges, venait exposer devant la commission sénatoriale chargée d'étudier l'organisation économique du pays pendant et après la guerre, les données du problème que ne manquerait pas de soulever le retour des usines métallurgiques de Lorraine. Cette perspective de la victoire militaire française n'était pas un sujet de réjouissance pour le Comité des forges. « La reprise de l'Alsace et de la Lorraine, sujet d'allégresse pour la France entière, va cependant créer une situation difficile pour la sidérurgie de l'Est... » écrivait le 22 décembre 1915, un journal financier de Paris. Que faire ? Le 17 février 1917, devant le Comité d'études économiques et administratives d'Alsace-Lorraine, le 14 juin 1917, devant la Société de l'industrie minière et le 23 novembre 1918 — moins de quinze jours après la victoire alliée — devant le Comité d'études des questions économiques et administratives d'Alsace-Lorraine, on met au point les solutions proposées par le Comité des forges, pour amoindrir, pour pourrir la victoire française. Pour parer à la « catastrophe » que va entraîner cette victoire, il faut agir d'urgence. Avant même la signature du traité de Versailles, des négociations sont engagées entre la métallurgie française et allemande — et cela en dépit du manque de relations officielles, malgré la loi punissant « l'intelligence avec l'ennemi ». Les Allemands ne sont pas dupes ! Ils savent dans quel embarras la victoire militaire française plongerait le Comité des forges. Ils se raidissent dans leur défaite et l'accord échoue.

Mais ce n'est là qu'une toute petite pause. En 1921 et 1922, le Comité des forges reprend la question. M. Laurent, grand métallurgiste, est envoyé à Berlin, en qualité d'ambassadeur de France, avec une mission bien définie : faire accepter par les Allemands la création du trust du fer et du charbon. Devant le groupe sénatorial de l'Union républicaine, le sénateur Japy, autre maître de forges, définit alors le but que poursuit M. Laurent : « Je ne vois qu'une solution, dit-il, c'est un accord avec les industriels allemands... Il faut que cette importante vie métallurgique française continue... Ces accords indispensables pourront peut-être, mieux que les traités, assurer la paix entre la France et l'Allemagne... Les Anglais veulent maintenir le désaccord entre la métallurgie française et la métallurgie allemande. »

La Journée industrielle de M. Gignoux — aujourd'hui arrêté ! — entre à son tour dans la danse. Le 27 mai 1922, elle annonce que les négociations ont commencé et qu'elles sont dirigées du côté allemand par M. Hugo Stinnes, le grand magnat de l'acier, « l'industriel le plus connu et le plus puissant d'Allemagne » et, du côté français, par M. Jules Bernard, au nom du Comité des forges. Et le journal de M. Gignoux de publier les bases de l'accord envisagé : le Reich interrompt la construction de nouvelles usines, la Ruhr fournira à la Lorraine — de plus en plus gênante ! — le coke dont elle a besoin, les usines de Lorraine mettront à la disposition de l'industrie allemande des demi-produits fabriqués et, enfin, les Allemands participeront pour 25 % dans le capital des usines de Lorraine !

A Berlin, le général Hoffmann complète ces données en offrant à la France le réarmement allemand sur la base d'un accord métallurgique, la conclusion d'un traité militaire franco-allemand, la création d'une armée commune franco-allemande avec état-major mixte et l'intervention militaire en Russie. Le Comité des forges approuve bien entendu ce programme ! Et le 30 septembre 1922, le journal de M. Gignoux écrit : « Outre l'accord des chefs, on envisagerait en cas de résistance de l'opinion publique ou des gouvernements, un accord entre les groupements ouvriers des deux pays. Le programme comportait aussi un appel aux prolétaires de France et d'Allemagne que l'on eût attirés par de belles phrases... » Tout le « socialisme européen » de Hitler et Laval n'est-il pas dans ce programme ?

Bien que la victoire militaire française le gêne, le Comité des forges entend pourtant l'exploiter à son profit. Il pro-

pose aux Allemands de se contenter d'une part de 49 % dans le trust franco-allemand du fer et du charbon et de la seconde place sur le continent. Il se réserve 51 % et la première place ! Les Allemands repoussent cette offre. La mission de M. Laurent à Berlin échoue. Les industriels allemands engagent la guerre économique en dévaluant le mark de façon à procéder à un rééquipement industriel bon marché qui leur permettra de battre techniquement les maîtres de forges français. La France répond en occupant la Ruhr. De nouveau, la perspective d'un condominium franco-allemand avait amené la guerre !...

La trahison du Comité des forges

Le temps passe. Les maîtres de forges ne désespèrent pas de trouver une solution aux problèmes qui les agitent et la même question, une fois de plus, va se poser. Mais laissons ici à la *Deutsche Bergwerks Zeitung* du 20 décembre 1930, le soin de résumer les pourparlers en cours. Le journal de l'industrie lourde allemande écrit : « La tentative d'occupation de la Ruhr pour intégrer par la force le charbon allemand au minerai français a échoué, parce que la grosse industrie française s'est trouvée techniquement incapable

d'assurer, sans la collaboration allemande, la bonne marche de l'industrie de la Ruhr... L'industrie lourde allemande avait, de son côté, besoin du minerai français et ne pouvait non plus se passer d'alliance... C'est ainsi que fut conclu le 30 septembre 1926, le Car tel de l'acier... Enfin, l'industrie lourde française a atteint les limites extrêmes de sa politique d'armement. Elle s'intéresse donc de plus en plus vivement à l'idée d'un traité militaire franco-allemand et cela à une double condition : l'armement de l'Allemagne serait financé par les capitaux français inoccupés et l'industrie française obtiendrait environ un tiers des commandes... La grande affaire d'avenir reste l'armement de l'Allemagne. Au cas où l'on ferait état d'un traité militaire franco-allemand pour obtenir une réduction

des armements, la grosse industrie française peut encore jeter dans la balance le danger croissant d'un mouvement révolutionnaire bolcheviste en Asie et les menaces constantes du fascisme italien... »

L'affaire fut poussée si loin que M. Laval, alors président du Conseil, se rendit à Berlin, en 1931, où il constitua — on s'en souvient ! — des commissions franco-allemandes de « collaboration ». Mais aux élections françaises de mai 1932, la droite est battue. Pour le Comité des forges et ses alliés allemands, le gouvernement Herriot représente toute une série de « dangers », dont le plus immédiat était que la Conférence du désarmement, qui venait de s'ouvrir, aboutisse. En d'autres termes, le réarmement de l'Allemagne, la « grande affaire d'avenir » était compromis !...

Aussitôt, un regroupement des forces s'opère. A Berlin, le cabinet Brüning est remplacé par celui de M. von Papen, émanation directe de l'industrie lourde. A Paris, la presse du Comité des forges ne dissimule pas sa satisfaction, voire sa joie. « Cet Allemand, dans la figure duquel les Latins ne sauraient point discerner les traits germaniques, s'exprime dans un français d'une pureté étonnante », écrit le *Temps* du 16 juin 1932. Le grand industriel allemand Reckberg vient à Paris, et il a, rue de Madrid, au siège du Comité des forges, de longs entretiens avec les dirigeants de cet organisme.

Mais nul n'avait prévu le coup de théâtre qui allait se produire !

A vrai dire, jamais encore l'Europe n'avait été aussi près de la réalisation du trust franco-allemand du fer et du charbon, de la « grande collaboration », par la mise en œuvre du réarmement allemand. L'accord intervenu rue de Madrid devait être enregistré dans de nouveaux traités. M. von Papen crut que le Comité des forges avait suffisamment préparé le terrain à Paris et que M. Herriot serait sa dupe ou son complice. Le 29 août 1932, le gouvernement allemand remet à M. François-Poncet, ambassadeur à Berlin — autre incarnation du Comité des forges ! — un « aide-mémoire » confidentiel, fixant les grandes lignes de l'accord débattu rue de Madrid. Mais M. Herriot ne tient pas le document pour secret : il répond à l'offre allemande en le livrant simplement à l'opinion mondiale.

C'était l'échec. Von Papen s'écroule. Pendant les mois qui suivirent on tenta vainement de renouer les fils de la conspiration, sans encore avoir recours à Hitler ! Ce fut en vain. L'opinion française ne voulait pas faire les frais du réarmement allemand. Alors, ce fut la vengeance de Thyssen et von Papen : ils firent appel à Hitler, ultime moyen de chantage, qui arriva au pouvoir chargé de tous les espoirs de l'industrie lourde allemande et du Comité des forges. « C'est la France qui a voulu Hitler ! » proclama M. von Papen.

La création du condominium franco-allemand du fer et du charbon semblait avoir définitivement échoué. Il restait à l'imposer à la France par la force. Ce devait être le but de la guerre de 1939. Et nous allons voir maintenant comment, à la faveur de l'occupation, la « collaboration » monstrueuse fut nouée dans le sang des peuples.

Jean LABRIERE.

(A suivre.)

(Voir les numéros précédents.)

LES EVENEMENTS INTERNATIONAUX

Difficultés du problème du Rhin

A son retour de Moscou, M. Bidault a fait à un de nos confrères (1) une déclaration sans équivoque : « Tous les territoires de la rive gauche du Rhin ne seront plus gouvernés ou administrés de Berlin. Dès qu'il s'agit de l'Allemagne nous parlons la même langue avec la Russie soviétique. »

Le ministre des Affaires étrangères a ajouté ensuite : « Je ne veux pas dire comment et sous quelle forme ces territoires seront contrôlés. »

Sur la nécessité de résoudre une fois pour toutes le problème du Rhin tout le monde est d'accord. La nouvelle offensive allemande qui suit le chemin classique de l'invasion pour la quatrième fois depuis 1870 redonne à la question une actualité dramatique. Il n'y a pas un Français qui ne préfère une solution radicale à la menace de l'invasion. Mais toute la question est de savoir quelles solutions sont concrètement valables. Or, il faut bien reconnaître que sur ce point aucune réponse satisfaisante n'a été donnée et il semble même qu'on évite d'aborder un sujet dont la complexité effraie.

La question de la rive gauche du Rhin a un double aspect « diplomatique » et « allemand ».

La question diplomatique semble à peu près résolue, après la conclusion du traité franco-soviétique, au moins en ce qui concerne la France et la Russie. L'accord a, sur ce point, été formel. M. Bidault l'a souligné. Il est intéressant à cet égard de remarquer que la Russie tsariste avait en 1917 adopté la même attitude. Le 14 février 1917 un traité secret franco-russe confirmé publiquement le 17 mars par Briand avait prévu la formation d'un Etat autonome et neutralisé sur la rive gauche du Rhin. En revanche la Russie obtenait toute liberté de délimiter à son gré ses frontières occidentales (accord signé à Pétrograd par Doumergue). Il n'est pas interdit de penser qu'un des résultats de la folle politique d'intervention des puissances occidentales contre la jeune République soviétique fut de rendre caduc un accord qui eût évité bien des déconvenues et bien des souffrances. De ce parallèle, on doit retenir que la solution du problème du Rhin est liée en tout état de cause à une solide entente franco-russe et accessoirement à une compréhension de notre part, en ce qui concerne les frontières occidentales de l'U. R. S. S., au moins égale à celle dont nos alliés soviétiques font preuve en ce qui concerne nos propres frontières.

Il est juste d'ajouter que l'attitude de la Grande-Bretagne telle que l'a définie M. Churchill en donnant au traité de 1944 une approbation sans réserve au moins en ce qui concerne la question du Rhin autorise à penser que cette fois rien ne viendra empêcher l'exécution de ces engagements réciproques.

L'Amérique également, si l'on en croit M. Walter Lippmann, a mesuré tout le sérieux de la question. Dans le « New York Herald » du 24 décembre Walter Lippmann a marqué avec force ce qui doit être la préoccupation essentielle de la politique étrangère des Etats-Unis : entente avec la Russie sur la question allemande, présence de la France dans ces débats essentiels au maintien de la paix : « Hors de la présence de la France comme principale puissance intéressée aux travaux qui préparent le statut futur de l'Allemagne, toute discussion sur ces problèmes est académique. »

Cependant on aurait tort de conclure que tout l'aspect diplomatique de la question est éclairci. L'attitude d'une grande partie de la presse anglaise n'est pas nette sur ce point. Le « Manchester Guardian » par exemple exprimait récemment sa mauvaise humeur que l'U. R. S. S. et la France aient pu discuter des frontières de la Pologne « sans consulter les alliés ». « Ça n'ira pas comme ça », écrivait le journal libéral « This won't do » et par une généralisation qui, en fait, exprime l'étroite solidarité de la question des frontières du Rhin et de la question de la frontière orientale, il étendait sa réprobation à tous les projets de division de l'Allemagne.

En admettant que les réserves formulées par le « Manchester Guardian » ne diminuent pas la valeur des assurances données par M. Churchill et que diplomatiquement la question du Rhin soit à peu près résolue, son aspect « allemand » suffirait à lui conserver un caractère aigu.

Quelle que soit la solution envisagée il est évident qu'elle doit être dépourvue de tout le sentimentalisme dont le résultat le plus clair a été de nous faire osciller entre la provocation gratuite et les billes-ées pacifistes-historiques.

Il serait fâcheux, pour le moins, de renouveler l'erreur du général Mangin qui promettait en 1917 le « pillage » à ses troupes et leur demandait en 1919 de se souvenir que « les pères de ceux que vous allez rencontrer ont combattu côte à côte avec les nôtres sur tous les champs de bataille de l'Europe pendant vingt-trois ans ».

On ne construira pas la paix à coups d'exaltations, même légitimes, ou de rappels historiques qui n'éveillent d'échos que dans les têtes universitaires. La solution du problème est partiellement entre les mains des Allemands eux-mêmes.

L'objectivité oblige à reconnaître que jusqu'à présent rien n'indique qu'ils soient disposés à le résoudre. Si cette situation se prolongeait, il est bien évident que les nations victorieuses seraient amenées à résoudre « le problème du Rhin » sans s'embarrasser de considérations valables pour un peuple d'hommes libres, mais dépourvues de sens pour un peuple à qui la soumission au destin tiendrait lieu de volonté nationale.

P. COURTADE.

(1) Carrefour, 23 décembre 1944.

NUIT
ET
JOUR

LE GRAND
HEBDOMADAIRE
ILLUSTRE

Tous les vendredis

La commission d'épuration du ministère des Affaires étrangères a terminé ses travaux.

Ce Comité de salut public a fait passer à travers les salons dorés du Quai d'Orsay, le vent purificateur que la France attendait. La justice est passée ; les coupables ont expié.

Et d'abord de quoi s'agissait-il ?

Était-il seulement question, comme c'est le cas pour les agents de beaucoup d'autres administrations, d'apprécier le comportement d'obscurs fonctionnaires qui, au fond de leurs sombres bureaux parisiens ou à cheval sur les baignoires de Vichy, se seraient nonchalamment livrés à des tâches ingrates et sans portée ? Le but était-il de découvrir si en essayant pendant quatre ans leur plume sur leurs manches de lustrine, ils y avaient invisiblement tracé des croix de Lorraine, des franciscains ou des croix gammées ?

Non ! Il s'agissait de juger les représentants officiels de notre pays à l'étranger, les ambassadeurs qualifiés — quels que fussent leurs grades — de la France dans le monde, ces hommes sur qui au dehors tous les regards se concentrent, ces « diplomates » en qui, aux yeux de l'étranger, en certaines minutes de l'Histoire, un peuple s'incarne.

Eh bien ! Comment en juin 1940 ces hommes avaient-ils représenté la France ? Quelle image au cours des années 1940, 41, 42, 43, avaient-ils donnée d'elle ?

Les diplomates, tous les premiers, peuvent bien se plaindre souvent que la Carrière n'offre plus de nos jours les chances qu'elle offrait autrefois. Le télégraphe, le téléphone, la facilité des déplacements limitent singulièrement les possibilités d'agir, les occasions de donner la mesure de son jugement et de son caractère. La politique s'élabore dans les chancelleries ; dans l'instant, les instructions qui la traduisent sont transmises par radio. Une négociation difficile doit-elle avoir lieu, d'importantes conversations sont-elles nécessaires, de plus en plus souvent le ministre des Affaires étrangères prend l'avion et vient traiter lui-même. Chaque jour davantage, la part d'initiative du diplomate s'amenuise.

★

Mais voici qu'éclate juin 1940 ! Coup de tonnerre comme il ne s'en produit peut-être qu'une fois par siècle. La France est terrassée et surtout la France devient muette.

Dans le monde civilisé, dans l'univers libre, une immense émotion broie le cœur de tous les amis de la France, mais aussi un immense besoin les saisit de croire que tout n'est pas fini, qu'elle n'a pas sombré pour toujours, qu'elle ne se résigne pas, qu'elle ne renonce pas à elle-même. De Québec à Montevideo, de Bucarest à Sydney, de Lisbonne au Cap, c'est la même ardente passion de recevoir des paroles d'encouragement et d'espoir, de garder des raisons de ne pas perdre foi en la France !

Mais qui interroger à présent que l'ennemi a tordu le visage meurtri

de la France sous le bâillon ? Qui croire ? Vers qui tourner les yeux ?

Mais, tout naturellement vers ceux qui sont de la France les représentants officiels, vers ces missionnaires de notre culture et de notre civilisation, vers ces apôtres de notre génie national, vers ces champions de notre honneur, vers ces dépositaires traditionnels de la vérité politique : vers les diplomates !

★

Et pendant quatre ans dure cette tragédie, et pendant quatre ans les regards sont dirigés vers les mêmes acteurs !

Mers-el-Kébir, les accords Churchill-de Gaulle, Dakar, l'Indochine, Montoire, les avions allemands à Alep, la Syrie. « Je souhaite la victoire de l'Allemagne », le ralliement progressif de l'Empire à de Gaulle, les victoires russes, la « relève », les mouvements de Résistance, Madagascar, la reconnaissance du « Comité national », le 8 novembre 42, la nouvelle qui filtre de la constitution du C. N. R., les maquis, etc... autant d'événements qui provoquent un regain de curiosité et d'intérêt passionné, autant de motifs d'interroger les représentants de la France.

Et ces acteurs — dont la commission d'épuration vient de juger les actes — que font-ils ? Que disent-ils ?

D'abord, ils continuent. Ceci veut dire qu'ils continuent à jouer au tennis et au golf, à aller dans les réceptions et les cocktails, à flegler leur boutonnière.

Quant à ce qu'ils disent ? Eh bien ! mon Dieu, que veut-on qu'ils disent ? « Tout cela est bien trou-ble, bien confus. Les éléments d'appréciation manquent. Il faut d'abord être sur place pour se permettre de juger. Comment, à distance, se faire une idée des choses ?... » (Dès les premiers pas dans la Carrière, les diplomates apprennent à dissimuler leur ignorance de ce qui se passe derrière le silence). — « Chut !... ne m'interrogez pas ! Le jeu est serré. Le maréchal sait où il va. Il est très fort. Le bloc latin, mon cher ! Pardi ! il fallait y penser... Et puis, nous ignorons bien des choses... Attendez, il y aura des coups de théâtre... (Au beau milieu d'une guerre planétaire, on ne risque pas grand-chose à annoncer des coups de théâtre). « Pour moi, j'attends. Je suis d'ailleurs très utile ici. Les Allemands veulent à toute force obtenir mon déplacement. Songez à qui ils m'attribuent à ma place ! Enfin, rallier de Gaulle, c'est très joli, mais quelle garantie cela offre-t-il pour l'avenir ? En outre, cela entraînerait des tas d'ennuis : confiscation de mes biens, de la propriété de ma femme, etc... A la rigueur, les militaires, je comprends qu'ils hésitent, mais nous ! »

★

Tant et si bien que dans l'été 41, sur plus de deux cents fonctionnaires des Affaires étrangères en poste dans des pays neutres ou alliés et qui n'auraient qu'un télégramme à envoyer et un billet à prendre pour se mettre à la disposition du Comité national français, pas plus d'une dizaine n'ont fait ce geste. Un an plus tard, dans l'été 42, ils ne dépassent guère la vingtaine.

Pour un Courcel, un Bonneau, un Coulet qui, depuis 40, portent l'uniforme et font campagne, pour un Ledoux, un Paris, un Offroy qui, à la première occasion, rompent les amarres, combien y a-t-il de leurs « collègues » pour qui le plus grand drame que la France ait connu depuis deux mille ans ne se réduit qu'à des discussions un peu plus animées qu'à l'ordinaire, après le dîner, chez la comtesse Z..., sur les chances respectives des adversaires en présence ? Spectateurs ? Oui, ces acteurs sont des spectateurs !

Encore n'observent-ils pas tous la même réserve. Certains sont déchainés en faveur de la politique de Montoire. Et si M. Claude Lebel se contente de se faire dorloter pendant trois ans, à Madrid,

par Mme Piétri, dont il est l'enfant gâté, d'autres sont plus agressifs. A Lisbonne, MM. Baraduc et Dufournier s'affichent dans les lieux publics avec des officiers allemands, ne jurant que par la victoire du grand Reich et font la guerre aux patriotes, aux « dissidents » qui, passés par l'Espagne, tentent de gagner l'Angleterre. Les « gaullistes » sont des traitres et MM. Baraduc et Dufournier ne le leur envoient pas dire. Des témoignages écrits de leurs victimes en font foi.

corations, incitent certains diplomates à rallier de Gaulle plutôt que Giraud. Quant à M. Leroy, secrétaire à la légation de Vichy à Stockholm, il attend pour se présenter qu'il y ait une mission Giraud à Londres, puis il passe à l'ambassade de France. Mais il s'embrouille dans les initiales. Pour lui, le C. N. c'était le Conseil national. Qu'est-ce donc que ce C. N. R. qui pour la première fois apparaît sous ses yeux au printemps de 1944 ? Il a beau consulter le Bottin mondain

de parties de tennis (ah ! même là, ils étaient sacrément forts), de dîners avec des officiers nazis les gêne tout de même. Ah ! certes tous ont leur alouette à présenter. L'alouette : l'actif des services rendus à la cause alliée, le bon petit témoignage écrit comme quoi on a fait passer un gaulliste, ou donné un renseignement à un S. R.

Le cheval : le passif de la honte et de la trahison.

Un cheval, une alouette.

Mais — n'est-il pas vrai ? — un homme du monde laisse toujours son cheval à la porte, tandis que l'alouette, il la promène avec lui partout, il la fait gazouiller, se reflète dans tous les miroirs, au point qu'on est aveuglé, abasourdi : on croit en voir une nuée, être dans une volière. Oui, certes, chacun a son alouette. Mais est-ce toujours suffisant ? Tous ne le croient pas. Pour ceux-là, il y a un filon suprême, celui-là incomparable, inattaquable, invulnérable : un petit séjour en Italie. « Vous me dites avoir joué Hitler vainqueur, la France perdante, avoir donné pendant trois ans la preuve éclatante de votre inaptitude morale et intellectuelle à représenter votre patrie à l'étranger, mais, mon cher, qu'à cela ne tienne : deux mois de cure à Cassino et à votre retour, de secrétaire que vous êtes vous serez nommé conseiller ! »

★

Décembre 1944 : la commission d'épuration a terminé ses travaux. Elle a examiné tous les dossiers. Elle a maintenu en activité de service tous les fonctionnaires qui se sont présentés devant elle. Tous ont reçu les félicitations du jury.

MM. Baraduc et Dufournier ont reçu de l'avancement.

La compétence de M. Leroy pour tout ce qui touche au C. N. R. a rendu indispensable son maintien à Londres.

M. Arnaal, ministre plénipotentiaire, connu dès avant la guerre pour être avec M. Charpentier — le poulain de Georges Bonnet — le plus ardent munichois du Quai d'Orsay — porte de façon martiale l'uniforme militaire. Tandis que M. Charpentier, d'ancien promu, vient de partir pour Moscou... sans doute afin de se rapprocher de Munich.

M. Lalouette représente à Dublin — à Dublin !... à deux pas de la légation d'Allemagne florissante — une France, neuve, pure et dure.

Et cætera, et cætera... Il y a beaucoup d'et cætera.

Camarades de la Résistance, soldats de Bir-Hacheim, héros obscurs tombés depuis juin 40 tout au long du chemin, vous pouvez reposer tranquillement. Vous n'êtes pas morts pour rien.

Pierre MORVAN.

« La France ne distinguera les mérites de ses enfants que d'après les efforts qu'ils auront fournis pour elle. »

Charles de GAULLE.

A Londres, M. Chartier est consul général de Vichy et en cette qualité c'est l'espion à la petite semaine de la « France libre ». Il ne bénéficie pas du chiffre avec l'« Etat français », mais par des voies détournées ses dénonciations parviennent régulièrement à l'amiral Darlan, ministre des Affaires étrangères, où il épluche et étiquette chaque « dissident ».

A Rabat, M. Lalouette et son épouse hitlérienne font merveille au cabinet du général Nogues. Le 8 novembre 1942, le sieur Lalouette, bon prince, peut-il moins faire que de faciliter, avant qu'arrivent les « occupants », le passage, en toute hâte, jusqu'à Tanger, de la commission allemande d'armistice ? Il n'y manque pas, car il est chevaleresque.

★

Après la libération de l'Afrique du Nord, le vent tourne. Il devient habile et politique de rallier Giraud. Cette formule a en outre l'avantage de contenir un alibi : « J'attendais Giraud et je ne pouvais venir plus tôt, puisqu'il n'était pas là. » Voilà une vérité première. — « Quant à de Gaulle, moi qui suis fin diplomate et bien renseigné, je peux vous glisser ceci dans l'oreille : les Américains n'en veulent pas. D'ici six mois, il est liquidé. »

Pourtant, dans les septentrions, les facilités qui leur sont offertes par les Alliés de transporter plus commodément à Londres qu'à Alger leur mobilier, leur vaisselle, leurs cages à serins et leurs écrans à dé-

le plus récent pourtant, celui de 42, il n'en trouve pas la liste. M. Leroy y renonce...

Le printemps et l'été 43 voient affluer à Alger tout ce que la diplomatie française compte de huppés. Ceux qui arrivent de France déclarent venir tout droit du « maquis ». Ils ont des airs farouches, et n'acceptent de leçons de personne. Les délégués de la Résistance à l'Assemblée consultative eux-mêmes s'intimident. Ces distingués diplomates arrivent de leur château du Limousin ou de leur hôtel de Vichy, mais la résistance française est-elle, oui ou non, indivisible ? Et qu'importe que leur maquis fût un parc parsemé de bosquets, pourvu qu'il fût dessiné à la française ! Comme un ami naïf demande à l'un d'entre eux : « Alors, vous venez vous battre ? » celui-ci répond imperturbable :

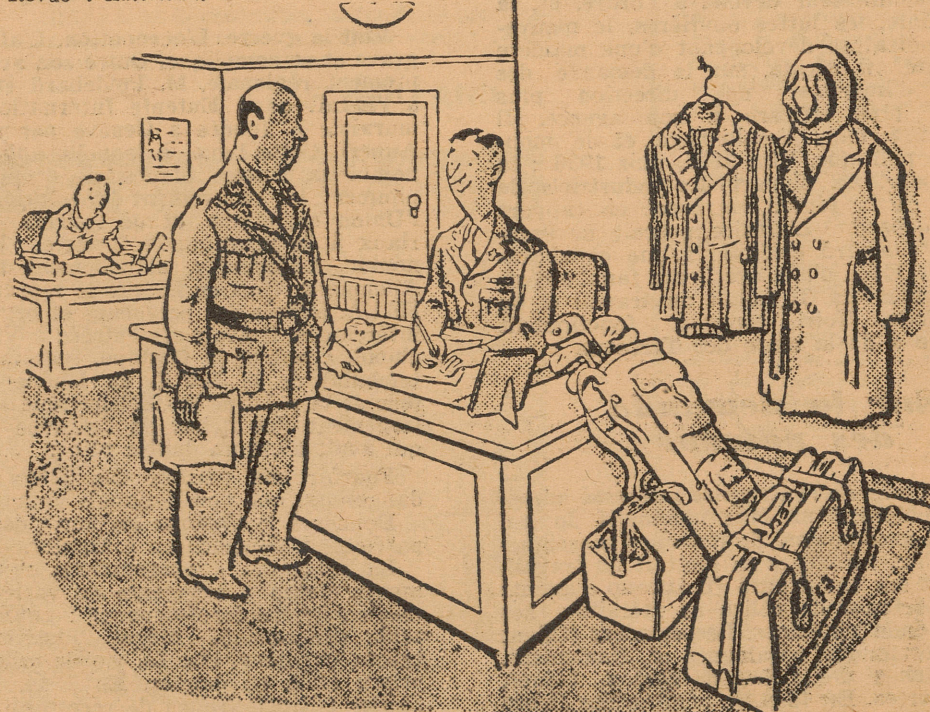
— Mon cher, je suis diplomate. J'ai mieux à faire.

Enfin, apparaît M. Guiringaud lui-même, qui deux ans plus tôt, en Syrie, a obtenu la croix de guerre pour sa vaillance intrépide au cabinet du général Dentz. Le voilà ! Quelle émotion !... Tous ses collègues pleurent de joie : c'est le retour de l'enfant prodigue.

C'est à reculons que M. Guiringaud a trouvé son chemin de Damas.

Pourtant quelques-uns de ces messieurs sont légèrement inquiets. Naturellement entre collègues, on s'entend toujours : « Mon cher, nous avons assez d'ennemis au dehors ! Serrons-nous les coudes... » Mais certains se sentent bien un petit peu compromis. Le souvenir de trop

Revue : American.



« Et croyez-moi, capitaine, ne prenez pas trop au sérieux ces rumeurs de paix. »

Qualité

ADHÉSINE

COLLEZ photos, étoffes avec **ADHÉSINE**

sa colle

ADHÉSINE

la colle blanche parfumée

Fabrication **Corrector**

CAPITALE DE LA RESISTANCE

Lyon résiste toujours et donne un sens nouveau au travail

LYON... cette grande ville un peu sombre, un peu triste pour nos yeux de Parisiens exilés, restera chère aux militants de la résistance. Presque tous, nous nous y sommes connus ou rencontrés. Les rendez-vous, le soir, le long des quais déserts, les dépôts d'armes ou de tracts cachés dans le dédale de la Croix-Rousse, ce restaurant familial près de la place du Pont, ces courses dans la barrière, à Montplaisir, Vénissieux ou Villeurbanne, le long des grands murs d'usines qu'il s'agissait alors de faire sauter. C'est de Lyon que les comités des M.U.R. ou du Front national, les secrétaires du parti et des jeunes communistes ont étendu dans toute la zone sud le réseau de leurs organisations souterraines. C'est à Lyon que se sont élaborées les grandes lignes de l'organisation des maquis. C'est à Lyon encore que s'est tenu le premier comité de ce qui allait devenir plus tard les F.U.J.P. Lyon, capitale de la résistance...

Puis la libération est venue. Il ne s'agissait plus alors pour la résistance d'attaquer, de critiquer, de détruire, mais de remettre la France en marche. Nous avons eu des difficultés, nous avons eu des déceptions. Nous nous sommes heurtés à des survivances tenaces de l'ancien régime, à de mauvaises volontés, à des forces obscures qui n'ont pas désarmé, à une sorte d'inertie et de fatigue générale.

Et la guerre continue, plus dure encore que nous ne le supposions.

Maintenant, remettre la France en marche, c'est d'abord remettre les usines en marche. Des milliers de volontaires attendent des armes. Il y a encore beaucoup trop d'usines qui ne tournent pas. Il y a encore beaucoup trop de chômeurs.

A Lyon, ce sont des hommes de la résistance qui ont pris le pouvoir.

Quatre mois après la libération, il n'y a plus un chômeur dans la région. On demande au contraire des spécialistes et des manœuvres. Une grande bataille pour la production s'est engagée, appuyée par tous les syndicats ouvriers. Des résultats extraordinaires ont déjà été atteints. Et cela, pour des causes très précises.

A Lyon, les hommes de la résistance continuent à lutter.

La trahison du grand patronat ou « l'affaire des fiches »

Pour bien comprendre ce qui se passe actuellement à Lyon, il faut faire un retour sur le passé, remonter un peu le bout de la « Révolution nationale » et même de ses origines plus lointaines, le temps où l'on souriait et où l'on parlait de démagogie en entendant dénoncer les complots des « cagoulards » ou la trahison de la grande industrie.

Il y a environ vingt ans, un honorable industriel retiré des affaires, M. Poidebard, créait à Lyon une agence de recherches destinée à dépister, pour le compte des patrons de la région, les « mauvais ouvriers » abonnés aux accidents du travail ou touchant des allocations familiales indues. M. Poidebard était passionnément dévoué à l'ordre, et la crise sociale, les luttes ouvrières, le mouvement syndical se développant d'une manière inquiétante, il décida, sur la demande des patrons d'imprimer une direction plus nette et plus efficace à son agence. Il se spécialisa dans l'espionnage et le mouchardage politique. Vint 1934, puis 1936 : la grande peur. La plupart des industriels de Lyon et de la région entrèrent en rapport avec Poidebard. L'affaire prenait de l'ampleur. Poidebard s'adjoignit une collaboratrice, Mlle Edet, d'une excellente famille d'officiers supérieurs. Il fallait du travail et de la méthode. Voici comment fonctionnait « l'agence » de la place des Terreaux :

Sur la demande des patrons

Le directeur de l'entreprise intéressée adressait à Poidebard un état nominatif de son personnel accompagné de quelques renseignements utiles ; l'agence se mettait au travail. Elle avait ses enquêteurs (beaucoup d'agents ou d'inspecteurs de police en retraite), ses moutons dans les usines. Les ouvriers étaient repérés, espionnés, catalogués et, finalement, mis en fiches des fiches de carton, bleues, rouges, vertes. En 1944, le nombre des fiches atteignait le total impressionnant de 500.000 ! En belle ronde soignée, on indiquait le nom, le prénom, l'adresse, la nationalité, la date

et le lieu de naissance, l'emploi, à l'usine, de l'ouvrier. En face, sous la rubrique : « observations, renseignements divers », des chiffres mystérieux. On était prudent ; on n'écrivait pas : anarchiste, meneur de grève, agitateur ou communiste, mais un chiffre correspondant : 1, 2, 3, 20, 60, dont les patrons connaissaient la signification. Pour ce travail, Poidebard demandait 10 francs par an et par ouvrier. Ses efforts, jugés utiles à la société, étaient en outre récompensés par des subventions. Ainsi, les employeurs connaissaient exactement les opinions et les activités de leur personnel, ce qui leur permettait d'éliminer les éléments dangereux. Avant d'embaucher, ils pouvaient également prendre des renseignements appropriés. A la veille de la guerre, Poidebard avait ainsi établi une liste de 23.000 « indésirables » particulièrement dangereux, qui se voyaient systématiquement refuser du travail.

Aussi ne faut-il pas s'étonner du succès de

dès 1943 leurs relations avec Poidebard. Mais les maisons les plus importantes continuèrent à faire appel à ses services, toutes celles du trust Gillet en particulier. Citons : Rhône-Poulenc, Rhodiaceta, Bronzavia, S.O.M.U.A., S.I.G.M.A., Berliet, Martin Moulet, d'Oullins, les Textiles artificiels du Sud-Est, des usines de textiles et de produits chimiques, etc.

En tout, 130 « grosses affaires ».

Le commissariat de la République de Lyon

Et maintenant ?
Dès la libération, Yves Farge devenait commissaire de la République. Cette institution est intéressante pour les juristes. On la compare souvent à tort à celle du préfet régional de Vichy. C'est inexact : le préfet régional n'était qu'un haut fonctionnaire. Le

mes comme le doyen Garraud, comme M. Monod, comme le général Doyen, comme Viennay, l'avocat de Péri.

« Tout était préparé d'avance. Il fallait frapper vite et à bon escient : Nous avons décapité les tribunaux qui s'étaient faits les auxiliaires de l'ennemi. Nous avons installé aussitôt les cours martiales. Les huit premiers jours, 193 agents de l'Allemagne, miliciens, délateurs, membres de la Gestapo ont été condamnés à mort et fusillés. Nous avons institué des tribunaux d'honneur dans chaque profession. En un mois, 480 agents et inspecteurs de police ont été révoqués. Nous avons immédiatement mis sous séquestre quelques affaires types comme Benliet et Somua. Nous sommes souvent allés plus vite que le gouvernement. »

L'élan syndical

Yves Farge s'arrête un instant et reprend :
« La caractéristique essentielle de notre action, notre fait le plus décisif, c'est l'appui total des syndicats ouvriers et l'élan extraordinaire qui les anime. Pourquoi ? Allez voir les dirigeants syndicalistes de Lyon, visitez les usines Berliet et vous comprendrez. »

« Nous avons déjà réalisé dans certaines usines mises sous séquestre la participation effective des ouvriers à la direction. A ce propos, je ne suis pas d'accord avec M. Lacoste sur la question de la nationalisation des mines du Nord. Il ne s'agit pas de remplacer l'ancienne direction par un inspecteur des finances, de créer quelques comités ouvriers à rôle vaguement consultatif. Le changement intervenu est minime. »

« Ici, dans certaines expériences en cours, les délégués ouvriers siègent à côté de l'administrateur séquestre et de l'administrateur technique dans le comité directeur de l'usine. Ils participent au pouvoir exécutif. Des ce moment, on peut tout demander à la classe ouvrière. Les résultats obtenus chez Berliet sont une preuve irréfutable. Dans l'Ardèche, les usines de ciment mises sous séquestre et organisées sur le même modèle sont en passe de rejoindre la production d'avant guerre. Les mineurs de la Loire ont suivi le mouvement, alors que les réformes demandées n'étaient encore qu'à l'état de promesses ! »

« Ecoutez bien : je viens d'apprendre que l'extraction du charbon vient de passer de 4.500 tonnes à 12.000 tonnes par jour ! Les ordres du jour ne comportent aucune part revendicative. Les ouvriers demandent à travailler le dimanche et pendant les fêtes de Noël. Ils savent ce qui s'est passé à Lyon. Ils savent qu'à leur tour ils auront le droit de participer à la direction de leurs mines. »

« Les difficultés restent immenses : Transports insuffisants, manque de matières premières. Nous faisons la chasse aux stocks cachés. Deux mille couvertures ont été saisies et distribuées aux F.F.I. Nous venons de mettre la main sur un stock de caoutchouc d'une valeur de 40 millions. Nous saisissons immédiatement. Après, je rends compte et je me débrouille. Mais ce qui est fait reste fait. »

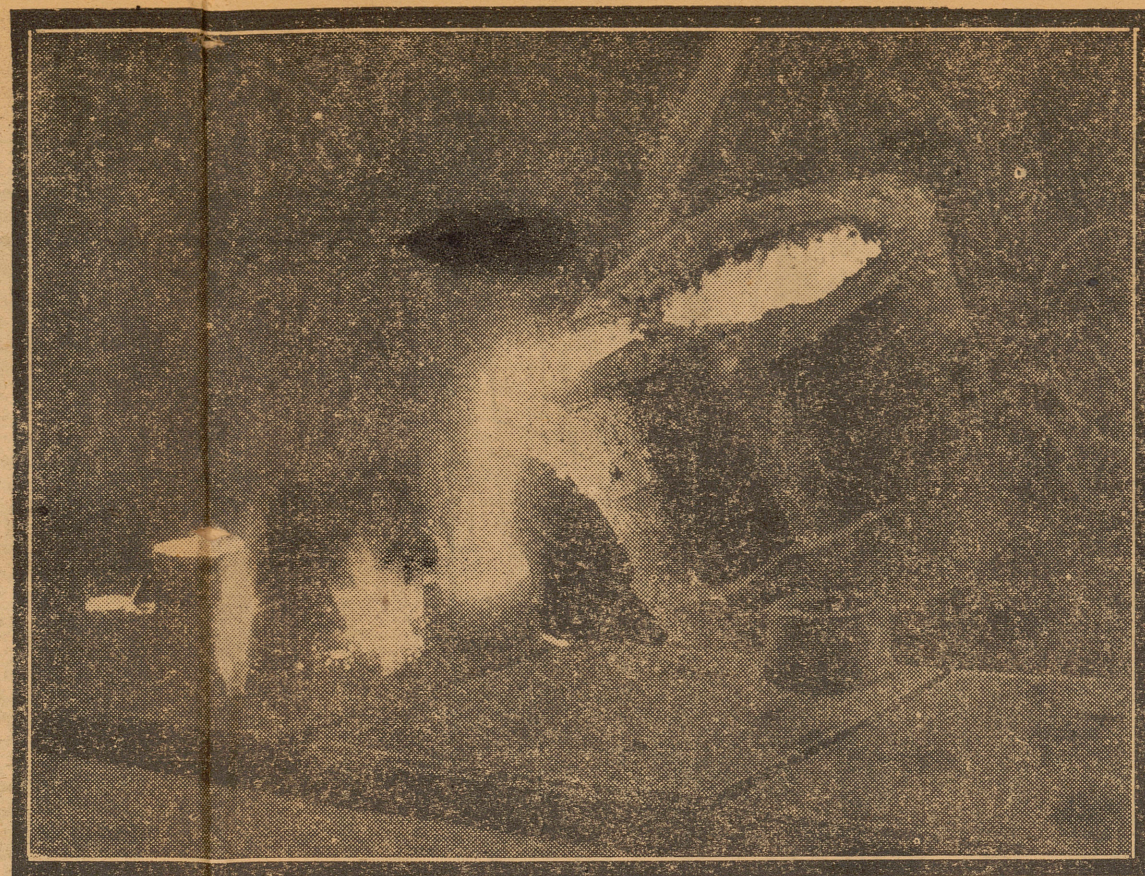
« Autre chose intéressante à noter : nous avons arrêté à Lyon deux dirigeants de comités d'organisation professionnelle : Plassard et Joannard. Les motifs ? Répartitions frauduleuses à leur profit. Pillage de biens juifs. Leur chiffre d'affaires était passé de 3 à 30 millions. Nous avons lancé des mandats d'arrêt contre les responsables de Paris. Nos ordres seront-ils suivis ? Voilà la question. »

« Ce qu'il faut, c'est bousculer la lenteur, la routine administratives. Prendre des initiatives, même si elles ne sont pas conformes à la tradition. Les F.F.I. étaient inoccupées, faute de matériel. Nous sommes allés les trouver : « il y a des ponts à reconstruire à Lyon. Voulez-vous travailler ? » En quarante jours, le pont de l'Université était rétabli. »

« Ici, l'on travaille, dit le commissaire de la République. »

« Le résultat : il n'y a plus un chômeur dans la région. Au contraire, nous manquons de main-d'œuvre. A Lyon, on embauche. »

On prend les choses au sérieux à Lyon. Il



a été créé un service dirigé par le professeur Mazel, appelé le « mémorial de l'oppression » et destiné à la recherche des crimes de guerre ennemis. Des enquêteurs, des experts, des médecins légistes sont partis dans toutes les directions. Bientôt un Livre noir des atrocités allemandes va sortir. Des dossiers complets et précis sont établis qui seront prêts le jour du grand règlement des comptes.

L'épuration continue. L'affaire des fiches n'en est qu'à ses débuts. Dans sa prison, Maur-

A B. C. 3, le vendredi 10 novembre, il a fallu arrêter la presse de 1.500 tonnes pour réparer les paliers ; 4 ouvriers (Bachely, Depardon, Marmolet, Gurbala) ont décidé de travailler samedi 11 et dimanche 12, pour que la production ne soit pas arrêtée, et lundi la presse fonctionnait

ras attend. On a essayé de le faire transférer à Paris, vraisemblablement dans l'espoir de trouver des juges conciliants. On a tenu bon à Lyon. C'est là qu'il sera jugé. C'est là qu'il aura à répondre de sa propagande, de ses appels à la répression, de ses dénonciations ouvrières dans les colonnes de l'« Action Française ». Sa défense ? Chacun sait qu'il est plutôt sourd. Maintenant, il n'entend plus rien.

La bataille de la production

« Allez visiter les usines Berliet », m'avait dit le commissaire Farge, et vous comprendrez pourquoi la production est passée de 20 camions en septembre à 150 en novembre. »

Dans le grand bâtiment de la Bourse du Travail j'ai rencontré les dirigeants de la C.G.T. lyonnaise, des hommes sur lesquels repose en partie le succès des efforts entrepris pour la reconstruction, des hommes qui, m'a dit Farge, ne sont pas seulement dignes de leurs responsabilités actuelles, mais qui seraient dignes aussi de prendre en main les affaires du pays.

Des hommes comme Martin, dirigeant des métaux.

« Tu vois, m'a-t-il dit, nous sommes en train de dresser la liste des camarades du syndicat victimes de la répression hitlérienne. Il y en a déjà 150 et nous ne comptons pas

ceux qui sont morts dans les maquis ou pendant l'insurrection.

Il ouvre des dossiers entassés sur la table :
— Oui, ça va, ça va. Cela irait encore mieux si nous avions des moyens de transports suffisants. Veux-tu quelques chiffres ?

« Pour Berliet, la production était de 20 camions en septembre. De 60 en octobre, elle est passée à 150 en novembre. Les camarades voudraient atteindre 200 en décembre. Les camarades voudraient... Je crois que c'est la première fois que l'on entend parler ainsi en France. »

« La fonderie a fourni 45 tonnes en novembre. On espère produire 60 tonnes en décembre. Chez Somua ils ont passé de 28.000 heures de travail en octobre à 34.000 heures en novembre. Dans les garages, le nombre des camions réparés augmente chaque jour. C'est partout comme ça. Partout où nos comités se sont sentis associés effectivement à l'entreprise. C'est une grande expérience que nous faisons actuellement. On peut dire qu'elle a déjà réussi. Les faits sont là. On avance lentement, mais nous allons au but. Nous produisons sans cesse davantage. »

Ce n'est pas Berliet, ce n'est pas un patron qui parle, c'est Martin, dirigeant des métaux de la région lyonnaise...

Avec Besson, représentant syndical des usines Berliet et membre du comité directeur, je suis entré dans la grande usine de Vénissieux, un samedi matin gris et froid. Peu de bruit. Pour la première fois depuis septembre, les ouvriers prenaient deux jours de vacances.

Il faut tout de même se reposer un peu, dit Besson. A cause du surmenage...

Cependant, dans des ateliers, des équipes sont au travail.

— Et ceux-ci, pourquoi sont-ils là ?

— Regarde ce tableau, dit Besson.

Dans l'atelier il y a un grand tableau noir avec cette inscription à la peinture blanche :

Demandé : 106.

Réalisé : 104.

Retard : 2.

« Nous avons deux camions de retard. Ces ouvriers sont des volontaires. Ils vont travailler aujourd'hui et dimanche matin pour rattraper le retard. »

Il y a quelque chose de nouveau aux usines Berliet.

Besson m'explique le mécanisme :

« Berliet et ses fils sont en prison. L'usine a été mise sous séquestre. Le comité directeur comprend : l'administrateur séquestre, M. Mosnier, l'administrateur technique : Bardin. Deux représentants élus par le personnel, dont moi. On voit très peu le représentant du gouvernement. »

« Chaque atelier a élu un comité d'entreprise qui est chargé de la liaison entre les ouvriers et le comité directeur. Ces comités d'entreprises sont divisés en commissions : action sociale, embauche et débâche, entraide, cantine, sports, culture, ferme. »

« La ferme, c'est un immense domaine qui appartenait à la famille Berliet et qui est mis aujourd'hui à notre disposition. Nous comptons y élever 50 bêtes à cornes. »

« De plus, notre garde patriotique, commandée par un lieutenant blessé pendant l'insurrection, se charge de la surveillance et de la lutte éventuelle contre le sabotage. »

C'est tout. C'est relativement simple. Mais maintenant les ouvriers disent « notre usine ». 200 camions par mois qui vont aller aux F. F. I. Et l'usine avait été bombardée. Et les ouvriers ont dû travailler sous les verrières brisées dans le froid et la pluie. De grandes flaque s'étendent encore sur le sol des ateliers. Tout le monde avait les pieds dans l'eau. Les chefs d'équipe s'abritaient sous des parapluies.

D'où cette citation au tableau d'honneur de l'usine :

L'équipe de C. D. 5, dont les difficultés s'accroissent en raison du mauvais temps, tient les délais demandés.

Et cette autre :

Faisant preuve de solidarité, le geste des ouvriers de l'usine voisine de Lyon-Montplaisir est à souligner. Le samedi 7 novembre, une équipe de 28 hommes est venue travailler volontairement à la réparation de la fonderie et a renouvelé le geste le samedi 18, n'acceptant pour tout paiement que le repas de midi à la cantine.

Grâce à ce dévouement, la fonderie sera rapidement couverte, les machines seront réparées et la crise sera vaincue.

J.-F. ROLLAND.



Ils travaillent sous la pluie dans les ateliers détruits

L'HEURE de la RÉACTION ?

(Suite de la page 5.)

Pour incliner la France à adopter la première alternative, plusieurs conditions sont nécessaires, mais avant de les énumérer il faut bien comprendre que seule, sous sa forme d'organisations multiples et disparates, la Résistance ne peut à peu près rien. Elle est, en effet, condamnée à disparaître si elle se trouve prise entre un gouvernement modéré qui ne voudrait pas de réformes, un Parti socialiste qui se serait décidé à une politique de soutien inconditionnelle, et un parti Communiste qui aurait renoncé pour le moment à tout mot d'ordre révolutionnaire.

Il faut donc, si tant d'espoirs ne doivent pas être trahis, que le gouvernement prenne la tête de la Résistance, ne fasse pas appel à l'union des « mous » pour détruire l'unité des « durs », mais crée derrière lui l'unité des Français sous le signe et dans l'esprit des « durs ».

Il faut ensuite que l'élan patriotique se redonne et que la Résistance sache animer le pays libéré comme elle a su faire battre son cœur clandestin : pour cela il faut que cesse la multiplicité des organisations qui s'expliquent par des raisons d'Histoire ou à la rigueur de sécurité, mais qui aujourd'hui n'a plus aucun sens. Il faut que le front unique de la Résistance étreigne puissamment tous les Français et ne les lâche plus tant qu'il y aura la guerre à gagner, tant qu'il y aura des ruines à relever, tant que la République aura plus à exiger qu'à donner. Et ce n'est pas parce que, unis dans leur volonté de vivre, les Français agiront dans le même esprit qu'ils auront pour cela perdu le droit de penser différemment ou de se classer dans les partis politiques, mais leur union patriotique n'appartient qu'à eux et non pas à un parti quelconque.

Car il faut aussi que les partis politiques se regroupent et se reforment, et la Résistance unifiée aura ici son mot à dire. A ce propos, on parle volontiers de clarté. Eh bien ! nous la souhaitons aussi et nous pensons qu'il est parfaitement clair que deux ou trois rassemblements comme le sont tous les mouvements de Résistance, ne peuvent donner, additionnés, qu'un rassemblement plus vaste et non pas une parti politique. Par contre, le Parti Communiste, le Parti Socialiste et la C.G.T. peuvent ensemble créer ce grand parti ouvrier et combattif qui pourra, s'il le veut, prendre valablement le titre de Parti Travail-liste.

Le cœur se serre lorsqu'on pense que ce bel avenir d'action est si près de nous et que si peu de mains semblent se tendre pour le saisir. Nous voyons ce peuple entier mobilisé librement pour l'accomplissement désintéressé et enthousiaste de toutes les tâches de la reconstruction matérielle, morale et sociale ; nous voyons les partis politiques et les syndicats adhérant à ce grand rassemblement. Alors personne n'oserait plus parler de « oligarchie nouvelle » de la Résistance, alors il n'y aurait plus de malentendus entre le gouvernement et les organisations patriotiques, alors il n'y aurait plus de fossé entre celles-ci et des fractions entières de la nation, mais à la flamme ardente de l'unité se forgerait une vraie République populaire et la justice serait peut-être de ce monde.

La France hésite : oh ! camarades de la Résistance, aidez-la, il n'est que temps. On lui parle à l'oreille, comme le faisait le traitre Henriot, du danger communiste, mais c'est la réaction qui gâche notre République.

Hâtons-nous, car demain nous ne serons plus là quand l'heure de la réaction aura sonné.

Pascal COPEAU.

L' traversa le hall en fredonnant *Saison d'été* de Ger-
shwin. Balançant ses bras d'avant en arrière. Mar-
chant en mesure. Valsant. Se sentant gai. Ne saluant
personne. Jeune homme de famille pauvre, qui aurait
dû naître riche. Qui n'aurait jamais dû avoir besoin
de travailler pour vivre. Dix-neuf ans. Employé.

L'été approchait et, en traversant le hall en ce début de
journée, il sentait en lui-même, gai et un peu fou, la
venue de l'été. Il entra dans le bureau et Mme Montaigne,
chef comptable, pour qui la venue de l'été ne signifiait
pas grand-chose, ne sut que penser.

Il valse jusqu'au placard et retira son chapeau et son
veston.

La vieille dame quitta, presque tremblante, sa chaise.

— Qu'est-ce qui vous prend ! dit-elle.

Il se tourna vers elle, charmeur et moqueur, souriant
et sévère.

— Emilie, dit-il, vous êtes adorable.

La pauvre vieille dame en aurait crié, car son nom
était Emilie et personne ne lui avait jamais parlé de
cette façon, pas même quand la venue de l'été signifiait
quelque chose pour elle, et maintenant, après tant d'an-
nées, c'était bête, son cœur mort et son corps vieilli.
Mais elle ne pouvait crier. Elle ne pouvait même pas
soupirer en se laissant aller à revenir sur les étapes
vides de son existence.

Elle était sur le point de sourire, quand elle eût
décidé que la remarque de l'employé était très vulgaire,
très impolie et tout à fait déplacée.

— Je ne veux pas que vous me parliez de cette
façon, dit-elle.

Elle le dit, pourtant, d'une voix faible — elle-même
s'en rendait compte. Le jeune homme posa un genou
sur une chaise de fer à roulettes et commença à patiner
autour du bureau, tout en disant des choses épouvan-
tables.

— Vous n'avez plus votre tête, cria la vieille dame.
Vous avez perdu l'esprit. Que feriez-vous si M. Douglas
entraît ? Vous feriez mieux de rentrer chez vous. Vous
allez perdre votre place.

Il retira son genou de la chaise et devint très solen-
nel : « Madame Montaigne, dit-il, nous sommes réunis
ici pour célébrer le débarquement de Plymouth Rock
sur les pèlerins. »

— John Cobb ! dit la vieille dame.

Il sourit discrètement et, au changement insensible
de son regard, elle comprit qu'il n'était ni malade ni
fou. Elle comprit qu'il était tout à fait sain, tout à fait
saut. Elle s'en sentit plutôt désolée. Maintenant, tout
resterait pareil. C'était tellement splendide de l'avoir
dans le bureau, fou.

Il fit un geste d'éloquence : « Mon Dieu, ce que je
voudrais être à la campagne, à nager et à pêcher »,
dit-il.

Il s'assit sur la chaise et parut très malheureux. La
vieille dame commença à se sentir très malheureuse
aussi.

— Ce genre de temps ne durera pas longtemps, dit-
elle.

— Je sais bien, dit-il, c'est ce qu'il y a de plus triste.
Nous n'avons pas beaucoup de journées comme celle-
là et quand nous en avons, nous n'en profitons pas. Si
j'avais une voiture rapide je dévalerais la grand-route
à cent à l'heure et j'irais dans les montagnes et je me
deshabillerais et je sauterais dans la rivière, et ça me
donnerait faim et je mangerais, et ça me donnerait soif
et je boirais, et j'aurais aussi une femme avec moi. Nue
aussi.

— John Cobb ! dit la vieille dame.

— J'emmènerais Alice avec moi, dit-il.

— Alice ne voudrait pas aller avec vous, dit la vieille
dame. Elle ne voudrait certainement pas se deshabiller
dans la campagne.

— Qu'en savez-vous ? dit le jeune homme. Peut-être
bien qu'elle voudrait.

— Eh bien, dit la vieille dame, même si elle voulait,
vous n'avez pas de voiture rapide et vous n'avez pas
d'argent.

— Je sais bien, dit le jeune homme.

Il alla à la fenêtre et regarda en bas la rue, du haut
de dix-sept étages, puis, en l'air, le ciel.

C'était une journée très claire, très chaude et c'était
ridicule d'être employé dans un bureau, de ne pas
avoir de voiture rapide et de ne pas avoir d'argent.

La téléphoniste entra dans le bureau bien tranquille-
ment et retira son chapeau et sa veste avant qu'il ne
sût qu'elle était arrivée. Il se retourna et chercha sur
sa figure sa propre humeur d'été, pour pouvoir lui
sourire, mais il n'y avait pas d'humeur d'été sur la
figure de la femme. Il n'y avait pas d'humeur de rien
du tout sur sa figure.

— Alice, dit-il, je disais à Mme Montaigne que ce
serait épatant de pouvoir filer à la campagne et d'aller
nager.

La vieille femme s'assit en se souvenant des années
perdues. La téléphoniste aurait aussi bien pu être sourde.
Elle ne se retourna même pas pour le regarder.

— Ça vous plairait de venir à la campagne avec
moi ? dit le jeune homme.

— Quoi ? dit la femme.

— Ça vous plairait de venir à la campagne avec moi,
dimanche ? dit-il.

— Pour quoi faire ? dit la femme.

— Nous pourrions faire un pique-nique, dit-il. Et puis,



Encore un été

Nouvelle de
W. SAROYAN

Traduction de J. KANAPA

Illustration de RESCHOFSKY

si nous pouvions trouver une rivière, nous irions nous
baigner.

— Nus, dit Mme Montaigne à la téléphoniste.

— Nus ? dit la femme.

— Ben, dit le jeune homme, je pensais que ce serait
plus drôle. Evidemment nous pouvons prendre nos
maillots de bain.

La vieille dame commença à se sentir déçue.

— Je pense que ce serait beaucoup plus agréable,
nus, dit-elle sans joie.

— Voyons, madame Montaigne, dit la téléphoniste.

— Je le pense sincèrement, Alice, dit la vieille dame.

Pourquoi n'iriez-vous pas ?

— Eh bien, dit la femme, j'aime ça !

Elle se détourna du jeune homme et de la vieille
femme.

— Je ne pense pas à mal, dit le jeune homme.

— Je trouve que vous êtes bien bête, dit la vieille
dame à la femme.

— Bien bête ? dit la femme. Ben, j'aime ça !

— Je ne voulais pas dire que vous devriez, dit le
jeune homme, je pensais que peut-être vous aimeriez
simplement retirer vos vêtements et puis sauter à l'eau
et nager.

— Je ne marche pas, dit la femme.

— Bon, ça va, dit le jeune homme.

A ce moment, M. Douglas entra dans le bureau et
le jeune homme se précipita à sa table comme s'il
venait juste d'arriver et de retirer son chapeau et son
veston.

Le temps fut superbe jusqu'à trois heures de l'après-
midi. Ensuite le ciel se couvrit de nuages et, vers cinq
heures, il se mit à pleuvoir. Le jeune homme se tenait
à la fenêtre et regardait tomber la pluie. Il alla près
de la femme du standard et la regarda un moment pen-
dant qu'elle travaillait.

— C'était seulement une plaisanterie, dit-il.

— Je l'avais bien compris comme ça, dit la femme.

— Qu'est-ce que nous irions faire à la campagne ?
dit-il. Il pleut, d'ailleurs. Dimanche, dit-il, il neigera
probablement.

— Il neigera ? dit la femme. Il ne neige jamais à
San Francisco.

— Vous savez bien ce que je veux dire, dit le jeune
homme. Nous ne tenons pas à aller à la campagne. Si
on allait au cinéma, ce soir ?

— D'accord, dit la femme. Il y a quelque chose à
voir en ville ?

— La Fille du bois maudit, dit le jeune homme.

— Qui est-ce qui joue là-dedans ? dit la femme.

— Sylvia Sydney, dit le jeune homme, Fred Mac
Murray et Henri Fonda.

— Il est épatant, Fred Mac Murray, dit la femme.

— On ira chercher un sandwich à la dinde sur le
trottoir d'en face, dit le jeune homme, puis on ira au
cinéma. Il pleut, dit-il tristement.

— D'accord, dit la femme.

Il retourna à sa table, complètement dégrisé, son
équilibre retrouvé. L'été était venu et reparti. Encore
un moment délicieux qu'on laissait passer. La Terre de
Vie était toujours éloignée et hors d'atteinte, même en
rêve. Le monde était toujours avec lui, en lui, autour
de lui. Il était toujours un employé dans un bureau, qui
travaillait pour vivre. Il se mit à sourire, sans joie, en
contemplant la monnaie qu'il tenait dans le creux de sa
main pour voir s'il aurait assez pour la soirée.

Parmi les livres que nous avons reçus

Harmonies.

(Editions littéraires de Mo-
naco, Julliard, éditeur).

Deux beaux textes de Claudel,
les Psaumes XLII et XLIII.

Un essai de Jean Massip,
« Christianisme et Poésie », sur
le thème suivant : « C'est dans
nos relations avec les vertus
théologiques que l'activité poéti-
que fondera son exercice chré-
tien. » Les textes ne tiennent
pas toujours les promesses des
études critiques. La langue sa-
vante qui est un support et un
enrichissement est aussi une fa-
cilité en ce sens qu'elle dispense
d'une création poétique originale.
On lira avec intérêt un beau
texte du poète catalan Raymond

Lille « Dialogue de l'Amy et de
l'Aymé » où l'amour mystique
trouve des expressions charnel-
les.

P. C.

Lamartine et l'Italie.

par Maurice Levaillant (Flam-
marion, éditeur).

Maurice Levaillant fait le ré-
cit du séjour de Lamartine en
Italie en 1820. La genèse de
« l'ode sur la naissance du duc
de Bordeaux » y est étudiée avec
probité. C'est un livre solide,
nourri, d'une érudition vaste et
renouvelée. Rien n'y est avancé
qui ne soit appuyé sur un texte
ou sur un fait prouvé. Mais, à
propos du meilleur de ces livres,
se pose la question de l'érudition

universitaire sur laquelle il fau-
dra bien revenir un jour. A quoi
bon ? Et pourquoi ?

P. C.

La Fille aux diables.

par Pierre de La Batut (Galli-
mard, éditeur).

Pierre de La Batut retrace la
vie des Alsaciens transplantés
dans le Midi de la France en
1940. Cela a la saveur des choses
inconnues, et les défauts de
l'exécrable roman « régionalis-
te » n'y sont pas sensibles. Mais
pourquoi écrire « se remettait
debout la fille plutôt grande-
lette... », « Poussa, mère Ca-
therine, au même moment un
léger cri... » ?

P. C.

Corps à corps avec les blin- dés.

par Henri Lospès (Gallimard,
éditeur).

C'est le récit, par un officier
d'artillerie, des combats de sa
batterie depuis septembre 1939
jusqu'à l'armistice. Emouvant,
parce que sans apprêt et d'une
sincérité évidente. Significatif,
parce qu'à aucun moment on n'a
l'impression que l'auteur, les
hommes auxquels il obéit, ceux
auxquels il commande soient dé-
terminés par autre chose (en
dehors de la peur ou du coura-
ge) que par l'esprit de devoir
ou l'esprit d'équipe. Aucun en-
thousiasme, aucune foi ne les
anime, ni même la haine de

l'envahisseur. Cela fut vrai
malheureusement. Et voilà une
raison de se féliciter que l'ar-
mée de 1944 soit portée en avant
par quelque conviction ou colère
plus profonde.

F. P.

Le Royaume des abeilles et ses trésors.

par M. Lavondès (Julliard,
éditeur).

Le propos de l'auteur chevau-
che sur deux domaines : celui de
la vulgarisation scientifique et
celui de la littérature. Il par-
vient à les concilier grâce à
l'évident enthousiasme que lui
inspire son sujet.

P. L.



MISE AU POINT



par
J.-P. SARTRE

LA presse d'aujourd'hui — et *Action* même — publie volontiers des articles contre l'existentialisme. *Action* a bien voulu me demander de répondre. Je ne sais si le débat intéressera beaucoup de lecteurs : ils ne manquent pas de préoccupations plus urgentes. Mais si, parmi les personnes qui eussent pu trouver des principes de pensée et des règles de conduite dans cette philosophie et qui en ont été détournées par ces absurdes critiques il en était une seule que je puisse toucher et détromper, cela vaudrait encore la peine d'écrire pour elle. J'avertis en tout cas que je réponds en mon nom : j'aurais scrupule à engager d'autres existentialistes dans cette polémique.

Que nous reprochez-vous ? D'abord de nous inspirer de Heidegger, philosophe allemand et nazi. Ensuite de prêcher sous le nom d'existentialisme un quietisme de l'angoisse. N'essayons-nous pas de corrompre la jeunesse et de la détourner d'agir en l'incitant à cultiver un désespoir distingué ? Ne soutenons-nous pas des doctrines nihilistes (la preuve pour un éditorialiste de *L'Aube* est que j'ai intitulé un livre : *L'Etre et le Néant*. Le Néant, pensez donc !) en ces années où tout est à refaire ou à faire, où la guerre dure encore, où chacun a besoin de toute son énergie pour la gagner et pour gagner la paix ? Enfin, votre troisième grief, c'est que l'existentialisme se complait dans l'ordure et montre plus volontiers la méchanceté des hommes et leur bassesse que leurs beaux sentiments.

Je le dis tout de suite : vos attaques me paraissent inspirées par la mauvaise foi et l'ignorance. Il n'est même pas sûr que vous ayez lu aucun des livres dont vous parlez. Vous avez besoin d'un bouc émissaire, car il faut bien que, de temps en temps, vous mordiez un peu : vous bénissez tant de choses. Vous avez choisi l'existentialisme parce qu'il s'agit d'une doctrine abstraite que peu de gens connaissent et parce que vous savez que personne n'ira vérifier vos dires. Mais je vais répondre point par point à vos accusations.

ELIMINATION D'UNE CRITIQUE EXTERIEURE

HEIDEGGER était philosophe bien avant d'être nazi. Son adhésion à l'hitlérisme s'explique par la peur, l'arrivisme peut-être, sûrement le conformisme : ce n'est pas beau, j'en conviens. Seulement cela suffit pour infirmer votre beau raisonnement : « Heidegger, dites-vous, est membre du parti national-socialiste, donc sa philosophie doit être nazie. » Ce n'est pas cela : Heidegger n'a pas de caractère, voilà la vérité ; oserez-vous en conclure que sa philosophie est une apologie de la lâcheté ? Ne savez-vous pas qu'il arrive aux hommes de n'être pas à la hauteur de leurs œuvres ? Et condamnez-vous le *Contrat social* parce que Rousseau a exposé ses enfants ? Et puis qu'importe Heidegger ? Si nous découvrons notre propre pensée à propos de celle d'un autre philosophe, si nous demandons à celui-ci des techniques et des méthodes susceptibles de nous faire accéder à de nouveaux problèmes, cela veut-il dire que nous épousons toutes ses théories ? Marx a emprunté à Hegel sa dialectique. Direz-vous que le *Capital* est un ouvrage prussien ? Nous avons vu les résultats déplorables de l'autarcie économique : ne tombons pas dans l'autarcie intellectuelle.

DEFINITION PHILOSOPHIQUE DE L'EXISTENTIALISME

AU temps de l'occupation, les journaux inspirés confondaient dans la même réprobation les existentialistes et les philosophes de l'absurde. Un petit cuistre venimeux nommé Albères, qui écrivait dans le pétiniste *Echo des Etudiants*, nous aboyait aux chausses toutes les semaines. A cette époque-là, ce genre de confusionnisme allait de soi ; plus les attaques étaient basses et sottes, plus nous nous en réjouissions.

Mais vous, pourquoi avez-vous repris les méthodes de la presse vichyssoise ?

Pourquoi ce pêle-mêle, sinon parce que, à la faveur de la confusion que vous établissez, il vous est plus facile d'attaquer à la fois ces deux philosophies ? Celle de l'absurde est cohérente et profonde. Albert Camus a montré qu'il était de taille à la défendre seul. Aussi je parlerai seulement de l'existentialisme : l'avez-vous seulement défini à vos lecteurs ? Pourtant c'est assez simple. En termes philosophiques, tout objet a une essence et une existence. Une essence, c'est-à-dire un ensemble constant de propriétés ; une existence, c'est-à-dire une certaine présence effective dans le monde. Beaucoup de personnes croient que l'essence vient d'abord et l'existence ensuite : que les petits pois, par exemple, poussent et s'arrondissent conformément à l'idée de petit pois et que les cornichons sont cornichons parce qu'ils participent à l'essence de cornichon. Cette idée a son origine dans la pensée religieuse : par le fait, celui qui veut faire une maison, il faut qu'il sache au juste quel genre d'objet

il va créer : l'essence précède l'existence ; et pour tous ceux qui croient que Dieu créa les hommes, il faut bien qu'il l'ait fait en se référant à l'idée qu'il avait d'eux. Mais ceux mêmes qui n'ont pas la foi ont conservé cette opinion traditionnelle que l'objet n'existait jamais qu'en conformité avec son essence, et le dix-huitième siècle tout entier a pensé qu'il y avait une essence commune à tous les hommes, que l'on nommait *nature humaine*. L'existentialiste tient, au contraire, que chez l'homme — et chez l'homme seul — l'existence précède l'essence.

Cela signifie tout simplement que l'homme est d'abord et qu'ensuite seulement il est ceci ou cela. En un mot, l'homme doit se créer sa propre essence ; c'est en se jetant dans le monde, en y souffrant, en y luttant qu'il se définit peu à peu ; et la définition demeure toujours ouverte ; on ne peut point dire ce qu'est cet homme avant sa mort, ni l'humanité avant qu'elle ait disparu. Après cela, l'existentialisme est-il fasciste, conservateur, communiste ou démocrate ? La question est absurde : à ce degré de généralité, l'existentialisme n'est rien du tout sinon une certaine manière d'envisager les questions humaines en refusant de donner à l'homme une nature fixée pour toujours. Il allait de pair, autrefois, chez Kierkegaard, avec la foi religieuse. Aujourd'hui, l'existentialisme français tend à s'accompagner d'une déclaration d'athéisme, mais cela n'est pas absolument nécessaire. Tout ce que je puis dire — et sans vouloir trop insister sur les ressemblances — c'est qu'il ne s'éloigne pas beaucoup de la conception de l'homme qu'on trouverait chez Marx. Marx n'accepterait-il pas, en effet, cette devise de l'homme qui est la nôtre : *faire et en faisant se faire et n'être rien que ce qu'il s'est fait*.

ANGOISSE ET ACTION

Sl'existentialisme définit l'homme par l'action, il va de soi que cette philosophie n'est pas un quietisme. En fait, l'homme ne peut qu'agir ; ses pensées sont des projets et des engagements, ses sentiments des entreprises ; il n'est rien d'autre que sa vie et sa vie est l'unité de ses conduites. Mais l'angoisse, dira-t-on ? Eh bien ! ce mot un peu solennel recouvre une réalité fort simple et quotidienne. Si l'homme n'est pas mais se fait et si en se faisant il assume la responsabilité de l'espèce entière, s'il n'y a pas de valeur ni de morale qui soient données à priori, mais si, en chaque cas, nous devons décider seuls, sans point d'appui, sans guides et cependant pour tous, comment pourrions-nous ne pas nous sentir anxieux lorsqu'il nous faut agir ? Chacun de nos actes met en jeu le sens du monde et la place de l'homme dans l'univers ; par chacun d'eux, quand bien même nous ne le voudrions pas, nous constituons une échelle de valeurs universelles et l'on voudrait que nous ne soyons pas saisis de crainte devant une responsabilité si entière ? Ponge, dans un très beau texte, a dit que l'homme est l'avenir de l'homme. Cet avenir n'est pas encore fait, il n'est pas décidé : c'est nous qui le ferons, chacun de nos gestes contribue à le dessiner : il faudrait beaucoup de pharisaïsme pour ne pas sentir dans l'angoisse la mission redoutable qui est donnée à chacun de nous. Mais vous, pour nous réfuter plus sûrement, vous avez fait exprès de confondre l'angoisse avec la neurasthénie ; cette inquiétude virile dont parle l'existentialiste vous en avez fait je ne sais quelle terreur pathologique. Puisqu'il faut mettre les points sur les i, je dirai donc que l'angoisse, loin d'être un obstacle à l'action, en est la condition même et qu'elle ne fait qu'un avec le sens de cette écrasante responsabilité de tous devant tous qui fait notre tourment et notre grandeur. Quant au désespoir, il faut s'entendre : il est vrai que l'homme aurait tort d'espérer. Mais qu'est-ce à dire sinon que l'espoir est la pire entrave à l'action. Faut-il espérer que la guerre se terminera toute seule et sans nous, que les nazis nous tendront la main, que les privilégiés de la société capitaliste abandonneront leurs privilèges dans la joie d'une nouvelle « nuit du 4 Août » ? Si nous espérons tout cela, nous n'avons plus qu'à attendre en nous croisant les bras. L'homme ne peut vouloir que s'il a d'abord compris qu'il ne peut compter sur rien d'autre que sur lui-même, qu'il est seul, délaissé sur la terre au milieu de ses responsabilités infinies, sans aide ni secours, sans autre but que celui qu'il se donnera à lui-même, sans autre destin que celui qu'il se forgera sur cette terre. Cette certitude, cette connaissance intuitive de sa situation, voilà ce que nous nommons désespoir : ce n'est pas un bel égarement romantique, on le voit, mais la conscience sèche et lucide de la condition humaine. De même que l'angoisse ne se distingue pas du sens des responsabilités, le désespoir ne fait qu'un avec la volonté ; avec le désespoir commence

le véritable optimisme : celui de l'homme qui n'attend rien, qui sait qu'il n'a aucun droit et que rien ne lui est dû, qui se réjouit de compter sur soi seul et d'agir seul pour le bien de tous.

LIBERTE ET REVOLUTION

RÉPROCHERA-T-ON à l'existentialisme d'affirmer la liberté humaine ? Mais vous avez tous besoin de cette liberté ; vous vous la masquez par hypocrisie et vous y revenez sans cesse malgré vous ; quand vous avez expliqué un homme par ses causes, par sa situation sociale, par ses intérêts, tout à coup vous vous indignez contre lui et vous lui reprochez amèrement sa conduite ; et il est d'autres hommes que vous admirez au contraire et dont les actes vous servent de modèles. Eh bien ! c'est donc que vous n'assimilez pas les méchants au phylloxera et les bons aux animaux utiles. Si vous les blâmez, si vous les louez, c'est qu'ils auraient pu faire autrement qu'ils n'ont fait. La lutte des classes est un fait, j'y souscris entièrement : mais comment ne voyez-vous pas qu'elle se situe sur le plan de la liberté ? On nous traite de social-traitre : avec l'opium de cette liberté, vous empêchez l'homme de secouer ses chaînes. Quelle stupidité ! Lorsque nous disons qu'un chômeur est libre, nous ne voulons pas dire qu'il peut faire ce qui lui plaît et se transformer à l'instant en un bourgeois riche et paisible. Il est libre parce qu'il peut toujours choisir d'accepter son sort avec résignation ou de se révolter contre lui. Et sans doute ne parviendra-t-il pas à éviter la misère : mais, du sein de cette misère qui l'engule, il peut choisir de lutter contre toutes les formes de la misère, en son nom et en celui de tous les autres ; il peut choisir d'être l'homme qui refuse que la misère soit le lot des hommes. Est-ce qu'on est un social-traitre parce qu'on rappelle quelquefois ces vérités premières ? Alors Marx est un social-traitre, qui disait : « Nous voulons changer le monde », et qui exprimait par cette simple phrase que l'homme est maître de son destin. Alors, vous tous, vous êtes des social-traitres, car c'est aussi ce que vous pensez lorsque vous sortez des lisiers d'un matérialisme qui a rendu des services mais qui a vieilli. Et si vous ne le pensiez pas, alors c'est que l'homme serait une chose, tout juste un peu de phosphore, de carbone et de soufre, et il ne serait pas nécessaire de lever le petit doigt pour lui.

LA PURETE N'EST PAS SI FACILE

VOUS me dites que je travaille dans l'ordure. C'est ce que disait aussi Alain Laubreaux. Ici je pourrais m'abstenir de répondre, car ce reproche me vise personnellement et non comme existentialiste. Mais vous avez une telle précipitation à généraliser qu'il faut pourtant que je me défende, de crainte que mon opprobre ne rejaille sur la philosophie que j'ai adoptée. Il n'y a qu'un mot à dire : je me méfie des gens qui réclament que la littérature les exalte en faisant étalage de grands sentiments, qui souhaitent que le théâtre leur donne le spectacle de l'héroïsme et de la pureté. Au fond, ils ont envie qu'on leur persuade qu'il est aisé de faire le bien. Eh bien ! non : ce n'est pas aisé. La littérature vichyssoise et, hélas ! une partie de la littérature d'aujourd'hui voudraient nous le faire croire : il est tellement agréable d'être satisfait de soi. Mais c'est un pur mensonge. Héroïsme, grandeur, générosité, abnégation, j'en demeure d'accord, il n'y a rien de mieux et, finalement, c'est le sens même de l'action humaine. Mais si vous prétendez qu'il suffit, pour être un héros, d'adhérer aux ajistes, aux jocistes ou à un parti politique qui vous plaît, de chanter des refrains innocents et d'aller, le dimanche, à la campagne, vous dévalorisez les vertus que vous prétendez défendre et vous vous moquez du monde.

En ai-je dit assez pour faire comprendre que l'existentialisme n'est pas une délectation morose mais une philosophie humaniste de l'action, de l'effort, du combat, de la solidarité ? Retrouvera-t-on sous la plume des journalistes, après cette mise au point, des allusions au « désespoir de nos distingués » et autres fariboles ? C'est à voir. Je dirais volontiers à mes critiques : cela ne dépend plus que de vous. Après tout, vous aussi, vous êtes libres ; et vous qui combattez pour la Révolution comme nous pensons le faire aussi, vous pouvez décider aussi bien que nous si elle se fera dans la bonne ou dans la mauvaise foi. Le cas de l'existentialisme, philosophie abstraite et défendue par quelques hommes sans pouvoir, est bien mince et bien indigne : mais dans ce cas comme dans mille autres, selon que vous continuerez à mentir à son sujet ou que, tout en l'attaquant, vous lui rendrez justice, vous déciderez de ce que sera l'homme. Puissiez-vous le comprendre et en ressentir un peu de salutaire angoisse.

TROIS POÈMES INÉDITS DE LA DIANE FRANÇAISE

Une entre toutes les femmes

Servantes aux bras blancs à l'appel des tambours
Ouvrières riant aux portes des faubourgs

Princesses de musique ou passantes sans nom
Vous êtes l'opéra qui couvre les canons

L'une est rayon de lune et l'autre odeur des neiges
Et l'immense univers tourne dans leur manège

De ce pays doré Bérénice est venue
Où les rois observaient le sabbat les pieds nus

Quelle belle Marie aux couleurs naturelles
Dort sous les cieus français de nos fausses querelles

Astrid aux cheveux clairs Agnès de Méranie
O reines à vingt ans que le soleil renie

Dames du long regard qu'on voit en haut des tours
Attendre leurs amants dans leurs plus chers atours

Toutes auront trouvé le doux écho touchant
Qui fait rimer l'amour et retentir le chant

Même si c'est aux jours de la pire misère
Si les cœurs sont muets si les yeux sont déserts

J'aurai du moins chanté que ma voix s'en brisât
Quand d'autres d'Aélis moi j'aurai dit d'Elsa

par ARAGON

D'une petite fille massacrée

Vous pourrez revenir Ce sera vainement
Surenchérir l'enfer et la bête féroce
Vous pourrez enfoncer la porte avec vos crosses
Allemands

Vous n'éveillerez pas cette enfant Elle est morte
Avant d'avoir ouvert tout à fait ses grands yeux
Rien ne la tirera du rêve merveilleux
Qui l'emporte

Dans ses cheveux défaits elle dort On croirait
Vraiment qu'elle va respirer qu'elle respire
Dans ses petites mains la nuit met son empire
En secret

Elle ne porte plus le poids de sa mémoire
La rose pour mourir a simplement pâli
Doucement doucement doucement elle oublie
Vivre et voir

Six tapisseries inachevées

Terre air eau feu Tapis de mes souffrances
Larmes chansons mon amour et la France

Quatre éléments quatre vents quatre fleurs
Il me suffit pourtant de trois couleurs

De ciel de neige et de sang pour vous plaire
L'air que je chante est un air de colère

Crier au feu ce n'est plus de saison
J'ai regardé brûler notre maison

Dans le miroir couleur de leurs soucis
Les gens d'ici ressemblent au Messie

J'ai rencontré ma Dame au bord de l'eau
Ma Dame est France et moi son Lancelot

et la septième tapisserie est comme un dimanche après
les six premières faite d'oiseaux de fleurs de grands
feuillages noirs mais aussi d'hommes d'armes et de che-
vaux et d'incendies de meurtres de femmes piétinées
d'enfants cloués aux portes de héros roués dans les
oubliettes

et d'un grand cri montant des entrailles par quoi com-
mence enfin la déchirure de l'espoir

Aragon romancier

"AURÉLIEN"

Les Français aiment les idées toutes faites, les opinions reçues, les préjugés respectables, les images d'Epinal et les légendes définitives. Ils aiment qu'un poète soit un poète, un romancier un romancier, un communiste un communiste. Non pas tellement poète, ou romancier, ou communiste, que poète comme ils l'entendent, romancier comme ils le conçoivent, et communiste comme ils l'imaginent. Ce n'est pas pareil. On le voit bien avec Aragon, et son dernier roman, « Aurélien ».

Que le poète de *Brocéliande*, du *Crève-Cœur* soit aussi un grand romancier, nous le savions : les *Beaux Quartiers*, les *Voyageurs de l'Impériale* et les *Cloches de Bile* constituent d'ores et déjà un domaine romanesque très considérable, et, malgré l'autonomie de chacun de ces livres, une suite comparable aux *Thibault*, à la *Recherche du temps perdu*, très supérieure à mon sens aux *Hommes de bonne volonté*. Mais avec *Aurélien*, Aragon atteint à une maîtrise des techniques du roman que peu d'écrivains égalent aujourd'hui.

Il est impossible de raconter et il est difficile de définir *Aurélien*. Nul livre n'est plus riche, plus complexe, plus attachant que ce gros volume de 519 pages serrées, qui est long comme un fleuve et bref comme un verre d'eau qu'on boit quand on a soif. *Aurélien* c'est d'abord une histoire d'amour, amère et vraie, et

c'est ce qu'y verront avant tout les milliers de lecteurs qui aimeront *Aurélien* comme ils ont aimé *Fontaine* ou les *Hauts de Hurlevent*, parce qu'il y a des milliers et des milliers de lecteurs qui aiment d'abord les belles histoires d'amour et de mort, les belles histoires tristes et vraies comme la vie. Mais *Aurélien* est un livre qu'on peut tourner et retourner sous la lumière, et qui nous révélera à chaque mouvement un nouveau visage. *Aurélien*, c'est aussi un long poème murmuré, avec des entrelacements de thèmes qui reviennent, se perdent, se renouvellent comme dans une symphonie : le thème de la Seine, le thème de l'Inconnue de la Seine, le thème du temps qui passe, le thème de la mort. Et nous retrouvons là l'Aragon des grandes phrases vives et élégantes, chargées d'électricité, de colère, de tendresse, d'ingéniosité. Mais ce roman d'amour, ce poème de mort, vous ne l'avez pas encore tout entier capturé si vous n'y voyez pas aussi un pamphlet romanesque, le jugement terrible d'une certaine société, d'une certaine façon de vivre (ou de ne pas vivre), si vous ne sentez pas que ces roses déjà sont fanées, déjà pourrissent, et qu'il y a dans *Aurélien*, inséparable du roman d'un amour qui se perd, le roman d'un monde qui se défait.

Non, *Aurélien* n'est pas le roman qu'on pourrait attendre d'Aragon si Aragon n'était que ce qu'on croit qu'il est. Ce n'est pas le roman d'un poète-poète, parce qu'il y a autre chose dedans que de grands morceaux lyriques, parce qu'il y a un grouillement de personnages vivants, et souvent très laids, parce

qu'Aragon sait donner très fort le sentiment de la vie, de l'entremêlement des destins, de l'écoulement des années, parce qu'il est habile comme un dramaturge et naturel comme le hasard, parce qu'il sait être aussi, quand il le veut, quelqu'un dans le genre de Zola ou de Balzac, après avoir été le frère de Lautréamont ou de Nerval.

Aurélien n'est pas non plus le roman d'un communiste, si un communiste doit écrire seulement des histoires d'usines, d'ouvriers, de ciment, de métallurgie. Il n'y a qu'un personnage tout à fait épisodique dans *Aurélien*, le petit ouvrier rencontré à la piscine, qui satisfera ceux qui n'ont une bonne conscience politique que devant les romans prolétariens. C'est un peu court. Mais je sais qu'*Aurélien* est un grand roman révolutionnaire, dans la mesure où la révolution est d'abord un regard posé sur le monde, un jugement porté sur une société. Je ne crois pas que ce soit un tour de passe-passe intellectuel que de dire qu'*Aurélien* est aussi important par ce qu'il sous-entend que par ce qu'il exprime. Quand on a dépassé le premier plaisir que donne *Aurélien* : lire un roman romanesque écrit par un observateur et un poète, il reste à en tirer la leçon. Il reste à se mettre en colère devant ce monde de fantoches et de lâches, devant la société qui fait d'hommes qui ont été les combattants de l'autre guerre ces larves que décrit un des morceaux les plus extraordinaires du livre, le banquet des anciens combattants.

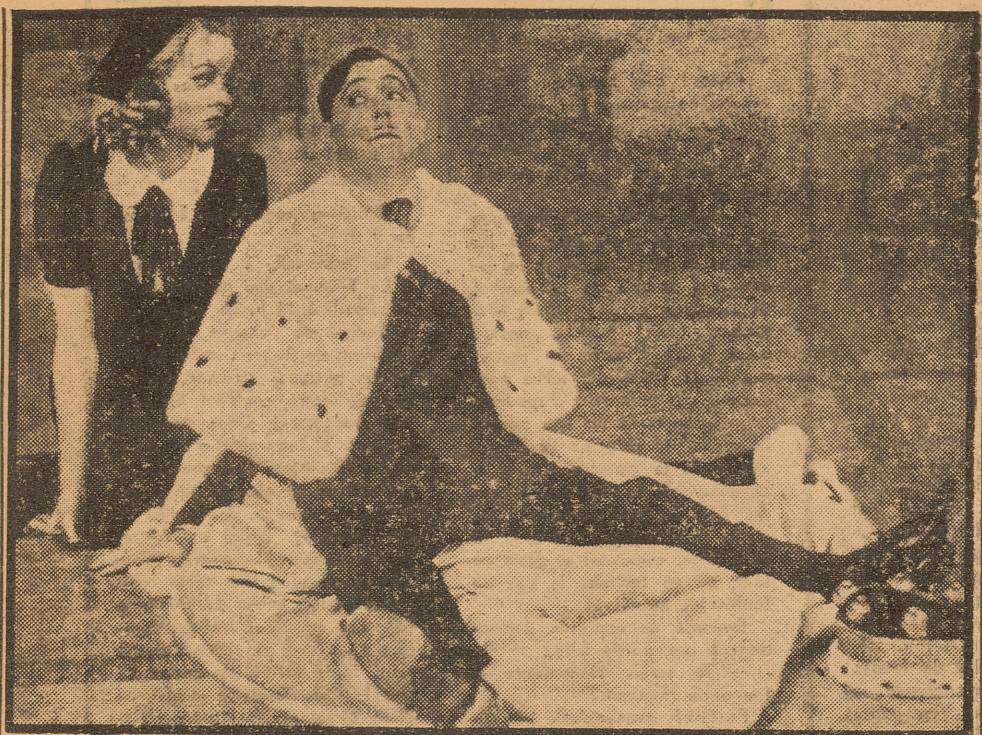
Le monde des gens en colère, des bâtisseurs et des combattants, je vois bien

que ce n'est pas dans ses romans qu'Aragon l'évoque, mais dans ses poèmes, dans son action quotidienne de journaliste, d'homme d'action. Il ne dépend peut-être pas de lui, mais de l'histoire, d'écrire, après les romans d'une décomposition, les romans d'un monde qui s'élève. Même si Aragon ne peut échapper dans son œuvre romanesque à cette fatalité des déchéances capitalistes, il reste que son œuvre en bloc, et son destin tout entier, témoignent de son combat pour la liberté, de la noblesse de l'homme et de son accomplissement. *Aurélien* et Bérénice ont tout perdu et tout raté. Aragon est de ceux qui préparent pour les *Aurélien* et les Bérénice de demain un monde où il soit possible, enfin, de se sauver et de se conquérir.

La grande série romanesque du *Monde réel* n'en est d'ailleurs qu'à son commencement. Aux chefs-d'œuvre qu'elle compte déjà, au premier rang desquels *Aurélien*, d'autres s'ajouteront, qui n'ont pas fini de nous surprendre — comme Aragon.

Claude ROY.





UN FILM COMIQUE (?) passe au César : Lupino Lane et Sally Gray, dans « LAMBETH WALK »

DE LA BELLE AVENTURE AUX BOMBES VOLANTES

DEUX films de M. Marc Allégret dans la même journée, comme il m'advint, ce n'est plus « Allégret », c'est Allégretissimo. Et les deux avec M. Claude Dauphin comme protagoniste, ce n'est plus Claude Dauphin, c'est Claude Roi. Que dis-je ? C'est l'empereur Claude.

Rien pourtant qui soit mémorable dans cette *Belle Aventure* qui veut être comique, si du moins *Histoire comique* a le mérite de ne pas l'être. Mais de celle-ci, qui a été donnée en fin de la Quinzaine du Cinéma, nous parlerons quand elle entrera dans le circuit des salles.

On me permettra de trouver fort déplaisante la publicité qui consiste à alécher le public en annonçant ces films comme « interdits par la censure allemande ». C'est nous donner à entendre qu'ils ont des vertus de Résistance, ou tout au moins de non-conformisme vichyssois, qu'on serait bien en peine d'y trouver. Il est exact que ces deux films, tournés en 1942, ont été interdits, mais seulement parce que M. Dauphin en était la vedette : l'interdit portait sur sa personne et non sur la nature des films. Car, entre temps, M. Dauphin avait rejoint les rangs de la France combattante. Nous lui en rendons hommage de tout cœur, mais c'est lui qui a résisté, et pas du tout la pellicule.

Si la *Belle Aventure* n'a rien gagné à attendre, hélas ! nous n'avons rien perdu pour attendre. De Fless et Gaillavet, ou la comédie sentimentale pour les petits bourgeois en mal de distractions lénitives, avec ses gens du monde à la façon des magazines de mon enfance, ses marquises intempêtes et leurs verbeuses de langage, ma chère, dans les limites du bon ton, ses jeunes filles à la page et ses ingénues libertines dont la pudeur exquise ne le cède en rien aux audaces de bibliothèque rose d'une grand-mère favorable à la repopulation expéditive, ah ! que tout cela est mièvre, insipide et hors de saison !

Ni le naturel de M. Claude Dauphin qui bafouille plus que nature dans la puérilité conventionnelle de l'amoureux transi et bébête ; ni le charme de Mlle Micheline Presles qui ne sait à quel saint vouer son sein et ses jalousies inoffensives ; ni M. Jourdan qui fait le beau pour des ravages sentimentaux sans danger ; ni le talent éprouvé de Mme Berthe Bovy et de quelques autres ne réussissent à donner un peu de corps à cette aventure exsangue, pas plus que les fioritures vaudevillesques et les

« extérieurs » dont la caméra s'offre le luxe d'animer ce qui n'est qu'une pièce de théâtre pour les boulevards.

Regrettable censure, qui aurait pu nous débarrasser depuis deux ans de ce fétu : il nous eût peut-être distraits des habits verts ; aujourd'hui c'est un poids lourd qui nous détonne inutilement de plus justes soucis.

On me dira que le public ne s'y ennuit pas ? C'est sans doute vrai : pour tuer le temps d'une manière aimable il faut peu de chose, un peu de sirop suffit. Mais ce qui étonne, c'est qu'on ne sente pas que du même coup le temps nous tue. Et il lui suffit de peu de secondes.

Vous vous en persuaderez en voyant un petit film, un tout petit film, qui dure à peine dix minutes. Cela s'appelle *V.I.* ou encore *la Bombe volante*. C'est le numéro 4 de la série « Flashback ». En dix minutes on vous y montre comment Londres en quatre-vingts jours a perdu cinq mille morts et seize mille blessés, vingt-trois mille maisons entièrement détruites. En dix minutes et quelques mètres, vous avez vu, senti et compris.

Vous avez vu passer dans le ciel, avec leur rumeur, quelques-uns des huit mille engins qui ont meurtri Londres. Vous avez senti l'étendue des ravages, malgré canons, ballons et avions qui, tenacement, parviennent à descendre la moitié des teneurs volants dans leur course diabolique. Et vous avez compris comment cette grande capitale et son peuple stoïque ont su vaincre le péril et conserver toute la virilité de leur moral.

Quatre-vingts jours de bombes volantes, voilà une autre façon de tuer ce temps qui nous voulait tuer. Moralité ? Tirez-la vous-mêmes. Mais je le répète : quelle fiction résiste à une telle réalité ? Quelle comédie bégayante a ce document de tonnerre ? Les dix minutes de *V.I.*, le passage météorique sur l'écran de ce petit film, de ce tout petit film, balaye des kilomètres de cellulose impressionnée mais non impressionnante. Dix minutes qui valent des heures : en vérité, une grande aventure.

Gabriel AUDISIO.

Les Fiancés du Havre

Une grande fille toute simple

Je ne dirai pas que M. Salacrou a du génie. Mais il y a incontestablement en lui un génie, un démon du théâtre.

M. Salacrou se complait à trouver ses personnages en des individus d'une banalité première telle qu'elle ne puisse même être remarquée.

L'instant qui précède le lever du rideau, ces êtres quelconques ne présentent évidemment aucun intérêt particulier. Tout pour eux va aussi bien et aussi mal que la vie l'ordonne. Ils sont unis par des liens fort différents, sans doute, mais solidement établis par les conventions sociales. Il n'y a donc entre eux aucune possibilité de dialogue qui ne soit pas de la conversation commune.

M. Salacrou intervient, les précipite en scène, nous laisse les reconnaître dans leur banalité satisfaite. Puis, un coup de théâtre, l'ordre se défait, une situation nouvelle se dessine. Dans cette crise où tout est remis en question, les uns et les autres se découvrent directement intéressés à l'aventure ; d'eux désormais dépend leur place dans l'ordre futur qui ne peut manquer de résulter du combat engagé. Luttent, ils vont révéler dans la lutte leur personnage. C'est la réussite d'*Un Homme comme les autres*.

Les figures que nous rencontrons d'abord dans *Les Fiancés du Havre*, créé récemment à la Comédie-Française, semblent baigner dans une tranquillité parfaite. Entre les gros bourgeois Duval-Lavallée et la pocharde La Reinette, marchande de poisson à la criée, aucun hiatus, mais une entente confiante dans les attitudes que les uns prennent à l'égard des autres. Abandon à l'indifférence que détermine nécessairement l'absence de différend. Même cette indifférence n'est pas exempte de douceur et de gentillesse.

Les Duval-Lavallée et La Reinette ont des fils du même âge. Soudain, pour le spectateur, il s'avère que les jeunes gens ont été échangés à leur naissance par une sage-femme démoniaque. Guy Duval-Lavallée est ainsi le fils de La Reinette, Richard, celui des Duval-Lavallée. Ils l'ignorent encore. A l'occasion d'un drame de la jalousie — ils aiment la même femme — ils laissent éclater violemment les haines profondes que le fils de bourgeois et le gosse d'ivrognes misérables ont accumulées sur les bancs du lycée où ils se sont connus. Les voici acharnés l'un contre l'autre, défenseurs absurdes d'une cause dont ils ne sont pas les champions.

Absurdité de la vie, telle est la leçon que M. Salacrou veut tirer de sa pièce. C'est sa philosophie. Toute son œuvre tend à l'illustrer. Mais le jeu dans *Les Fiancés du Havre* est mécanique, et d'une mauvaise mécanique. On chercherait longtemps l'intérêt véritable de cette farce mélodramatique, empêtrée dans des explications fort laborieuses. Il y est parlé pour dire peu de chose et l'on ne saurait pourquoi, si l'auteur ne prenait finalement la parole pour affirmer l'absurdité de la vie. Serait-il à craindre que sans cette précaution la représentation des *Fiancés du Havre* ne réussisse pas à nous l'enseigner ? *Les Fiancés du Havre* n'est pas une pièce qui parle. Elle bavarde interminablement. Son issue, au gré de l'auteur, doit être absurde. Pour y parvenir, M. Salacrou a composé un absurde dénouement. C'est se fai-

re l'interprète absurdement fidèle de ses théories !

Ce dénouement éclaire singulièrement l'ensemble du travail. Nous ne pouvons y croire. Tout est trop fabriqué pour nous conduire aux conclusions de l'auteur.

Les personnages subissent le contre-coup de cette entreprise maladroite. Tandis que la situation dramatique les délivrait du masque officiel qui, jusque-là, les définissait, nous espérons les voir profiter du bouleversement pour déclarer leur vraie personnalité. Malheureusement, hormis peut-être Richard, les personnages de *Les Fiancés du Havre*, au cours de la pièce, ne débordent jamais le cadre d'une imagerie. Celle-ci ne manque pas de couleur. C'est bien la preuve que M. Salacrou s'est moins préoccupé de ses personnages que de la situation dans laquelle il les mettait. Tout reste sommaire ou caricatural, de l'ordre de l'exhibition et du décor.

C'est aussi ce caractère que souligne la présentation de la Comédie-Française. Il y a le décor ravissant de Raoul Dufy. Sur ce fond qu'il est convenu d'applaudir comme l'apparition sur la table d'une pièce de pâtisserie, les interprètes livrent un talent de société. Il est juste de remarquer le numéro de Mlle Denise Grey, excellente La Reinette, que la Comédie-Française vient d'engager.

Une grande fille toute simple, d'André Roussin.

M. Roussin est un auteur heureux. Il est joué actuellement sur deux scènes parisiennes. Et il est satisfaisant de songer qu'un jeune auteur au talent sympathique fait concurrence aux de Létraz et Guison, dont *Mademoiselle Antoinette* nous a démontré, il y a peu, la plate vulgarité. Profitez de l'occasion pour saluer aussi le cher Feydeau, toujours jeune et étincelant génie du vaudeville, trois fois nommé sur les scènes parisiennes.

Il n'est pourtant pas habile de la part de M. Roussin de faire représenter en même temps *Jean-Baptiste le mal-aimé* (Vieux-Colombier), et *Une grande fille toute simple* (Ambassadeurs). Cette confrontation met plus en évidence les limites et les défauts que les qualités de l'auteur *Jean-Baptiste le mal-aimé* met en scène Molière. *Une grande fille toute simple*, quelques comédiens imaginaires de nos jours. Dans l'une et l'autre pièce, le point de vue historique ou documentaire n'est guère intéressant : il n'apporte rien. Mais il permet à M. Roussin d'exposer à maintes reprises ses idées sur le théâtre et surtout d'exalter l'amour qu'il lui porte. C'est bien gentil, et dit avec une ingénuité et un enthousiasme charmants, hélas ! un peu puérils. Nous sommes forcés d'y reconnaître une fâcheuse tendance à transformer la scène de théâtre en chaire d'enseignement ou de conférence. Et comme les idées exprimées ne se dégagent pas du lieu commun ou pour le moins d'un conformisme de bon ton, il faut avouer que leur apparition répétée finit par jeter une ombre désagréable et dangereuse sur l'ensemble de la jeune œuvre de M. Roussin.

Nous le regrettons d'autant plus que M. Roussin est un auteur qui sait jouer par ailleurs de l'émotion, du sourire et du rire avec une désinvolte subtilité.

La grande fille toute simple est une tragédie qui n'a pas conscience des limites de son art et de la vie. Héroïne amoureuse, elle joue inconsciemment ses amours quotidiennes, comme à la scène sans doute elle aime sincèrement son partenaire de jeu. Il suffit d'ajouter qu'elle est la maîtresse de ce partenaire pour faire deviner l'amusante et délicieuse suite de scènes auxquelles donne lieu une semblable sensibilité.

Une grande fille toute simple joue sur la duplicité du langage. A quel moment va-t-on douter de la sincérité des discours et la discuter ? On saisira aisément ce que ce sujet a de théâtral. Il ne peut être traité que dans le moment même où le discours est tenu. L'envisager sous une autre forme, supprimer la présence vivante des interlocuteurs serait quitter le domaine imaginaire de l'art pour pagner celui de l'analyse et de l'essai, c'est-à-dire du commentaire et de la critique.

Mlle Madeleine Robinson est la parfaite interprète de ce drame théâtral humain — théâtral, puisque le premier spectateur est le second personnage qui donne la réplique. Seconds personnages au théâtre des Ambassadeurs : Claude Dauphin et J.-P. Aumont, dont la rentrée en scène parisienne a été longuement applaudie, Mila Parely et Pat Sael. Décor de Wakhevitch.

Paul-Louis MIGNON.

Calendrier des Expositions

GALERIE LOUIS CARRE, 16, avenue de Messine (8^e) : Exposition Jacques VILLON. Peintures récentes.

VENDÔME, 16 pl. Vendôme. Exposition CHAGALL. Fermé dimanche et lundi.

GALERIE CHARPENTIER

76, Faubourg Saint-Honoré

Tous les jours, sauf le lundi :

« PARIS » et « Jean OBERLE »

LA DANSE

JANINE CHARRAT

« Tous les visages de la danse » : combien prometteur, mais dangereux, le titre de ce récital ! Janine Charrat a tenu la gageure cependant et nous a offert, dans un programme remarquablement dosé, sinon tous, du moins bien des visages de la danse, avec un grand talent.

Mlle Suzanne Mussel l'y a adroitement aidée en soulignant très discrètement les thèmes des chorégraphies. Nous aurions aimé cependant moins de discrétion lorsque toute la scène lui était acquise et qu'elle n'était plus accompagnatrice, mais pianiste émérite. Pourquoi est-elle si timide ?

Dès vingt heures, salle comble, le rideau se levait pour nous permettre de participer à la joie de cette alerte *Joueuse de balle*, de Tchérépine. A peine nous avait-elle quittés que la douleur de *Sospino* et la résignation de *Consolation*, de Liszt, nous assaillaient ; puis, nous pénétrions dans quelques chose d'assez morbide avec *Ophélie*, d'Arthur Rimbaud : poème dansé. Il fut d'ailleurs parti-

culièrement réussi et apprécié, mais quoique ce genre ait fait ses preuves, il nous semble que la danse ne l'exprime totalement qu'en musique.

Combien reposante, délicate et fine nous a paru *La Légende de la Licorne*, de Francis Poulenc, et quelle révélation que la jeune Ethény Papava, qui n'a que cinq ans d'études et déjà tant de talent ! *La Prière*, de Beethoven, nous a donné toute l'ampleur du talent de Janine Charrat et prouvé combien est grande sa puissance d'évocation.

Par contre, sa mimique de *Sur la route* n'était-elle pas un peu outrée ?

Bissée, redemandée, applaudie fougueusement, la *Berceuse électorale*, de Blais Fairchild, fut un petit chef-d'œuvre d'humour.

Enfin, *Peau d'Ane* nous laissa sur une impression de rêve et nous en voulions presque aux admirateurs de Janine Charrat de nous obliger, par leurs applaudissements, à rentrer à la réalité.

Jaqueline MICHEL.

Sous l'égide de la direction de la Cinématographie —

L'INSTITUT DES HAUTES ÉTUDES CINÉMATOGRAPHIQUES

prépare à toutes les carrières de la production cinématographique (réalisation, production, montage, prise de vue, son, décoration, costumes)

Prochain concours en Juillet 1945

Pour tous renseignements s'adresser : 6, Rue de Penthièvre PARIS 8^e

THEATRE DE L'ATELIER

Ts les soirs (sf dim-judi) 20 h 30

Mat. sam. 15 h 30. dim 15 h 30 18 h

ANTIGONE

de Jean ANOUILH

DANS
LES VITRINES
ÉCLAIRÉES



DES CADEAUX DE FIN D'ANNÉE



POUR son premier Noël de la libération, Paris a le droit d'éclairer tous ses magasins. Ainsi, devant les vitrines illuminées, nous pouvons retrouver nos convoitises d'autrefois, nos désirs des Noëls d'antan.

**Voici des clips
qui parlent des Alliés**
La plus brillante vitrine, dans l'éclat de mille facettes de métal,

AVIS AUX LECTEURS

Nous recevons de nombreuses lettres de lecteurs qui se plaignent de ne pas trouver ACTION dans les kiosques ou dépositaires. Nous nous excusons auprès d'eux mais le faible contingentement de papier mis à notre disposition ne nous permet pas de contenter toutes les demandes.

Alors qu'ACTION a paru dès le lendemain de la libération, notre tirage autorisé est, dans la plupart des cas, deux fois moindre que le tirage autorisé aux nouveaux confrères parus récemment. Jusqu'ici nos demandes d'augmentation sont restées sans réponse. Nous regrettons cette injustice qui est une entrave à la liberté de la presse.

Nous demandons aux lecteurs de prendre ACTION régulièrement au même marchand ou, dans la mesure du possible, de s'abonner, soit par un chèque, mandat-poste, versement au compte chèque postal (Maurice CUVILLON C.C.P. Paris 419547) ou encore en s'adressant aux dépositaires.



nous propose tous ses nouveaux clips, de robes, d'oreilles ou de ceintures.

Beaucoup nous parlent des Alliés : d'une Jeep de dos ou de profil, un bras tend le V symbolique ou bien une main fait le même signe. John Bull ou Oncle Sam, deux têtes minuscules de métal peint ou la silhouette familière du « GI » (le poilu américain) piquent nos robes au-dessus du cœur — car les clips se portent de moins en moins au col ou aux revers des vêtements, mais sur la poitrine.

Aimez-vous les détails sobres ? Adoptez alors un clip d'oreille de métal doré formant un X ou une perle montée sur une tige métallique passant derrière l'oreille, ainsi ce clip ne pince pas désagréablement le lobe, ce n'est plus nécessaire de souffrir pour être belle !

Voici, dans cette vitrine, les reflets fauves des cuirs coupés des

tons mats du feutre réglementaire : des sacs de formes nouvelles conservent leurs longues brides qui passent sur l'épaule. Réservee autrefois aux hippodromes londoniens, la mode pratique de ces sacs semble tenace à Paris. La forme « boîte à sel », mélange obligatoire de feutre et de cuir concurrence la forme gibecière. Une gaine entourant la bride arrière du sac permet d'enfiler un court parapluie. On a de plus en plus l'impression d'un départ pour la chasse !

Mais le parapluie long n'est pas abandonné en faveur du stick et un couturier parisien offre un manche gainé de cuir d'un « chamberlain » d'une chaîne de breloques : étoile ou casque américain, Jeep, Mosquito, croix de Lorraine et tour Eiffel, breloques assorties à celles de la ceinture noire de la robe.

Dans un envol de tulle scintillant ou dans un nuage léger piqué de nœuds de velours, une vitrine nous tente de toutes ses résilles, mantilles de réveillon. En dentelle noire retombant en coques, elles ont un faux air ancien et espagnol. Elles sont piquées de nœuds de rubans roses et verts ou scintillent de fleurs en paillettes.

Parfois sur un coin de tulle se posent des gants de velours de tons inattendus ou noirs ornés de découpes avec nœuds de velours ou bien encore une ceinture de velours noir pailleté d'or assortie à des chaussons doux.

A la manière de la « députée » américaine qui a reçu récemment, en pantoufles, la presse parisienne, vous pourrez recevoir vos amis dans de confortables chaussons fourrés en satin, en velours ou en molleton piqué. Monté sur une semelle épaisse en étoffe, le tissu recouvre bien tout le pied jusqu'à la cheville et vient s'attacher en arrière par un nœud de velours.

Pour les grands froids d'hiver, les gants fins de velours laissent la place à des moufles à dessous de lapin ou à des gants (plus pratiques car ils permettent de se servir des doigts) sur lesquels s'enfile une mitaine de fourrure.

Tous les étalages de Paris proclament que le goût créateur des modélistes sait faire des merveilles avec rien. Nous manquons de tout et cependant les vitrines sont remplies, et bien remplies, de mille choses souriantes. Paris n'a pas encore son confort mais il a déjà retrouvé son prestige.

Ida BASTILLE.

LA RADIO

NOËL est la fête de l'innocence. Il était donc juste que les enfants eussent, ce jour-là, les honneurs de la Radio.

Hélas ! ces honneurs furent rendus notamment par le désolant Criqui, ce « Bon Chat », dont les quarts d'heure répétés constituent des éternités de sottise et d'ennui.

Et puis, on nous fit entendre une suite de reportages sur les Arbres de Noël organisés en faveur des enfants de prisonniers, de déportés et de fusillés. L'intention était louable, encore qu'on puisse discuter de l'opportunité de toute démarche conduisant des enfants à s'appesantir publiquement sur leur propre infortune. Le principe étant admis, reste la manière. Or, si le commentaire de Pierre Crénese, qui liait les uns aux autres ces divers reportages, était dans la note juste, émouvant et plein de tact, ce ne fut pas le cas de toutes les interviews.

Exemple ce reporter demandant à une petite fille :

— Tu serais mécontente si ton papa revenait ?

Pensait-il donc qu'elle pût répondre oui ?

Exemple encore, cet autre reporter (à moins que ce ne soit le même) qui prenait congé de chaque enfant interrogé en lui disant : « Merci ! »

Merci d'être venu faire ton petit numéro devant le micro ?

La Radiodiffusion française étend son rayon d'action.

En plus de « Paris vous parle », qui est relayé par Londres, voici « Ce soir en France », que retransmettra tous les jours, à 20 h. 30, la Voix de l'Amérique en Europe.

Du moins espérons que ce sera chose faite quand paraîtra cette chronique. Ce relais devait débiter le jour de Noël. A 20 heures, la Radiodiffusion française donnait encore la nouvelle comme certaine. A 20 h. 20, la Radio américaine s'excusait du contretemps qui, etc. Ce rapprochement d'heures indique suffisamment qu'en effet l'affaire n'était pas tout à fait au point. Cette collaboration radiopho-

nique interalliée ne sera d'ailleurs complète que lorsque des liens analogues auront été établis avec l'U.R.S.S. Y songe-t-on ? Evidemment, avec leur couteau entre les dents, nos alliés soviétiques doivent être quelque peu malhabiles devant un micro. Mais tout de même...

Emissions régulières à écouter :

Le mercredi, à 18 h. 15 : « Le Tribunal des ombres », et le samedi à 14 h. 35 : « La demi-heure du cinéma », deux émissions de Roger Leenhardt (le subtil critique cinématographique de notre confrère les Lettres françaises). Deux émissions propres à faire aimer et connaître le cinéma (ses problèmes, ses métiers et non les inintéressantes histoires de coucheries de ses vedettes). Enfin, un véritable instrument de culture cinématographique ! Une seule critique : du fait même de leur qualité, ces émissions risquent parfois de n'être pas accessibles à tous. Mais est-ce là une critique ? Que certains auditeurs aient à faire effort pour s'élever au niveau de la Radio est préférable à une Radio s'abaissant au niveau du plus médiocre des auditeurs.

Le lundi à 19 h. 30 : « Il était une fois », contes de tous les temps et de tous les pays racontés par Marcel Achard sur une musique de Mireille. C'est très inégal, mais jamais sans humour.

Enfin, il faut faire une mention spéciale de l'ensemble des émissions de jazz, je veux parler non de la musique à danser mais du vrai jazz, qui a enfin dans les programmes la place qu'il mérite et dont la défense et l'illustration ont été confiées à des spécialistes compétents.

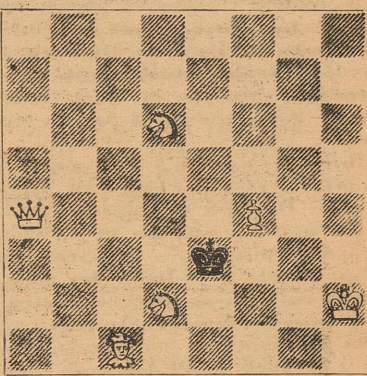
Quel soulagement le jour où j'ai entendu présenter ainsi les *Quintet minutes sweet and hot*, de Bernard Gaudrey-Réty : « Le moins de commentaires possible, le plus de musique possible. »

L'épidémie de la présentation serait-elle enrayée ?

L'homme à l'oreille blasée.

ÉCHECS

Problème N° 8
F. HECHT (Inédit)
Mat en deux coups



Bl. : Rh2, Da4, Fc1, Od2 et d6, Pf4 (6 pièces).

N. : Rf3 (1).

Miniature.

Solution du problème n° 7

Il s'agit en réalité d'une fin de partie jouée à Nice en 1937 entre P. Morra (Bl.) et Bossolasco (N.), mais il est intéressant de voir qu'on trouve ici un mat très rare donné par une Tour « enfermée » (la Ta1).

1 Dc Ph5 + ! g6xh5 (forcé ! beau sacrifice de Dame !)

2 g5-g6 + Rh7xg6 forcé !

3 Tg1 + Rh7.

4 Tg1xg7 mat !

PETIT COURRIER

Beaucoup de joueurs isolés nous demandent comment ils pourraient jouer aux échecs, alors qu'il leur est impossible de fréquenter un cercle.

Nous leur indiquerons que la F.F.E. fait disputer des tournois par correspondance. Directeur technique : G. Legrain, 9, rue des Ecuyers, Saint-Germain-en-Laye (S.-et-O.). Les cartes imprimées permettant d'envoyer par poste 2 parties pour 0 fr. 50, sont en vente au B.C. de la F.F.E., 6, place de la Madeleine (25 francs le cent).

Thomas ACTIUS.

Soldats, sous-officiers et officiers de toutes les armées alliées, vous serez accueillis à bras ouverts autour de la « Table Ronde ».

La Direction F.F.I. du Foyer de la Table Ronde, 124 bis, boulevard Magenta. (Métro : Gare du Nord).

PHILATÉLIE

L'intérêt qui s'attachait aux séries venues d'Algérie, d'Angleterre et d'Amérique s'est épuisé aussi vite que les émissions elles-mêmes. A vrai dire toutes ces vignettes n'avaient rien de très remarquable et les amateurs ont été vite remis des surprises causées par la beauté de Marianne-vermillon, la laideur des « Arcs de Triomphe » et par la faute d'orthographe du 150 francs inclus dans cette dernière série.

L'intérêt des collectionneurs et des marchands (intérêt étant pris dans l'autre sens, bien entendu) se porte plutôt maintenant sur les timbres dits de la Libération. Et, à ce propos, une note du ministère des P.T.T., en date du 22 novembre vient établir la légalité de l'illégalité en séparant, pour la gouverne des philatélistes, les surcharges vendues avec ou sans la participation du service postal.

Sont reconnues les surcharges suivantes :

RF et CLBD de l'Aveyron, RF de la Charente-Maritime, la Croix de Lorraine surmontant « Libre » de la Creuse, RF dans ses trois épaisseurs de Bordeaux, la Croix de Lorraine surmontée de « Libre » d'Agurande-sur-Bouzanne, RF de Tours, RF de Loches, Croix de Lorraine et RF de Cherbourg, RF de Châlons-sur-Marne, RF et Croix de Lorraine de Lille, RF de Lyon, FFI Savoie de Chambéry, RF de Niort, RF de Poitiers, RF de Châtelleraut.

Et voilà. Je connais, pour ma part, de nombreuses surcharges qui ne sont pas dans cette liste et dont l'authenticité est pourtant incontestable (avec ou non la par-

ticipation du service postal officiel). Pourquoi la marque FFI Paris Libéré de l'enveloppe MLN n'est-elle pas sur cette liste, par exemple ?

Nos lecteurs nous obligeront en nous communiquant les marques postales qu'ils ont pu, de leur côté, se procurer. Nos efforts réunis parviendront alors, peut-être à établir un glorieux « palmarès supplémentaire » des marques de la libération.

Les filles légitimes des P.T.T. auront-elles, seules, une valeur ? Certainement pas et déjà les émissions officielles atteignent des prix étonnants. Il leur restera à obtenir ce que notre gouvernement a mis bien longtemps à obtenir : se faire reconnaître !

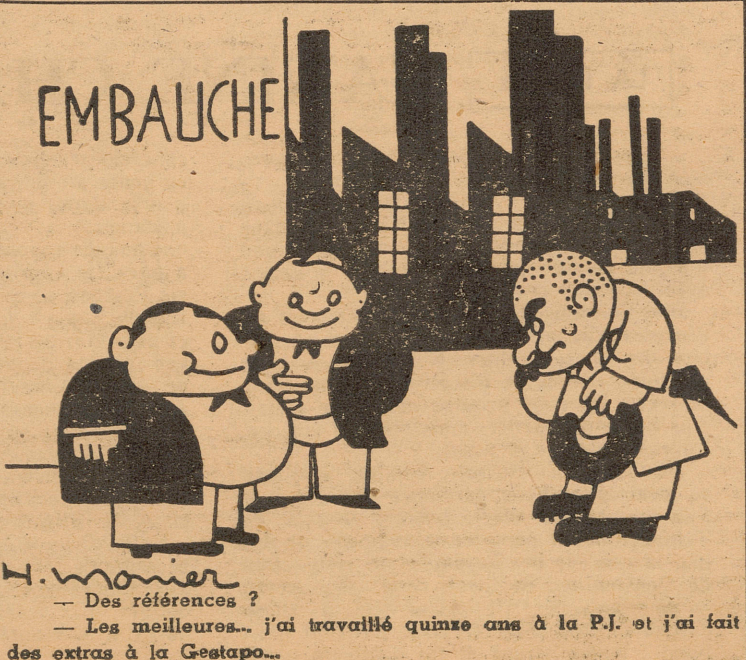
Alain THIERRY.

TIMBRES-POSTE COLLECTIONS
THEODORE CHAMPION
13, Rue Drouot - PARIS-9

ACHAT TIMBRES RARES
Lots et collections
aux plus hauts cours
MORICE 53, Faubourg Montmartre (9e)
Téléph. : TRU. 14-93 et 95.
SUR RENDEZ-VOUS SEULEMENT

ACHAT TOUTS LOTS ET COLLECTIONS
MAX DUPUY
55, RUE MONTMARTRE 33-13
Téléphone CEN.

UN CADEAU DE CHOIX
« LA COLLECTION IMPERIALE »
Album de timbres-poste d'Aviation
PRIX : 300 frs
avec timbres 500, 1000, 2000, 5000 frs
Renseignements gratuits à
J. FORET
64, r. Lafayette, Paris-9e - Pro. 34-57
ACHAT - TIMBRES-POSTE - VENTE
Env. cat. P.A. Px 13 fr. franco s. dem.



— Des références ?
— Les meilleures... j'ai travaillé quinze ans à la P.J. et j'ai fait des extras à la Gestapo...

Pour les Jeux Interalliés il faut réparer Colombes

LA France doit, paraît-il, organiser bientôt des Jeux interalliés. Ce « paraît-il » est d'ailleurs de trop, car c'est bien notre pays qui a été choisi pour organiser ces Jeux interalliés, et si nous en sommes fiers, nous nous sentons un peu honteux de ne pouvoir donner à ces jeux tout l'éclat auquel ils ont droit.

Il y a à ça une raison majeure : Paris ne possède pas de stade d'athlétisme susceptible de servir de cadre à une manifestation de cette importance.

La Fédération française d'athlétisme ne vient-elle pas de décider d'organiser ses propres championnats à Bordeaux ? Non par désir de décentralisation, mais parce qu'elle a jugé impraticables les pistes d'athlétisme de la capitale.

L'heure n'est pas encore venue d'organiser ces Jeux interalliés.

Mais il n'est pas trop tôt pour songer à la réfection sérieuse des pistes de Paris.

Si la France a l'honneur d'accueillir les Jeux interalliés, c'est Paris qui doit les organiser. Paris, que les Allemands ont tenu sous la botte, et non sans fierté, Paris dont les soldats alliés rêvaient avant le débarquement, Paris qui a étonné le monde par sa libération, Paris qui a gagné le droit d'être, pour un moment, le centre sportif du monde avec les Jeux interalliés.

Il y a Colombes. La Fédération française d'athlétisme y a songé, nous le savons. Mais elle est pauvre et les travaux sont onéreux. M. Sarrailh ne pourrait-il décider, d'ores et déjà, de prendre au compte du gouvernement les réparations qui rendraient acceptable la cendrée du stade olympique ?

Avec tous les sportifs français, formulons-en le vœu le plus ardent.

Paris ne devrait pas rougir de la vétusté de ses installations sportives.

Félix MONCEY.

Le terrain de sport scolaire obligatoire

Ly fort longtemps que l'éducation physique est obligatoire dans les écoles. Jamais, ou presque jamais, n'existent les installations nécessaires.

D'aucuns réclament depuis plusieurs années l'aménagement obligatoire de terrains de sports pour les enfants des écoles.

A cet effet, un projet de loi fut enfin élaboré, il y a deux ans, par les services de l'équipement sportif.

Ce projet visait la modification de la loi de 1886 sur l'obligation des constructions scolaires, modification simple qui consistait à

remplacer, dans le texte initial, le terme « école » par les mots « école et terrain d'éducation physique et de jeux ».

Abel Bonnard, « la gestapette », pourtant si admiratif « des petits jeunes gens en culottes courtes sur les stades », n'a pas jugé bon d'y donner suite.

Quant au gouvernement vichyssois, il s'en désintéressait complètement, ou peut-être avait-il l'ordre de se désintéresser d'une mesure propre à améliorer la qualité physique et morale des Français de demain.

Toujours est-il que le projet dormait.

CERTES, L'EQUIPE DE FRANCE A GAGNÉ MAIS L'AVENIR ?

AINSI, l'équipe de France de football a gagné, dimanche dernier, au parc des Princes. Cela, tout le monde le sait, et la presse a été unanime pour reconnaître que nous n'avons pas été les témoins d'un grand match. Les Belges ont été inférieurs à leur réputation ; quant aux joueurs français, ils n'ont pas brillé d'un très vif éclat, à l'exception peut-être de Bigot, le meilleur homme sur le terrain. Et nous persistons à penser, au lendemain de ce succès, qu'une politique de l'équipe de France est indispensable si nous désirons aborder les prochains matches internationaux avec confiance. M. Gaston Barreau, lui-même, n'était pas satisfait de la partie des joueurs qu'il avait sélectionnés, et il a fait la constatation qui l'a honoré.

Nous attendons, maintenant,

que M. Gaston Barreau change ses habitudes, et que, d'ores et déjà, en prévision des futurs matches internationaux du « onze » tricolore, il s'applique, non seulement à rechercher les meilleurs des Français, mais en-

René MEGRET le professionnel à l'âme d'amateur

C'EST un boxeur dont on ne parle guère et qui, pourtant, mérite d'être cité en exemple.

De tous les boxeurs professionnels en renom, René Megret, champion de France des poids coq, n'est-il pas l'un des rares qui travaillent régulièrement ?

Au début, Megret pensait à ne pas lâcher la proie pour l'ombre. La boxe, c'était bien, le travail, c'était mieux encore. Déjà Megret pouvait servir d'exemple. Champion de France, il n'a pas modifié ses habitudes. Il a repris le chemin de l'usine d'Issy-les-Moulineaux, où il est employé à la coopérative. Il ne s'arrête même pas à l'époque de ses grands combats. Il se contente de prendre quelques heures par jour, pour s'entraîner, et Megret se conduit ainsi en véritable amateur.

Récemment vainqueur de Valentin Angelmann, Megret va remettre prochainement son titre en jeu contre Théo Médina.

Il n'en continuera pas moins à vendre des légumes à ses camarades d'atelier...

Qui seront présents au Palais des Sports, pour l'encourager, le douze janvier.

POUR L'ABSENT !

LE 1^{er} JANVIER, AU VEL' D'HIV :

En boxe : Thierry-A. Famechon
En cyclisme : Carrara-Blanchet
En athlétisme : Pujazon, Hansenne, Rochard, etc...

core à les unir par le solide ciment de l'habitude.

L'équipe de France qui a joué au parc des Princes n'était pas homogène. Nous l'avions redouté et les événements nous ont donné raison. Si les Belges avaient été plus perçants, s'ils avaient été eux-mêmes — car nos confrères belges ne cachèrent pas leur déception — il est possible que nos sélectionnés eussent été contraints de s'incliner.

Le football a été dans l'ensemble de mauvaise qualité et les trois buts français en font foi. Enfin, ils ont été marqués et nous aurions mauvaise grâce, au fond, de nous plaindre de la stérilité de nos avants. Jeu décousu, avec quelques éclairs, c'était peut-être suffisant pour battre les Belges, c'eût été nettement insuffisant pour tenir tête aux Anglais, aux Italiens, aux Allemands, aux Suisses, aux Espagnols et c'est pourquoi nous devons travailler pour l'avenir, et instaurer cette fameuse politique de l'équipe de France qu'on s'est toujours refusé, en France, à mettre en application. — F. M.

L'U.V.F. a posé ses conditions

LE différend U.V.F.-C.C.F. a été réglé.

En acceptant la modification de ses statuts, le cercle cycliste français a eu un geste qui l'honore.

Mais quand nous parlions, la semaine dernière, de l'autoritarisme de l'U.V.F., nous ne pensions pas si bien dire. Ces petits messieurs de la rue Ambroise-Thomas n'ont-ils pas demandé que soit inclus, dans les statuts du C.C.F., l'article suivant :

« LE C.C.F. S'INTERDIT FORMELLEMENT TOUTE INGÉRANCE DANS LA DIRECTION DE LA FEDERATION DIRIGEANTE SUSCEPTIBLE DE PORTER ATTEINTE A L'U.V.F. ET NE DIRIGERA PAS SON ACTIVITE DANS UN SENS PREJUDICIABLE AUX BUTS ET A L'EXISTENCE PROPRE DE L'U.V.F. »

C'est tout...

DIRECTS... DU GAUCHE !

K. O., les juges...

C'EST à la pointe du menton qu'il nous faut aujourd'hui atteindre, d'un direct du gauche, les juges qui officiaient dimanche dernier au Palais de Glace. Avec l'espoir de les mettre bien proprement k. o. Car, en vérité, ils ne l'auraient pas volé...

Alors que Kid Marcel était vainqueur ils ont accordé la victoire à Mastrantuano. Il n'était pourtant pas possible de se tromper. Le verdict à rendre était visible comme le nez au milieu du visage. Mastrantuano avait joué les moulins à vent et Kid Marcel avait boxé. Le premier avait reçu tous les coups de son adversaire, le second les avait évités pour la plupart. Malgré tout, les juges du Palais de Glace ont « vu » l'Arlesien vainqueur. Ou ils étaient de bonne foi, et la boxe n'a plus qu'à périr si elle est dirigée par de tels incapables, ou ils étaient de mauvaise foi et M. Resche, président de la Fédération française de boxe, se doit de faire une enquête.

Après le combat, M. Resche s'était réfugié dans un silence prudent. A notre : « Qu'en pensez-vous, monsieur le Président ? » il nous répondit prudemment : « Je ne sais pas, je n'ai pas d'opinion... les juges... »

Oui, bien sûr, les juges... Hélas ! leur décision est sans appel, et l'on peut seulement les inviter à appren-

dre — enfin — l'A B C de leur métier. La boxe, c'est l'art de donner des coups sans en prendre. Ils l'oublient. Bien souvent, trop souvent. Il est des scandales qui doivent cesser. A moins qu'on ne veuille enterrer la boxe, purement et simplement. Et nous savons que tel n'est pas le désir de M. Resche. Alors ?

Un numéro de cirque !

L'ARENE du Palais de Glace paraît vouée aux plaisanteries de toutes sortes. Si celle de dimanche était mauvaise, celle du vendredi précédent était bien bonne. La salle, il est vrai, était consacrée au catch. A un catch véritable, du catch à l'américaine, et non à la « lutte de combat ». Et l'Américain Léon Diamond peut se vanter de nous avoir fait rigoler un bon coup... Toutes les femmes faisaient rimmels... Quant aux hommes, ils se tapaient sur les cuisses...

Contre Loew, le gros Diamond a exécuté une sortie clownesque des plus réussies. Mines de matador, fuites éperdues le long des cordes, colères feintes, crachats méprisants, coups défendus, cheveux tirés, conversations avec le public, tout y était... Nous nous sentions brusquement transportés au Madison Square Garden de New-York, et c'était drôle. Mieux, désopilant...

Le sport ? Ah ! oui, le sport... Mais c'était si comique !

On n'a pas si souvent l'occasion de s'amuser sagement à Paris.

Il y a les Craddock, et puis, maintenant, il y a Léon Diamond !

Nous devrions en parler dans la rubrique « spectacles »... Et plus spécialement dans celle du music-hall.

C'était vrai...

APROPOS de Louis Aïmar, dont on annonce la rentrée à Paris, nous écrivions l'autre jour que le directeur du Vel' d'Hiv', M. Louis Delblat, nous avait déclaré qu'il était tout disposé à défendre les intérêts du Marseillais. Nous avions cru à une blague. Mais nous avons tout lieu de croire, aujourd'hui, que c'est très sérieux. M. Delblat ayant écrit au robuste Marseillais pour lui faire des propositions — honnêtes, évidemment.

Qu'en pense André Mouton, l'ancien manager d'Aïmar ?

A-côtés de France-Belgique

LA Fédération française de football a eu quelques gestes bien intélégants à l'occasion de France-Belgique.

Elle a, tout d'abord, évité de se déranger pour recevoir l'équipe belge à la gare du Nord.

Elle a ensuite répondu à un confrère qui demandait des places pour le match : « Vous n'en aurez que deux... parce que, n'est-ce pas ? vous n'avez pas fait beaucoup de publicité à la rencontre. »

Tout simplement.

On est vraiment très bien élevé rue de Londres.

Notre confrère n'en est pas revenu. Quant aux dirigeants belges, ils ont plutôt été choqués.

Pour n'en pas dire plus.

Berretrot nous écrit...

NOUS avions, sans grande malice, « accroché » Georges Berretrot, l'autre semaine, au sujet des primes de cent francs — une aumône aux sportifs, écrivions-nous alors.

Notre speaker national nous a envoyé une lettre intéressante dans laquelle il précise son attitude :

« Au cours des réunions cyclistes, assure-t-il, j'accepte des primes publicitaires de 100 francs, mais ces primes sont attribuées d'autorité à un coureur, et ne sont pas disputées. Elles n'exigent donc pas un effort supplémentaire. Je tends à les éliminer, mais il ne faut pas décourager les bonnes volontés. »

Et plus loin :

« En boxe, les primes publicitaires ne sont pas autorisées ; néanmoins, le fait d'affirmer des primes de 200 francs

(jamais 100 francs) à des boxeurs touchant des bourses de 200.000 francs et plus m'a toujours choqué ; le minimum, pour les grands combats, devrait être fixé à 500 francs.

« J'aurais encore beaucoup à dire, etc... »

Voilà qui est clair et net.

Berretrot n'aime pas, tout comme nous, les primes de cent francs. C'est qu'au pourcentage de dix pour cent... Et vivent les primes de 1.000 francs !

Au moins, d'un seul coup d'un seul, on peut s'offrir deux cigares américains, rien qu'avec le pourcentage.

N'est-ce pas, Berretrot ?

Gravey épéiste !

Il y a eu un gala d'escrime, mardi dernier, à l'Elysée-Montmartre.

Gardère, Pécheux, Tournon étaient, en principe, les vedettes de la soirée.

En principe... car en fait, c'est Fernand Gravey qui obtint le plus de succès.

Quelle idée, aussi, de choisir un acteur de cette trempe pour présenter un gala d'escrime !

« ...Et j'aime ça, devait nous dire Gravey. Depuis que j'ai été le capitaine Fracasse, je ne rêve que de deux poudres de fer dans le ventre de mes adversaires... »

A bon entendre !

LES COMITÉS D'ENTREPRISES

Le patronat saura-t-il comprendre son rôle ?

Il y a dix ans, l'institution d'organismes tels que les comités d'entreprises n'aurait pas manqué de déclencher une furieuse hostilité de la part de certains milieux.

Le projet que le gouvernement a soumis pour avis à l'Assemblée consultative et dont nous avons indiqué les grandes lignes dans le précédent numéro d'Action a reçu un accueil beaucoup plus calme.

C'est que la nécessité de transformer profondément les conditions qui sont faites aux salariés dans les entreprises est devenue d'une évidence telle que personne n'ose plus s'y opposer de front.

La faillite d'un système qui tenait les travailleurs dans un état complet de sujétion a été si éclatante qu'il ne trouve plus de défenseur.

D'autre part, les masses laborieuses ont montré qu'elles étaient capables, par l'intermédiaire de leurs syndicats, de contribuer puissamment à la solution des problèmes économiques.

Au cours des négociations entre patrons et salariés, il s'est révélé que l'information des représentants ouvriers ne le cédait en rien à celle des chefs d'entreprises et même qu'ils avaient souvent des vues plus larges que ces derniers.

Enfin, les exemples étrangers sont pour quelque chose dans cette évolution et les réussites auxquelles ils ont abouti montrent que l'on peut s'engager dans cette voie et qu'il est nécessaire de le faire même si l'on s'en tient au seul point de vue de l'accroissement du rendement.

Première offensive

Si l'on a renoncé à afficher une opposition catégorique au projet gouvernemental, on a néanmoins essayé d'en limiter la portée. C'est tout d'abord une délégation patronale qui a présenté aux ministres intéressés toute une série d'observations tendant à retirer la compétence financière aux comités d'entreprises, à les priver de la collaboration d'un expert comptable, à ne leur donner un rôle économique que dans les affaires de plus de deux cent cinquante salariés, à minimiser le rôle des organisations syndicales dans les élections de délégués, à supprimer les possibilités d'appel en cas de conflit avec la direction, etc., etc.

Les scrupules du « Figaro »

Les critiques ont été reprises en partie par Maurice Noël dans une suite d'articles publiés par Le Figaro, lequel suit « l'élaboration de la réforme avec vigilance et scrupule ». Tout en reconnaissant le bien-fondé de l'institution, Maurice Noël développe avec complaisance toute une série d'objections qui ne manquent pas d'avoir des échos, surtout lorsque l'on sait que ce quotidien est très lu dans une certaine catégorie sociale.

Et ceci risque d'entamer l'atmosphère de bonne volonté indispensable à l'aboutissement des mesures envisagées ; aussi estimons-nous que ce n'est pas là de la bonne besogne. Qu'on en juge plutôt.

Les débats de l'Assemblée consultative ont fait regretter à M. Maurice Noël « le sérieux, l'information et le sens des responsabilités que montrait l'ancienne Chambre dans la discussion de certaines réformes ».

S'il n'y avait que cela, M. Noël se ferait une raison, mais c'est que « le rendement souffrira de la vue rudimentaire » qu'ont eue de la chose les membres de l'Assemblée... « Les délégués harceleront le patron... Ils manifesteront pour leur propre compte des exigences mal informées, ils ouvriront des procès de personnes et d'incapacité supposée. »

Or, nous constatons pour notre part qu'avant guerre le rendement des industries françaises

était dans l'ensemble inférieur à celui des entreprises américaines, anglaises ou allemandes, que pendant la période 1939-1940 il s'est révélé désastreux, qu'actuellement, dans bien des secteurs, il est voisin de zéro. La faute n'en incombe pas aux comités d'entreprise qui ne sont pas encore en place. Bien au contraire, nous avons journellement la preuve que les rares comités de gestion qui fonctionnent au milieu des pires difficultés obtiennent des résultats très satisfaisants.

Mais M. Noël ne s'en tient pas là. Il nous trace un tableau émouvant du chef d'entreprise qui a transformé son usine en maquis, qui a fourni sous l'occupation de faux papiers à ses ouvriers, et voici qu'« arrivent les jours de la libération. Ils emportent ce patron dans un drame sans nom ! La Résistance l'exclut en fait au nom du patriotisme. Et au nom même de ces travailleurs pour qui il a tant lutté, le pouvoir nouveau dénonce en lui des tares irrémédiables. »

Nous pensons que M. Noël va un peu loin pour ne pas dire plus. En quoi un patron, un véritable chef, qui veut l'amélioration du sort de ses ouvriers, qui a le souci de l'intérêt général, sera-t-il démolé en faisant participer directement ses collaborateurs à son effort ? Non, un véritable chef ne se considérera pas comme exclu de la collectivité nationale parce que des travailleurs étudieront avec lui des problèmes économiques. Au contraire, il saura s'imposer par sa compétence, il pourra jouer un rôle de guide, d'éducateur, autrement passionnant que la simple recherche du profit maximum.

Fascisme et espionnage

Le Figaro n'a pas été le seul à émettre des critiques de cet ordre. A l'Assemblée consultative, M. Joseph Denais s'est élevé notamment contre le fait que les délégués aux comités d'entreprises ne pouvaient être élus que sur des listes établies par les syndicats. Il a même parlé de « fascisme syndicaliste » ! Or, il est bien évident, comme le lui a répondu M. Poincaré, que les travailleurs isolés sont en état d'infériorité devant le patron et que c'est par le seul syndicalisme que les salariés peuvent affirmer leur position.

Quant à M. Pierre Lebon, il n'a pas hésité à déclarer au Luxembourg que l'accession des travailleurs aux responsabilités économiques pourrait permettre à l'ennemi de trouver des agents d'information. Comme si l'ennemi avait attendu l'institution des comités d'entreprises pour être renseigné sur notre effort de guerre. Quant aux trusts, ils n'ont évidemment jamais effectué de livraison à nos adversaires ! On ose à peine s'arrêter à de telles objections qui font injure à toute une partie de la population qui a suffisamment prouvé son patriotisme.

Par contre, l'on peut examiner plus attentivement les critiques faites aux comités d'entreprises sur le plan de la concurrence. En temps ordinaire, il existe une lutte sourde entre patrons pour le triomphe sur le marché. Les salariés n'ont évidemment pas la même mentalité. Ils se sentent solidaires des travailleurs appartenant à d'autres entreprises. Il est possible qu'ils n'entourent pas du même secret que les patrons les tractations financières auxquelles on se livrera. On aura évidemment une certaine peine à les entraîner dans une action visant à affaiblir la position d'une entreprise où sont employés leurs camarades. Quitte à passer pour un utopiste, disons que nous n'y voyons pas de mal. Il est temps, et bien des patrons le reconnaissent également, de mettre fin à l'esprit de concurrence à tout prix qui conduit aux pires désastres. Il est

QU'EST-CE QU'UN TRUST ?

Tout d'abord d'où vient le mot « trust » ? En anglais il signifie « confiance ». Dans le langage des affaires, le « trustee » est l'administrateur, l'homme auquel on confie la bonne marche d'une société. Vers 1880, aux Etats-Unis, la Standard Oil était dirigée par un comité de neuf « trustees » auxquels les actionnaires confiaient leurs actions afin de leur permettre de grouper leurs voix dans les assemblées générales. En fait, ces neuf hommes d'affaires, grâce au système du « voting-trust », dirigeaient à leur guise toute l'entreprise ainsi que ses filiales.

Car les Etats-Unis sont le pays d'origine des trusts. Le premier de ces organismes connus dans l'histoire économique est le grand trust mondial du pétrole, la « Standard Oil », créée par Rockefeller. Pierpont Morgan a imité son exemple dans le domaine de l'acier en fondant, en 1901, l'« United States Steel Corporation ». Le nom de Pierpont Morgan est le symbole de la grande banque d'affaires qui, grâce à sa puissance financière, acquiert les actions de plusieurs sociétés industrielles et poursuit par la suite la concentration en rachetant aux époques de crise les entreprises concurrentes. Ainsi se réalise un monopole qui permet aux dirigeants du trust de rançonner à loisir le marché. Des aciéries, Pierpont Morgan étendit son emprise sur les mines et sur de nombreuses matières premières.

La production et la transformation de l'aluminium, du nickel, du caoutchouc, la fabrica-

tion du matériel électrique et un grand nombre d'autres activités sont devenus aux Etats-Unis la propriété de trusts tout puissants.

On peut donc définir le trust : une gigantesque entreprise industrielle à base financière jouissant d'un monopole plus ou moins absolu sur un marché national ou international.

En Allemagne, les Konzerns sont des groupements économiques légèrement différents des trusts. Alors que ces derniers réalisent la fusion de toutes leurs sociétés en un organisme unique, le Konzern réunit des entreprises qui demeurent théoriquement indépendantes au point de vue juridique. En fait, en général, le Konzern devient rapidement un trust ainsi que le prouve l'évolution de l'I.G. Farben qui réalise la fusion de toutes les grandes sociétés de produits chimiques allemands, de la Siemens et de l'A.E.G. qui dominent la construction électrique, ou de la Vereinigte

Stahlwerke, maîtresse du marché sidérurgique.

En France, ce que nous appelons les « trusts » sont en général des ententes très serrées groupant des sociétés qui conservent une certaine autonomie. Le secret de ces accords est jalousement gardé. Les conversations entre magnats de la finance et de l'industrie demeurent inconnues même des spécialistes des études économiques. Les relations personnelles jouent un grand rôle. Le même homme est administrateur de plusieurs sociétés et la solidité des ententes en est d'autant plus forte. Le fameux Comité des Forges (théoriquement dissous à grand renfort de publicité en 1940) est un exemple de ces groupements, et si l'on connaissait toutes les opérations qui se sont accomplies en son sein on aurait sans doute une explication beaucoup plus nette de l'évolution de notre pays au cours de ces dernières années.

L'industrie de l'aluminium présente également en France un bel exemple de monopole. Alais, Froges et Camargues (plus connues sous le nom de son ancien propriétaire Pechiney) et Ugine constituent deux sociétés distinctes. Mais c'est M. Painvin qui dirige ces deux entreprises. Pas un gramme d'aluminium ne peut être produit dans notre pays sans qu'il prélève sa dime. Si l'on ajoute que M. Painvin est également administrateur du Crédit Lyonnais et dirige le Crédit Commercial de France, on comprend immédiatement quelle peut être la puissance de cet homme, exemple typique de la fusion du capitalisme bancaire et industriel. Un commissaire du Gouvernement de la IV^e République ne doit pas peser lourd en face de lui ! Il doit juger préférable de s'abstenir de lui demander pour quelles raisons la production de bauxite française était tombée à zéro en 1939, et ne doit pas lui poser de questions indiscrètes sur l'augmentation, pendant l'occupation, des bénéfices nets avoués par le trust dont il est l'animateur (40 millions en 1938, 83 millions en 1941, 99 millions en 1943 !).

Un procédé extrêmement discret permettant de s'assurer de la mainmise sur une branche de la production est celui qui consiste à fonder une société de financement. On acquiert des paquets d'actions assez importants et l'on peut exercer ainsi une influence prépondérante dans un grand nombre de conseils d'administration. Etant donné les nombreux stratagèmes permis par la loi dans une société anonyme, il suffit de posséder une fraction assez faible du total des actions pour la gouverner complètement (c'est ainsi que le conseil d'administration de l'une des quatre principales banques de notre pays représente seulement le 1/100 du total des actions). On peut citer à titre d'exemple de sociétés financières : la Société Financière de l'Est, la Société Financière d'Exploitation Industrielle, la Société Financière Industrielle et Commerciale, la Société Centrale pour l'Industrie électrique, etc.).

Les distinctions théoriques entre les trusts, les Konzerns, les ententes ou les sociétés de financement sont illusoire. On se trouve toujours en présence de la même concentration de capitaux et de moyens de production dans les mains des mêmes hommes. La simple analyse de la structure de ces monstres économiques prouve qu'il est impossible de les laisser subsister dans la France de demain. Mais nous ne les avons examinés que d'un point de vue en quelque sorte anatomique. Il nous reste à étudier dans un prochain article leur activité la plus dangereuse : leur caractère international, qui en fait des puissances redoutables irrémédiablement opposées aux aspirations des peuples.

LEDEF.

POUR QUE RÈGNE LA JUSTICE

Paris est devenu le centre des œuvres sociales ; autour des sphères officielles, près des mouvements politiques, on assiste à la création d'une multitude de comités et d'associations ; les mots d'« entraide » et de « solidarité » se lisent et s'entendent partout et servent de propagande aux buts les plus intéressés.

Il ne faut pas avoir peur de regarder la vérité en face. Paris n'a pas le droit de parler d'entraide et de solidarité, parce que trop de Parisiens n'ont pas encore compris le sens réel de ces deux mots. C'est le drame de toute la France, dernier vestige de l'occupation allemande, moins spectaculaire que les destructions de villages mais plus terrible parce qu'il atteint l'esprit même de la nation. Tant de gens ont souffert chez nous ! Mais aussi tant de gens ont profité ! Tant de gens, aujourd'hui encore, vivent sans consentir le moindre sacrifice, sans modifier leurs habitudes de plaisirs et de luxe ! Les cinémas refusent chaque soir des clients, les boîtes de nuit regorgent de monde, les voitures circulent dans la ville, les restaurants à marché noir continuent tranquillement à satisfaire leur clientèle ; dans les appartements chics du 16^e, ou bien des pièces restent inoccupées, il y a encore des théés et

des réceptions... Quelques centaines de francs pour rire à un bon spectacle, ou pour avoir une bouteille de champagne !

Naturellement, il est facile de satisfaire sa conscience : on adhère à tel comité d'entraide, à telle association de solidarité, on dépense un peu d'argent pour acheter le titre de bon citoyen, après, on peut jouer sans remords de la vie joyeuse que Paris offre aux riches...

Ceux qui souffrent chez nous méritent mieux que pitié et charité. Et, lorsque nous leur donnons, c'est encore nous qui leur devons quelque chose.

Par exemple, nous ne pouvons pas tolérer la situation qui est faite aux familles de nos plus purs patriotes : ceux qui ont été fusillés, ceux qui sont internés dans les camps d'Allemagne. Certes, lorsque le Service social de la Résistance, à travers les dangers de la Gestapo, parcourt les foyers détruits, donne régulièrement les secours nécessaires, personne n'en prenait ombrage, et le travail était fait. Maintenant, l'assistance est devenue officielle : on calcule, on fait des états, on remplit des dossiers, on interroge avec suspicion les mères qui sont devenues les chefs de famille, on les renvoie de bureau en bureau dans tous les coins de Paris, on fait des barèmes, on diminue les allocations distribuées clandestinement par nos assistantes dévouées... N'y a-t-il pas assez d'argent mal dépensé en France ? Faut-il toujours discuter et diminuer les crédits les plus nécessaires ?

Mais il n'est pas encore temps de désespérer. La France est riche en ressources morales et matérielles ; on peut encore, sans risquer d'être impopulaire, faire appel à toutes les bonnes volontés. Il faut être généreux : chacun dispose de quelque chose et peut donner sans peine ; tout est devenu précieux. Donnez votre temps, votre argent, le mobilier superflu, les pièces inutiles de votre logement, témoignez votre volonté de souffrir avec ceux qui souffrent plutôt que de vous contenter de les regarder souffrir... Ce courant de sympathie active est le premier pas à faire pour que règne la justice dans notre pays.

C. JULIEN.

Imprimerie du Journal
« ACTION »
37, rue du Louvre

L'Administrateur provisoire,
Directeur général : C. DELANGRE.
Le Directeur techn. : GIRARD, imprim.

L'Admin-Gérant : Maurice CUVILLON.

J.-J. de MEYENBOURG.